

LE PAYSAN PHILIPPIN DANS L'OEIL DU TYPHON : LES ENJEUX  
D'UNE CATASTROPHE CLIMATIQUE DANS LE NORD DE LA  
PROVINCE DE QUEZON AUX PHILIPPINES

NICKLAUS DAVEY

DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE  
UNIVERSITÉ DE MONTREAL  
2006



6  
59  
054  
2m 7  
v. 007

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**Le paysan philippin dans l'œil du typhon : les enjeux d'une catastrophe  
climatique dans le nord de la province de Quezon**

par  
Nicklaus Davey

Département de géographie  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
**En vue de l'obtention du grade de  
Maîtrise en sciences (géographie)**

Novembre 2006

© Nicklaus Davey, 2006

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :  
Le paysan philippin dans l'œil du typhon : les enjeux d'une catastrophe  
climatique dans le nord de la province de Quezon aux Philippines

présenté par  
Nicklaus Davey

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Bhawan Singh  
Président rapporteur

Rodolphe De Koninck  
Directeur de recherche

Dominique Caouette  
Membre du jury

## RÉSUMÉ

Certaines régions du monde sont particulièrement affectées par les changements climatiques extrêmes que sont les cyclones tropicaux. Chaque année, en Asie du Sud-Est, les populations de la côte Nord-Est des Philippines sont heurtées par, en moyenne, vingt typhons. La vulnérabilité des habitants de trois municipalités (Real, Infanta et General Nakar) de la province de Quezon, a atteint un paroxysme lors d'événements catastrophiques en 2004. Une enquête, effectuée dans la région en 2005, met en cause des problèmes liés à la gestion du territoire et de ses ressources. Une partie importante de la population dépend directement de l'agriculture et de l'exploitation de la forêt tropicale pour assurer sa survie. Les organismes étatiques chargés de gérer les ressources naturelles et le territoire - en particulier le DENR et le DAR - éprouvent des difficultés à appliquer leurs règlements à l'échelle locale. Tout pointe vers des problèmes liés à l'existence de réseaux informels, d'activités illicites et de corruption au sein des communautés et de la bureaucratie qui les sert. Pour le moment, des ONG de confession catholique jouent un rôle prépondérant dans l'organisation sociale en réponse à un vide laissé par l'administration publique. Par ailleurs, l'économie locale, bien que très peu industrialisée, voit poindre, avec l'apport financier important en provenance des travailleurs immigrants d'outre-mer (*Oversea's Filipino Workers*), une planche de salut pour le développement futur. Un rapport plus consciencieux à l'égard de l'environnement et de l'économie pourrait permettre aux trois municipalités de se moderniser et de réduire leur vulnérabilité aux typhons.

**Mots clés :** Asie du Sud-Est, catastrophe naturelle, cyclones tropicaux, transition agraire, déforestation, développement local, travailleurs immigrants.

## ABSTRACT

Some areas of the world are strongly affected by extreme climatic change events such as tropical cyclones. Every year, in Southeast Asia, populations from the North eastern coast of the Philippines are hit by an average of twenty typhoons. The vulnerability level of people living in Real, Infanta and General Nakar, in the province of Quezon, has reached an all-time high during the 2004 local calamity. An investigation in the area revealed problems related to land and resource management. Most of the households depend directly on agriculture and the extraction of tropical forest products to insure subsistence. State departments mandated to land and natural resources management – DENR and DAR in particular – are having difficulties implementing their own rules at the local scale. Facts indicate a number of problems related to the existence of informal networks, illegal activities and corruption inside the community and the public offices serving it. As it is, catholic NGOs are presently compensating, in terms of social action, for governmental inertia. Otherwise, local economy, albeit showing a low level of industrialization, is going through important transformations with the influx of increasing OFW remittances. A change in perception and understanding of environmental and economical local issues could lead the three municipalities to undertake their modernization and reducing their vulnerability to typhoons.

**Key words:** Southeast Asia, natural disaster, climate change, tropical cyclones, agrarian transition, deforestation, local-scale development, Overseas Filipino Workers.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>iii</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>viii</b>
<b>LISTE DES FIGURES .....</b>	<b>ix</b>
<b>LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>x</b>
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>xi</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>14</b>
1. Le monde des catastrophes naturelles.....	14
1.1 Les cyclones tropicaux.....	15
1.1.1 Les défis des changements climatiques extrêmes en Asie.....	17
1.1.1.1 Les enjeux du réchauffement global .....	17
1.1.1.2 La fréquence des cyclones tropicaux .....	18
2. L'émergence de l'Asie contemporaine .....	21
2.1 Les enjeux de la transition agraire .....	22
2.1.1 Les processus de la transition en Asie du Sud-Est.....	23
2.1.2 L'économie des Philippines: la vulnérabilité en transition.....	24
3. REINA : la vulnérabilité d'un milieu de vie agricole dans un contexte de changements climatiques extrêmes.....	26
3.1 Le contexte géographique local .....	27
3.1.1 Densité de population .....	27
3.1.2 Zones écologiques.....	29
3.1.3 L'occupation du sol.....	29
3.1.4 L'occupation militaire.....	31
<b>CHAPITRE I Méthodologie et limites de la recherche .....</b>	<b>32</b>
1. Méthodes d'enquête sur le terrain.....	32
1.1 Échantillonnage.....	33
1.1.1 Profil des répondants.....	34
1.1.2 Les entrevues non structurées .....	34
2. Traitement de l'information .....	35
<b>CHAPITRE II L'habitude des désastres naturels .....</b>	<b>36</b>
1. Le passé climatique.....	36
1.1 La climatologie des cyclones .....	37
2. La tragédie de 2004.....	38
2.1 Conséquences directes au sein de la communauté.....	39
2.2 Réactions post-catastrophiques .....	41
2.2.1 UPLB <i>Forestry</i> et DENR-PENRO .....	41
2.2.1.1 La classification du sol dans le bassin de la rivière Agos....	42



2.2.1.2 Les conclusions.....	46
<b>CHAPITRE III Les enjeux de la déforestation.....</b>	<b>47</b>
1. <i>The problem is illegal logging...?</i> .....	47
1.2 L'état de la forêt.....	48
1.2.1 Le cas des Philippines.....	48
1.2.3 Les processus en cause.....	51
1.3 Le point de vue du DENR.....	52
1.3.1 MENRO Jing Atejada.....	52
1.3.2 DENR Forester III Mrs Miliarete B. Panaligan.....	54
1.3.3 DENR Provincial officer (PENRO) Mr Emrich M. Borja.....	54
1.4 La question demeure sans réponse.....	55
2. ... <i>and rampant corruption?</i> .....	56
2.1 Des services sociaux insatisfaisants.....	57
2.1.1 L'aide gouvernementale.....	59
2.1.2 L'aide militaire.....	59
3. Le point de vue des acteurs clés locaux.....	60
3.1 <i>Governor</i> Telma.....	61
3.2 Le maire de Real.....	62
3.3 La présence d'ONG : une voix à l'insatisfaction populaire.....	63
3.3.1 Le clergé catholique, ICDAI et le SAC.....	64
3.3.1.1 <i>Bishop</i> Labayen.....	65
3.3.1.3 <i>Ka Oca</i> (ICDAI).....	66
3.3.1.4 <i>Father</i> Pete.....	67
3.3.1.5 <i>Deacon</i> Mario.....	68
4. Synthèse des enjeux.....	70
<b>CHAPITRE IV La question agraire et les revendications territoriales.....</b>	<b>72</b>
1. Les enjeux de la réforme agraire.....	72
1.1 Les périodes précoloniale et coloniale espagnole.....	72
1.2 La période coloniale américaine.....	73
1.3 La République des Philippines.....	73
1.4 Les transformations agraires récentes.....	74
1.4.1 DAR Infanta <i>and</i> General Nakar's <i>municipal officer</i> Romeo U. Viado.....	74
1.4.2 L'état de la coco-culture.....	76
2. Tenure et mode d'accession à la terre.....	78
2.1 Le domaine ancestral.....	80
2.1.1 Les Agtas et le TCD.....	80
2.2 La ruée vers Nakar.....	82
2.2.1 Romy Roxas's <i>Master Plan</i> .....	84
2.2.1.1 Possible... ..	85
2.2.1.2 ... mais peu probable.....	86

<b>CHAPITRE V L'état du développement local</b> .....	<b>89</b>
1. Le profil socioéconomique de la paysannerie.....	89
1.1 Les activités principales.....	90
1.1.1 La production agricole et les pêches.....	91
1.1.2 Le commerce et les services.....	94
1.2 Les activités secondaires.....	95
2. Les projets publics de développement (CLUP).....	96
3. Les chantiers de la croissance économique.....	97
3.1 Les versements des OFW.....	97
3.2 Le tourisme.....	98
3.4 Les mines.....	100
<b>CHAPITRE VI Les stratégies d'adaptation</b> .....	<b>103</b>
1. L'arène des perceptions.....	103
1.1 Le réchauffement climatique global (pag-init ng mundo).....	103
1.1.1 Les Dumagats et les Agtas.....	104
1.1.1.1 Les sources de la perception.....	104
1.2 La mondialisation.....	105
1.2.1 Les Dumagats et les Agtas.....	106
1.2.1.1 Les sources de la perception.....	107
1.3 Les typhons (ng bagyo).....	107
1.3.1 Les Dumagats et les Agtas.....	108
2. La réponse concertée à la menace climatique.....	108
2.1 La re-localisation des individus à haut risque.....	109
3. Les stratégies en vigueur ailleurs dans le monde.....	112
3.1 Le cas du Bangladesh.....	112
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>114</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>121</b>
<b>ANNEXE A</b> .....	<b>i</b>
<b>ANNEXE B</b> .....	<b>iii</b>

**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau I : Synthèse des indicateurs géographiques aux échelles municipale, provinciale et nationale .....	28
Tableau II : Les changements dans l'occupation du sol du bassin de la rivière Agos, REINA .....	45
Tableau III : Conclusions principales des expertises post-catastrophes .....	46
Tableau IV : Taux de satisfaction à l'égard des différents paliers de gouvernement, REINA, 2005 .....	58
Tableau V : Comparaison entre pauvreté et emploi agricole.....	89
Tableau VI : Véhicules des perceptions relatives au réchauffement climatique, REINA, 2005 .....	105
Tableau VII : Véhicules des perceptions relatives à la mondialisation, REINA, 2005.....	107

## LISTE DES FIGURES

Carte 1 : Exposition physique et vulnérabilité relative aux cyclones tropicaux, 1980 à 2000.....	15
Carte 2 : Fréquence cumulative de cyclones tropicaux de passage dans la zone de responsabilité des Philippines, 1948 à 2000 .....	21
Carte 3 : Province de Quezon, Philippines Infanta et General Nakar (REINA)..	27
Carte 4 : Delta de la rivière Agos, Quezon, Philippines .....	29
Figure 1 : Vulnérabilité relative aux cyclones tropicaux .....	16
Figure 2 : Impacts du réchauffement sur la fréquence des événements climatiques extrêmes (Environnement Canada) .....	18
Figure 3 : Fréquence annuelle de CT et de typhons dans le Nord-Ouest du Pacifique entre 1950-2003 ( $\chi$ annuelle de 26 cyclones tropicaux dont 20 typhons) .....	19
Figure 4 : La transition agraire en Asie du Sud-Est.....	24
Figure 5 : Illustration des désastres causés par un typhon, REINA, 2005 .....	39
Figure 6 : Classification de l'occupation du sol dans le bassin de la rivière Agos .....	50
Figure 7 : Répartition des principales sources de revenu, REINA, 2005 .....	90
Figure 8 : Principales productions agricoles, REINA, 2005.....	92
Figure 9 : Répartition des principaux usages des produits de l'agriculture et des pêches, REINA, 2005 .....	94
Figure 10 : Répartition des activités secondaires principales, REINA, 2005 .....	95
Figure 11 : Contrastes architecturaux entre le paysage traditionnel et le nouveau paysage des maisons de famille d'OFW.....	98
Figure 12 : Préférences de milieu de vie en en cas de relocalisation, REINA, 2005 .....	110

## LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

<b>AFP</b>	Armed Forces of the Philippines
<b>BDCC</b>	Barangay Disaster Coordinating Council
<b>CADT</b>	Certificate of Ancestral Domain Title
<b>CARP</b>	Comprehensive Agrarian Reform Program
<b>CBCP</b>	Catholic Bishops Conference of the Philippines
<b>CBDRM</b>	Community Based Disaster Risk Management
<b>CENRO</b>	Community Environmental and Natural Resources Officer
<b>ChATSEA</b>	Challenges of the Agrarian Transition in Southeast Asia
<b>CIFOR</b>	Center for International Forestry Research
<b>CLUP</b>	Comprehensive Land Use Plan
<b>CT</b>	Cyclone (s) Tropical (aux)
<b>DA</b>	Department of Agriculture
<b>DAR</b>	Department of Agrarian Reform
<b>DBM</b>	Department of Budget and Management
<b>DENR</b>	Department of Environmental and Natural Resources
<b>DWSD</b>	Department of Welfare and Social Development
<b>EDSA</b>	Epiphanio Delos Santos Avenue (Manille)
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization
<b>FMB</b>	Forest Management Bureau
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>GIEC</b>	Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat
<b>ICDAI</b>	Infanta Integrated Community Development Assistance, Incorporated
<b>IFMA</b>	Industrial Forest Management Agreements
<b>IPRA</b>	Indigenous Peoples Rights Act
<b>NAMRIA</b>	National Mapping and Resource Information Authority
<b>NASA</b>	Neighborhood Associations for Shelter Assistance
<b>NCIP</b>	National Council for Indigenous People
<b>NDCC</b>	National Disaster Coordinating Council
<b>NOAA</b>	National Oceanic & Atmospheric Administration
<b>NSCB</b>	National Statistical Coordination Board
<b>MDCC</b>	Municipal Disaster Coordinating Council
<b>MENRO</b>	Municipal Environmental and Natural Resources Officer
<b>MGB</b>	Mines and Geosciences Bureau
<b>PAGASA</b>	Philippine Astronomical, Geophysical and Atmospheric Services Administration
<b>PCP</b>	Partie Communiste des Philippines
<b>PENRO</b>	Provincial Environmental and Natural Resources Officer
<b>PhilVolcs</b>	Philippines Institute of Volcanology & Seismology
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>REINA</b>	Real, Infanta and General Nakar
<b>SAC</b>	Social Action Center
<b>SMDDF</b>	Salve Mater Dei Development Foundation
<b>TCD</b>	Tribal Center for Development
<b>TLA</b>	Timber License Agreement
<b>TLP</b>	Timber Licence Permit

## AVANT-PROPOS

En arrivant à la maîtrise, j'étais un peu essoufflé par les échéances répétées et les obligations de rencontrer les critères de correction durant toutes ces dures années de labeur au secondaire, au collège, puis à l'université. Je crois que j'ai continué parce que je crois en l'éducation. J'ai été attentif aux paroles d'hommes et de femmes, des modèles, des mentors qui m'ont inspiré et m'ont indiqué les voies de la possibilité. De Pauline Desgagnés (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>) et Donald Saint-Hilaire (6<sup>e</sup>) à l'école primaire Saint-Esprit de Sherbrooke, à Pierre Tarte au Séminaire Salésien de Sherbrooke, à Denis Beaudin, Lyne Pellerin, Fernand Rivard et Isidor Huppée de la polyvalente Le Triolet de Sherbrooke, en passant par l'équipe de pédagogie concertée en sciences humaines du Cégep de Sherbrooke dont Jean-Claude Thibault et Christine Breton, puis plus récemment par James T. Gray, Bhawan Singh et Rodolphe De Koninck à l'Université de Montréal. En y ajoutant ma sœur Anita qui a été un guide depuis le début, voilà en gros ma carte céleste : plusieurs pédagogues brillants. Grâce à eux, j'ai choisi de persévérer et de faire de mes pérégrinations académiques un passage initiatique nécessaire plutôt qu'un labeur languissant.

Je me suis rendu aux Philippines une première fois en 2004 grâce au Pr. De Koninck et à la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques. Tranquillement, j'ai été submergé par le pays aux 7000 îles. Première impression... ça ressemble au Québec! Tergiversations identitaires, âmes du vaincu, attachement profond à la terre, peuple en lutte, tolérance et altruisme. Comme un escargot, je me suis donc retrouvé à des milliers de kilomètres de la maison à la maison! Là-bas, j'ai trouvé des sœurs et des frères d'âme qui m'ont permis, avec autant de vigueur qu'eux se le permettent, de donner voix à la rancœur que j'éprouve à l'égard des injustices fondamentales du système global qui caractérise notre époque. C'est donc dans cet esprit que j'ai entrepris de faire une recherche plus approfondie de certains aspects précis de la géographie philippine.

Un an plus tard j'étais de retour à Manille durant la saison des pluies de septembre en décembre 2005. Alors que le monde s'émeut de la tragédie de l'ouragan Katrina en Nouvelle-Orléans aux États-Unis, les Philippins s'appêtent à revivre les catastrophes habituelles et non médiatisées qui accompagnent la saison des typhons. Mon objectif premier est de mener une enquête de front au sein d'une communauté agricole représentative des conditions socio-économiques prévalant aux Philippines. C'est avec l'aval et les conseils de Mme Doracie Zoleta-Nantes et de Mme Vicky Espaldon, toutes deux professeurs au département de géographie de l'Université des Philippines à Quezon City, que je me suis associé à M. Paul Mendoza pour aller sonder les trois municipalités du Nord de la province de Quezon sur la côte est de l'île de Luçon.

Au-delà de tout doute, les gens de Real, Infanta et General Nakar m'ont permis de m'imprégner de leur univers quotidien, je les en remercie! Je remercie les chercheurs du « Geography Department – UP Diliman » ainsi que la famille Meily-Santos de Pasig City, Susan et Hans, Monica, Michelle et le petit Ben. Un merci bien senti aux amis et aux collègues du département de géographie et de la Chaire d'études asiatiques de l'université de Montréal, en particulier Dominique Caouette, Daphné et Jean-François B. Merci à Bhawan pour son accompagnement indéfectible durant le baccalauréat et à Rodolphe pour son soutien inconditionnel durant la maîtrise. Mes remerciements vont aussi aux organismes du Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada, à la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques et au projet ChATSEA.

Un merci spécial à ma famille : Denise, Anita, feu « moody » Shawn et feu « saint » Patrick!

*À Danielle xxx*



---

## INTRODUCTION

---

«Les inondations écument la surface de la société. Elles mettent en lumière les structures sous-jacentes du pouvoir, les injustices, les méthodes de corruption et les inégalités non reconnues.»

À propos de l'ouragan Katrina en Nouvelle-Orléans :  
Extrait de la chronique *The Storm after the Storm* de D. Brooks, publiée dans le *New York Times* du 1<sup>er</sup> septembre 2005. (La Presse, 2005)

### 1. Le monde des catastrophes naturelles

Selon un rapport des Nations Unies intitulé « La réduction des risques de catastrophes : un défi pour le développement », 1,5 millions d'individus sont décédés au cours des décennies récentes en conséquence directe de catastrophes naturelles (PNUD, 2004). On y apprend, entre autres, que parmi les décès enregistrés depuis 1980, 53% l'ont été dans des pays à faible indice de développement humain (IDH). Précisons que, des populations les plus exposées aux désastres naturels, seulement 11% habitent ces pays dont l'IDH est faible. Ces chiffres, en plus de souligner la relation entre puissance destructrice de la nature et la fatalité parmi les plus pauvres de la planète, soulignent que plusieurs communautés arrivent actuellement à concevoir mieux que d'autres des mesures concrètes leur permettant de s'adapter aux aléas naturels menaçant leur milieu de vie.

Les notions de vulnérabilité et de capacité d'adaptation des populations sont centrales lorsqu'il s'agit de la gravité des impacts causés par une catastrophe naturelle. À tout point de vue, les tremblements de terre et les tsunamis sont les plus destructeurs et leur nature presque absolument imprévisible les rendent particulièrement meurtriers (Munich Re, 2004). En comparaison, les catastrophes de nature climatique sont moins meurtrières en raison du fait que des stratégies d'adaptation et de gestion du risque ont pour effet de réduire la vulnérabilité des populations exposées (PNUD, 2004).

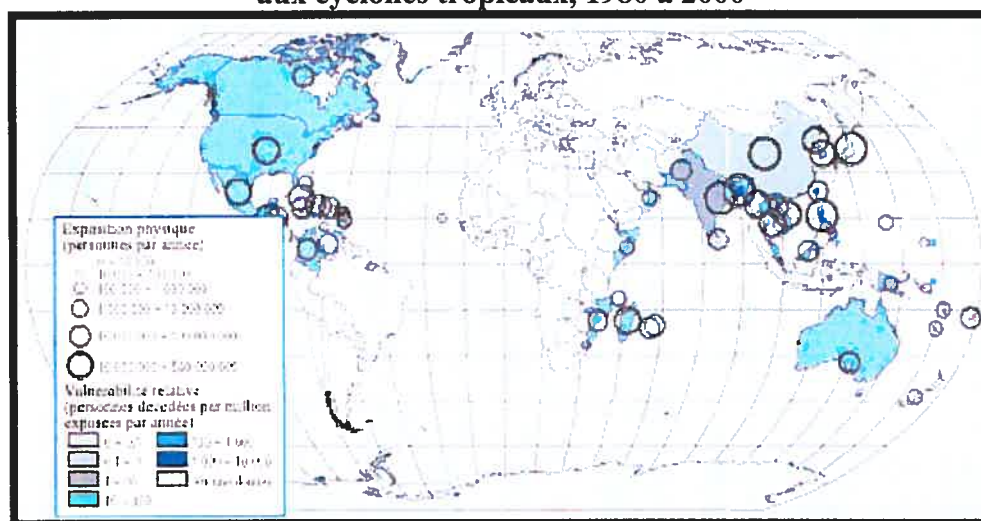
## 1.1 Les cyclones tropicaux

Des trois types de catastrophes climatiques les plus fréquentes, ce sont les cyclones tropicaux (CT) qui sont les plus menaçants. En 2004, on estime à 119 millions le nombre d'individus qui auraient été directement exposés aux CT. Ceux-ci sont concentrés dans trois grandes régions tropicales de l'hémisphère Nord au sein desquelles des cellules de dépressions atmosphériques s'activent chaque année, généralement entre les mois d'août et de décembre :

1. L'Asie méridionale (l'Océan Indien)
2. L'Est et le Sud-Est asiatique (nord-ouest de l'Océan Pacifique)
3. L'Amérique Centrale et du Nord (nord-ouest de l'Océan Atlantique)

- Carte 1 -

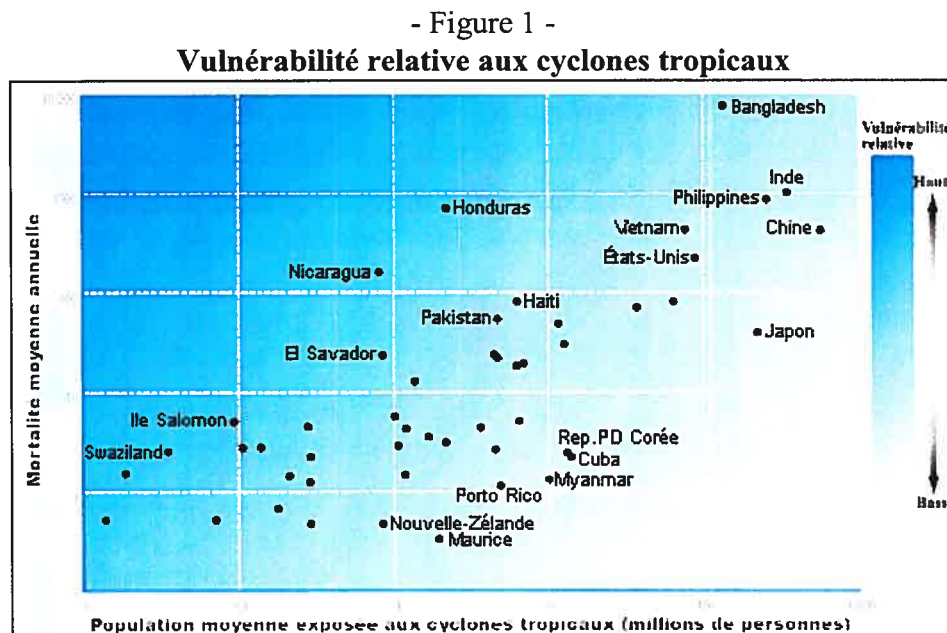
### Exposition physique et vulnérabilité relative aux cyclones tropicaux, 1980 à 2000



Source : PNUD, 2005

Dans l'hémisphère Sud, quelques régions sont également affectées, dont l'Afrique de l'Est, l'Océanie et même le sud-est du Brésil. Quoiqu'il en soit, parmi les zones à vulnérabilité plus élevée, la plaine Indo-Gangétique (Bangladesh et Inde) et la côte orientale des Philippines sont les plus affectées

par les CT (PNUD, 2004). En effet, depuis une vingtaine d'années, ces deux régions affichent le plus grand nombre de décès par rapport à la population exposée.



Source : PNUD, 2005

L'activité agricole prépondérante additionnée à une exposition particulièrement élevée à un climat caractérisé par la formation de systèmes cycloniques intenses, sont les causes principales de la vulnérabilité de ces milieux. Ces deux facteurs se situent en amont d'une multitude d'autres facteurs et de processus qui expliquent plusieurs problèmes criants auxquelles des populations sont confrontées dans le contexte de leur occupation du territoire. On peut se demander si ces territoires devraient être habités? Si oui, jusqu'à quel point peut-on aspirer y gérer les facteurs de risque?

À l'heure d'une mouvance généralisée et plus ou moins bien articulée au développement durable, ce sont là des questions difficiles qui demandent à être abordées sérieusement.

### **1.1.1 Les défis des changements climatiques extrêmes en Asie**

Il y a à peine dix ans, l'avènement d'un cyclone destructeur durant la saison des pluies au sein des milieux de vie évoqués précédemment, était un événement problématique, mais « normal ». En Asie, la plupart de ces communautés côtières font face au passage d'un typhon<sup>1</sup> sans y être préparées, dont résultent des situations sans lendemain. Aujourd'hui plus que jamais, le consensus scientifique autour des enjeux du climat global exige de ces mêmes communautés, l'élaboration de stratégies d'adaptation nouvelles qui réduiraient à court, moyen et long termes leur vulnérabilité aux CT.

#### **1.1.1.1 Les enjeux du réchauffement global**

Depuis le début de la révolution industrielle en Occident, les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine anthropique ont progressé significativement. De 1750 à aujourd'hui, la concentration atmosphérique de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère a augmenté de 31% alors que celle du CH<sub>4</sub> augmentait de 151% (GIEC, 2001). Les GES jouent un rôle fondamental dans le maintien des conditions nécessaires à la vie sur terre en permettant de préserver une température moyenne oscillant autour de 15,3°C à sa surface. Une variation, même infime, de cette température moyenne, a des conséquences directes et indirectes sur la circulation générale de l'atmosphère. Depuis 1861, la température moyenne à la surface de la terre a augmenté de 0,6°C et depuis 1950, le rythme s'est accéléré avec des augmentations de 0,1 et 0,2°C par décennie; on prévoit qu'elle augmentera en moyenne de 1,4 à 5,8°C durant le 21<sup>e</sup> siècle (GIEC, 2001). À titre d'exemple, ce phénomène a des conséquences directes sur le niveau marin moyen qui devrait augmenter de 9 à 88 cm au-delà du niveau actuel au cours des prochaines décennies (GIEC, 2001).

---

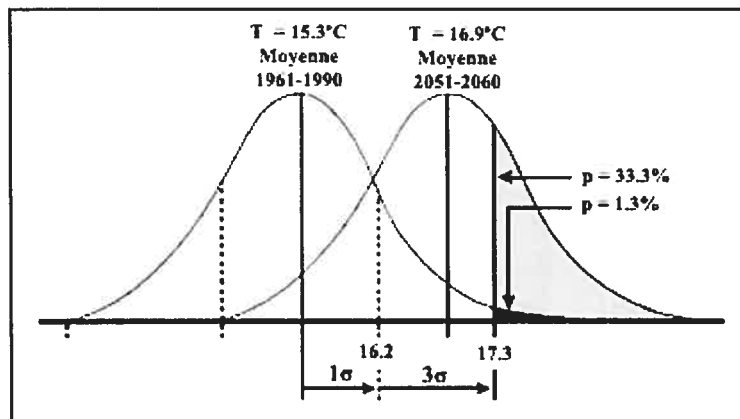
<sup>1</sup> Pour les océans Pacifique et Indien, on emploie le mot typhon pour désigner un cyclone tropical dont l'intensité des vents est maximale (+ de 249 km/h) alors qu'en Atlantique, on emploie le mot ouragan.

### 1.1.1.2 La fréquence des cyclones tropicaux

Une autre des conséquences directes et majeures de ce réchauffement climatique concerne les événements extrêmes tels que les CT; ceux-ci constituent une menace grandissante pour l'avenir des côtes tropicales (GIEC, 2002). Comme indiqué à la figure 2, l'augmentation de la température moyenne planétaire s'accompagne d'une hausse de la probabilité dans l'occurrence d'événements rares. Ce sont par exemple : les CT dans les trois grandes zones mentionnées précédemment, les sécheresses dans les plaines intérieures de l'Amérique du Nord, les canicules en Europe, etc. (Ouranos, 2004).

- Figure 2 -

#### Impacts du réchauffement sur la fréquence des événements climatiques extrêmes

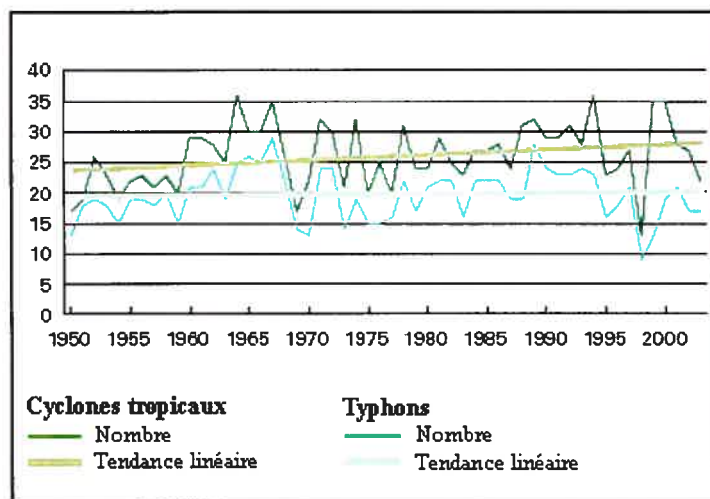


Source : Ouranos, 2004

Plus précisément, les CT se forment là où la température de l'eau de la surface océanique est supérieure à  $26,5^{\circ}\text{C}$  : normalement atteinte dans le mois du solstice d'été, selon l'hémisphère, entre le dixième et vingtième parallèle (Dhonneur, 1978). Dans un contexte de réchauffement climatique généralisé, les transferts énergétiques à la surface océanique sont plus importants et, théoriquement, les probabilités d'atteindre les conditions de base, nécessaires à la formation d'un typhon, s'accroissent.

Dans le cadre d'études récentes, des chercheurs se sont penchés sur la question de façon plus exhaustive et les pronostics ne vont pas tous dans le même sens. À la figure 3, on remarque que les tendances, depuis une cinquantaine d'années dans le Nord-Ouest du Pacifique, montrent une légère augmentation de la fréquence des CT, de même qu'une augmentation, moins significative du nombre de typhons (Ouranos, 2004).

- Figure 3 -  
Fréquence annuelle de CT et de typhons dans le Nord-Ouest du Pacifique entre 1950-2003 ( $\chi$  annuelle de 26 cyclones tropicaux dont 20 typhons)



Source : Munich Re, 2004

En fait, la plupart des pronostics s'accordent sur une tendance théorique, qui pointe vers une augmentation de la fréquence et de l'intensité des CT, sans toutefois que l'on puisse s'appuyer sur des vérifications et des modèles de prédiction dont le degré de certitude est satisfaisant (NOAA, 2005).

Quoi qu'il en soit au niveau théorique, le statut précaire des populations affectées par les CT ne fait pas de doute et représente un défi aussi urgent aux échelles locales que celui du réchauffement global à l'échelle internationale. En ce sens, des scientifiques posent l'hypothèse suivante : c'est l'augmentation de la vulnérabilité des avoirs des populations qui explique l'accentuation de la gravité

des impacts des CT au cours des dernières décennies. Un argument principal : certaines communautés se sont enrichies matériellement et ont donc plus à perdre (Raghavan et Rajesh, 2003). Hormis cette réalité, il reste que mondialement, la plupart des populations affectées ne possèdent pas d'assurances et leur vulnérabilité en est encore au niveau de la survie (PNUD, 2004).

### **1.1.2 Le cas des Philippines**

La trajectoire principale des CT est située entre le sud des Visayas et le petit archipel des Batanes au nord de Luçon (carte 2). Chaque année, en moyenne 22 typhons, en provenance de l'océan Pacifique, généralement près des îles Carolines, affectent la côte orientale du pays (PAGASA, 2004). Ces derniers se déploient à l'intérieur d'un rayon pouvant atteindre jusqu'à 1000 km, activés par des vents pouvant eux-mêmes atteindre plus de 300 km/h. Lorsque pleinement chargés d'eau provenant de l'océan, les CT peuvent précipiter, au moment d'atteindre le continent, jusqu'à 2 500 mm de pluie en seulement quelques heures (Queney, 1974).

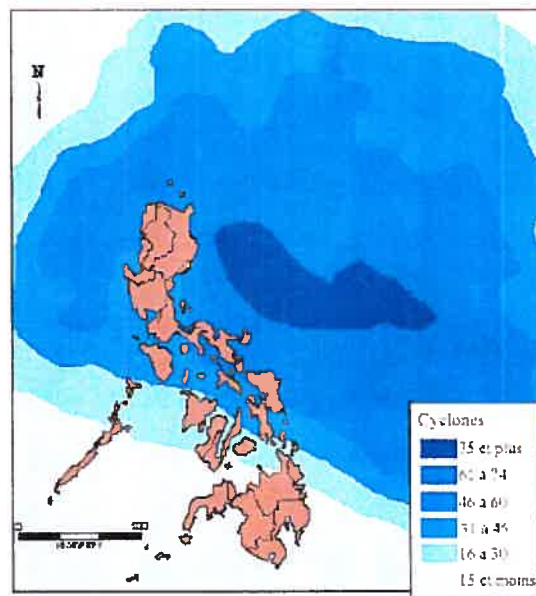
#### **1.1.2.1 Un problème chronique**

Dans cette zone, le développement social et économique est fortement influencé par les soubresauts du climat. En novembre 2004, à REINA (Real, Infanta et General Nakar), dans le nord de la province de Quezon, près d'un millier de personnes sont mortes suite au passage successif de deux tempêtes tropicales et du typhon Yoyong. Les communautés locales ont alors été perturbées et forcées de réévaluer les conditions de vie précaires qui les affligent. Des problèmes liés à la fragilité des revenus, à l'accessibilité à la propriété privée et à la coupe illégale de la forêt ont été évoquées pour y expliquer l'ampleur de la tragédie. Cette dernière n'est pas singulière: en 2005, la portion

centrale de la province de Leyte subissait à peu près les mêmes conséquences désastreuses sur sa population suite au passage du typhon Roke. En septembre 2006, le typhon Xangsane a frappé Manille faisant au dernier décompte, 197 morts et 22 disparus. Derrière cette récurrence inter annuelle de drames associés au passage de systèmes météorologiques destructeurs, se cachent des problèmes plus profonds.

- Carte 2 -

**Fréquence cumulative de cyclones tropicaux de passage dans la zone de responsabilité des Philippines, 1948-2000**



Source : PAGASA, 2004

Réalisation : Nicklaus Davey, 2004

## 2. L'émergence de l'Asie contemporaine

L'Asie est devenue au cours des trois dernières décennies un immense chantier du développement. Plusieurs pays asiatiques, dont les dragons du monde chinois, sont parvenus à attirer des investissements étrangers et avec eux des capitaux nouveaux. La Chine, l'Inde et leurs congénères du Sud-Est asiatique ont vu et voient encore leurs économies croître à des taux annuels dépassant 5% et parfois même 10%. Dans son édition spéciale de l'état du monde en 2006, la



revue anglaise *The Economist* prédisait qu'en 2017, la part du PIB de la Chine dans le total mondial<sup>2</sup> surpassera celle des États-Unis d'Amérique (1<sup>er</sup> rang en 2006), alors que l'Inde et le Japon respectivement, occuperaient les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> rang (*The Economist*, 2005).

Cette poussée de l'Asie se traduit par une collaboration accrue de ses constituantes nationales avec les institutions internationales (OMC, Banque Mondiale, FMI et autres), par la militarisation de l'Inde, de la Chine et des autres puissances régionales ainsi que par l'émergence de pôles d'innovation tels que Singapour, Kuala Lumpur, Shanghai et Bangalore. Tel que convenu depuis un temps déjà, l'Asie est partie intégrante des processus de la mondialisation capitaliste. En parallèle au virage idéologique et technocratique qui s'est opéré depuis la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, plusieurs États sont en train de rejoindre le club sélect des pays développés. Ces transitions marquent le passage d'économies paysannes et foncièrement agraires à des économies plus modernes et urbanisées.

## **2.1 Les enjeux de la transition agraire**

À titre de comparaison, certains pays européens (dont certains sont membres du G7) ayant connu par le passé des phases de développement comparables, frôlent aujourd'hui la stagnation économique. En Occident, les révolutions industrielles et les passages à la modernité de la plupart des États, datent d'au moins un siècle. Dans l'ensemble de l'Asie du Sud et de l'Est, à l'exception du Japon, de la Corée du Sud, de Taiwan et de Singapour, les transitions n'en sont qu'aux premiers stades.

Tout comme celles en Europe au 19<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui les transitions asiatiques s'inscrivent dans une géographie particulière associée à un parcours historique

---

<sup>2</sup> Taux de change à parité de pouvoir d'achat.

non moins particulier. En Chine et au Vietnam par exemple, le mouvement de collectivisation des terres des années 50, 60 et 70 mené sous l'impulsion de régimes communistes, est maintenant révolu. Suite à des transformations endogènes, ces régimes se sont récemment ouverts aux marchés libres et à la propriété privée.

Par ailleurs, tel que démontré par les succès connus en Asie de l'Est depuis les années 50, les idées politiques et les réformes qui en sont issues aux échelles nationales, auraient été plus incidentes que les forces des marchés globaux en ce qui a trait au rythme et à l'efficacité des transformations agraires (Bernstein, 2004). À l'échelle de l'Asie du Sud-Est, six processus phares ont été identifiés pour regrouper des ensembles de mécanismes qui caractérisent et distinguent les transitions agraires contemporaines.

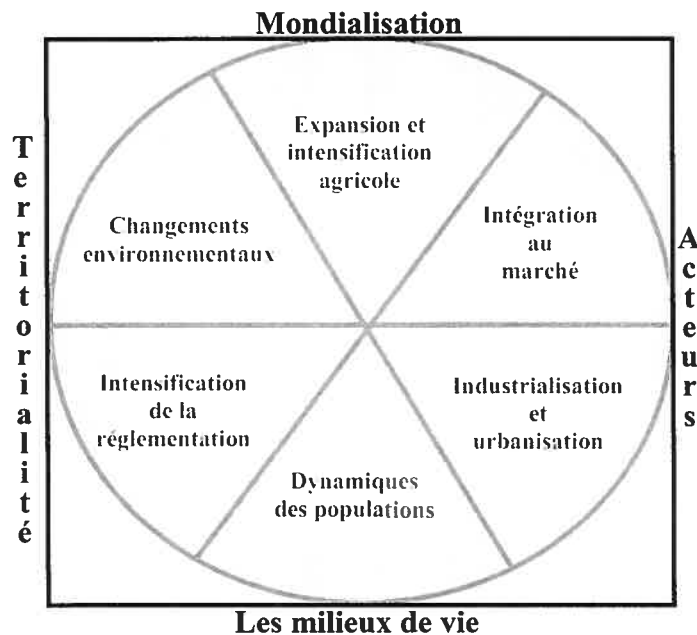
### **2.1.1 Les processus de la transition en Asie du Sud-Est**

Ces processus phares ne sont pas actifs invariablement à l'échelle du Sud-Est asiatique. Le développement socioéconomique varie en fonction de facteurs distinctifs qui émergent dans une large mesure à l'intérieur du modèle d'occupation du territoire qu'est l'État moderne (De Koninck, 2005). Plus précisément, les processus qui transforment le paysage varient d'une région à l'autre du territoire national en fonction de ce qui anime les acteurs au sein de leurs milieux de vie et du degré d'interaction qui subsiste entre ces milieux et le reste du monde.

Le cadre analytique proposé par les chercheurs regroupés autour du projet ChATSEA (*Challenges of the agrarian transition in Southeast Asia*) s'articule via quatre fenêtres conceptuelles que sont la mondialisation, les milieux de vie, les acteurs et la spatialité. Ces clés d'analyse servent à orienter la recherche des mécanismes sociaux et économiques qui propulsent actuellement les

transformations agraires aux Philippines, en Indonésie, en Malaysia, au Vietnam et en Thaïlande.

- Figure 4 -  
**La transition agraire en Asie du Sud-Est**



Source : ChATSEA, 2005  
Auteur : Nicklaus Davey, 2005

### 2.1.2 L'économie des Philippines: la vulnérabilité en transition

L'archipel philippin constitue une entité politique indépendante de 85 millions d'habitants dispersés sur un territoire fragmenté en 7 000 îles, totalisant 300 000 km<sup>2</sup>. Dans la même vague qui a permis à plusieurs pays colonisés d'obtenir leur indépendance politique suite à la Deuxième Guerre mondiale, les Philippines ont obtenu la leur des États-Unis en 1946. L'héritage colonial persiste à nos jours et le développement du pays depuis son indépendance est incertain et précaire. Malgré tout, l'apparente fraternité avec les États-Unis, lègue d'un demi-siècle de colonisation, permettait à tous les observateurs attentifs de croire en l'émergence d'une puissance régionale philippine (Giri, 1997). Alors que Taiwan, le Japon, la Corée du Sud et les Philippines ont dans

les faits profité d'avantages historiques et géopolitiques en partie similaires à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, ces dernières n'ont pas connu le même rythme de transition qui ont amené la Corée du Sud, notamment, à connaître une des croissances socio-économiques les plus fulgurantes en Asie depuis 1945 (Kang, 2002).

Ce décalage de l'archipel est intimement lié à la culture démocratique viciée qui y règne depuis les déboires vécus par la paysannerie durant l'ère Marcos (1965-86) (Case, 1999). En effet, alors que certains pays ont vu leur agriculture être réformée dès les années 50, aux Philippines les efforts en ce sens continuent à s'enliser. La lutte paysanne cherche toujours à s'organiser à l'intérieur d'un espace démocratique miné par la corruption (Kang, 2002). Cela dit, certaines régions à l'intérieur même des Philippines telles que le centre et le sud de Luçon (région périphérique de Manille) et le sud de Mindanao (région périphérique de Davao City) ont bénéficié d'un développement plus important au fil des années. Ces grandes régions métropolitaines possèdent une classe d'affaire ainsi qu'une élite politique, traditionnellement constituée de grands propriétaires terriens branchés sur le monde.

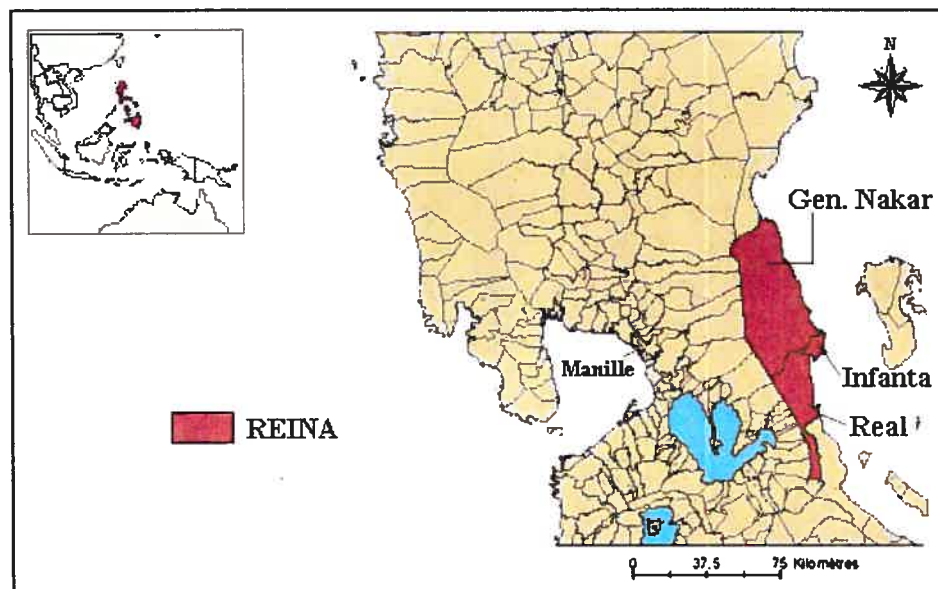
Dans la course effrénée de la modernisation capitaliste, certains États se transforment plus rapidement que d'autres. Aux Philippines, l'absence d'une réforme agraire efficace et « sérieuse » est selon plusieurs observateurs la cause fondamentale du pessimisme ambiant face à la situation politico-économique du pays (Bello et al., 2004, De Koninck, 2005). L'accès à la propriété pour les petits producteurs agricoles demeure difficile et la croissance démographique des dernières décennies, principalement autour de la grande région métropolitaine de Manille, ne rend pas les efforts gouvernementaux de redistribution des terres plus facile. Depuis le lancement de la *Comprehensive Agrarian Reform Program* (CARP) au début des années 1990, des progrès ont été réalisés, mais une très grande proportion de la population rurale demeure privée d'un revenu adéquat.

### **3. REINA : la vulnérabilité d'un milieu de vie agricole dans un contexte de changements climatiques extrêmes**

Une étude de cas a été menée dans trois municipalités (Real, Infanta et General Nakar) du Nord de la province de Quezon aux Philippines. Cette région répond à deux critères de sélection soit : 1) qu'elle constitue un milieu de vie principalement agricole et 2) qu'elle est exposée au passage fréquent de cyclones tropicaux (CT). La rencontre de ces deux critères permet de répondre au premier objectif de l'étude qui est d'examiner plus en profondeur les enjeux liés aux impacts des changements climatiques extrêmes dans une région de l'Asie du Sud-Est (ASE) qui dépend fortement de l'activité agricole.

L'étude de la vulnérabilité des populations humaines se fait généralement par des méthodes d'analyse socio-économétrique et donc principalement par des constats statistiques plus ou moins évocateurs, dénués d'une base conceptuelle souple (Mckay et Lawson, 2003). À cet effet, le cadre d'analyse proposé par le projet ChATSEA constitue un schème analytique original, adapté plus finement au contexte particulier de l'ASE contemporaine. L'application de cet outil d'analyse, à l'échelle locale, met en lumière des problèmes situés en amont et en aval des enjeux de la vulnérabilité des populations agricoles aux changements climatiques. Cela permet de répondre au deuxième objectif de l'étude, qui consiste à proposer une autre façon d'interpréter et de concevoir les liens entre la pauvreté et la vulnérabilité au climat en milieu agricole. Finalement, l'approche multidisciplinaire du projet ChATSEA permet un regard critique en profondeur sur tous les aspects des stratégies d'adaptation actuellement déployées pour répondre aux problèmes affectant les milieux de vie des municipalités de Real, Infanta et General Nakar.

- Carte 3 -

**Province de Quezon, Philippines Infanta et General Nakar (REINA)**

Source : Université des Philippines, département de géographie, 2004  
 Auteur : Nicklaus Davey, 2006

**3.1 Le contexte géographique local**

Real, Infanta et General Nakar partagent un territoire côtier riche en ressources naturelles forestières, halieutiques et minéralogiques. Des trois municipalités, General Nakar est de loin la plus grande en superficie avec 1 343 km<sup>2</sup>, représentant 15% du territoire de la province de Quezon. Toutefois, c'est à Infanta que la population est la plus nombreuse avec près de 60 000 habitants en 2006, représentant moins de 5% de la population provinciale. L'ensemble que constitue REINA s'apparente à un territoire relativement peu peuplé et isolé de l'espace appelé *Southern Tagalog Region*.

**3.1.1 Densité de population**

À l'échelle des trois municipalités, la densité de population est relativement faible en comparaison avec les moyennes provinciale et nationale: 82 habs/km<sup>2</sup> par rapport à 212 habs/km<sup>2</sup> et 283 habs/km<sup>2</sup> respectivement.

L'œkoumène est en grande partie située sur un mince cordon littoral coincé entre l'Océan Pacifique et les reliefs montagneux de la Sierra Madre. Seule la municipalité d'Infanta s'érige sur la grande plaine du delta de la rivière Agos; historiquement, une grande proportion de la population de REINA s'y concentre à cause, d'une part, du potentiel agricole de cette plaine et d'autre part, des avantages qu'elle offre sur le plan pratique quant à l'érection du bâti et d'infrastructures de tout type. À Infanta, la population rurale croît plus rapidement que la population urbaine. La répartition tend à s'uniformiser parmi les 33 *barangay*<sup>3</sup> ruraux et les quatre qui sont davantage urbanisés.

- Tableau I -  
Synthèse des indicateurs géographiques aux échelles  
municipale, provinciale et nationale

	Real	Infanta	General Nakar	Quezon	Philippines
<b>Superficie (km<sup>2</sup>)</b>	563,80	342,76	1 343,90	8 706,60	300 000,00
<b>Population totale</b>	30 684 (2000)	58 063 (2005)	23 955 (2003)	1 846 313 (2005)	85 000 000
<b>Densité de population</b>	54 habs/km <sup>2</sup>	177 habs/km <sup>2</sup>	16 habs/km <sup>2</sup>	212 habs/km <sup>2</sup>	283 habs/km <sup>2</sup>
<b>Population rurale</b>	63%	84%	69%	66%	41%
<b>Proportion du territoire agricole</b>	35%	32%	- de 10%	53%	33%
<b>Proportion du territoire forestier</b>	20-30%	40-50%	84%	54%	18-27%

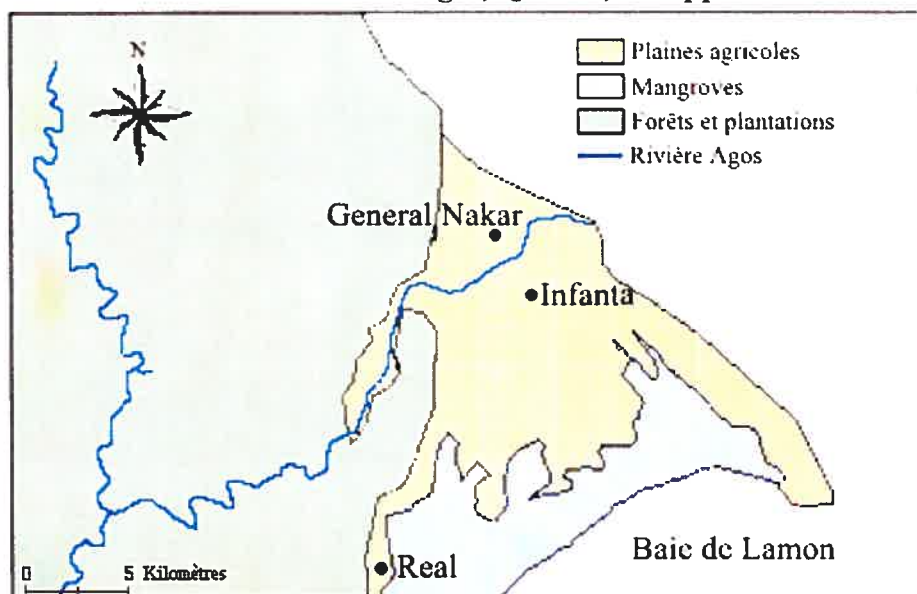
Sources : Municipalité d'Infanta, 1999; Municipalité de General Nakar, 2003; Municipalité de Real, 2004; Kummer, 2004; UPLB *Forestry*, 2005; NSCB, 2004 et NAMRIA, 2002.

<sup>3</sup> La plus petite unité administrative des Philippines.

### 3.1.2 Zones écologiques

À cause de la plaine inondable, Infanta possède une plus grande diversité de paysages que ses consœurs Real et General Nakar. On y trouve, en tout, six zones écologiques différentes: 1) urbaine; 2) agricole; 3) riveraine; 4) côtière; 5) estuarienne et 6) montagnarde. De celles-ci, Real en compte quatre, soit les zones urbaine, agricole, côtière et montagnarde. Infanta et General Nakar comptent les six zones sur leur territoire dont l'importance au plan de l'occupation est très variable d'une municipalité à l'autre. Par exemple, à Infanta la zone riveraine est fortement occupée en raison de la densité de population plus élevée alors qu'à General Nakar celle-ci demeure presque entièrement inhabitée.

- Carte 4 -  
Delta de la rivière Agos, Quezon, Philippines



Source: MDCC, 2005  
Auteur : Nicklaus Davey

### 3.1.3 L'occupation du sol

Les communautés qui occupent les plaines de REINA, majoritairement tagalogs, ont développé une agriculture irriguée et localisée principalement dans



le delta de la rivière Agos. Le volume d'eau charrié par celle-ci, principal cours d'eau de la région, favorise le maintien d'un réseau d'irrigation mieux développé dans les *barangay* riverains que dans ceux situés plus à l'intérieur des terres. La superficie des rizières irriguées est trois fois supérieure à celles qui ne le sont pas (Municipalité d'Infanta, 1999). À Real et General Nakar où l'agriculture est moins intensive, les cours d'eau secondaires servent davantage au transport de la matière ligneuse qu'à l'irrigation. Enfin, les autochtones Dumagats, ceux-là même que les Espagnols nommaient *negritos*, pratiquent toujours une agriculture itinérante dans les montagnes de la Sierra Madre.

À Real, 78% du territoire est situé dans les montagnes côtières dont seulement 76,3 km<sup>2</sup> ou 14% des terres sont classés *Alienable & Disposable* ou exploitables (Municipalité de Real, 2004). Si l'on ajoute à ce 76,3 km<sup>2</sup>, 100 à 120 km<sup>2</sup> de plantations fruitières, surtout des cocotiers qui poussent sur les pentes des montagnes côtières, on obtient une proportion d'environ 35% des terres qui sont destinées à l'agriculture. Une base militaire importante occupe 37 km<sup>2</sup> ou 6% du territoire alors que près de 110 km<sup>2</sup> ou 20% des terres sont classées comme réserve forestière. Real est la seule des trois municipalités à avoir lancé un projet de reforestation; l'entreprise demeure toutefois modeste avec 1,48 km<sup>2</sup> de superficie reboisée en 2005. De plus on trouve sur le littoral une zone piscicole de 2,9 km<sup>2</sup> qui connaît une croissance annuelle rapide (Municipalité de Real, 2004).

À Infanta, le paysage apparaît différent puisque le terroir agricole, bien que similaire à celui de Real en chiffres absolus (80 km<sup>2</sup> ou 23%), est l'objet d'une production beaucoup plus intensive à cause des sols plus riches et fertiles caractérisant le delta fluvial comparativement au littoral côtier. À cela s'ajoutent 21 km<sup>2</sup> (9%) de plantations forestières, soumis au *Proclamation Act* (PA) # 196 qui promulgue le *Comprehensive Agrarian Reform Program* (CARP). Une

superficie de 27,7 km<sup>2</sup> (12%) est l'objet de permissions de coupe forestière via les *Timber License Agreement* (TLA). Les parcs nationaux et les réserves fauniques, soumis au PA 1636 daté du 18 avril 1977, couvrent 81,3 km<sup>2</sup> (38%). Un autre 2% du territoire de la municipalité est voué à une réserve de bassin versant imposé par le PA 158 qui a pour objectif de réduire l'érosion et d'améliorer le débit de la rivière Agos. Enfin, un autre 2% a été délimité pour le développement éventuel d'une zone économique spéciale.

Pour le moment, la classification du sol à General Nakar comprend deux catégories fondamentales : 1) une zone *Alienable & Disposable* de 209 km<sup>2</sup> (15,55%) et une zone forestière de 1134,5 km<sup>2</sup> (84,4%). Cette particularité lui confère un pouvoir d'attraction important auprès d'acteurs aux échelles locale, nationale et internationale.

### **3.1.4 L'occupation militaire**

Le noyau agricole de REINA se situe à Infanta et dans une moindre mesure à Real. Quant à General Nakar, elle constitue le front pionnier, mais surtout celui de la résistance, qui y trouve refuge. Avec des reliefs dont la pente dépasse les 52 % en plusieurs endroits dans la région, les tactiques de contrôle des Dumagats, et plus récemment de communistes rebelles, représentent un casse-tête pour les autorités. La présence d'un bataillon de l'AFP (*Armed Forces of the Philippines*) ainsi que d'un campement de la *Philippine Navy* (PN), tous deux installés depuis le début des années 1970 et dont le mandat a été renouvelé suite aux attentats du 11 septembre 2001, témoigne encore aujourd'hui de cette incapacité de Manille à instaurer un climat de sécurité durable dans la région.

---

## CHAPITRE I

### Méthodologie et limites de la recherche

---

#### 1. Méthodes d'enquête sur le terrain

Ma première visite à REINA date du 1<sup>er</sup> octobre 2005 alors que j'étais accompagné du Pr. Doracie Zoleta-Nantes du département de géographie de l'Université des Philippines (campus Diliman). Nous sommes allés y faire une tournée de reconnaissance et afin de nous présenter aux autorités locales et plus particulièrement auprès du directeur d'une ONG du nom d'ICDAI, le Père Francis Lucas. Nous leur avons exposé le but de notre présence et du projet de recherche et soumis une requête d'appui logistique, généreusement acceptée. Après une première visite fructueuse, et avec le nécessaire en main, j'y suis retourné quelques jours plus tard en compagnie cette fois d'un auxiliaire de recherche et interprète du nom de Paul Mendoza. M. Mendoza est fondateur d'une ONG philippine du nom de KADAMAI et auxiliaire de recherche de la Pr. Vicky Espaldon du département de géographie, campus Diliman. À l'époque, il était âgé de 42 ans et possédait une expérience considérable à titre d'intervieweur auprès de sujets de recherche en sciences sociales. Il a servi à maintes reprises « d'homme de main » pour mener des entrevues dans les ménages philippins au nom du département de géographie de UP-Diliman. Il est natif de la municipalité de Tanaun située dans la province de Batangas dans le sud de l'île de Luçon où il habite toujours. Ses racines dans les milieux ouvriers lui ont donné d'être jusqu'en 1995, membre du CPP (Communist Party of the Philippines), après quoi il a délaissé la lutte politique pour se dévouer au travail communautaire par l'entremise d'une ONG qu'il a créé avec son cousin et « frère d'arme » Medel Manalo. À noter que M. Mendoza possède une excellente maîtrise des langues anglaise et tagalog. En tout, notre séjour à REINA aura duré environ 50 jours, du 03/10/05 au 25/11/05, permettant quelques aller-retour à Manille située à 150 km d'Infanta, dont le parcours à travers des routes sinueuses nécessitent quelque cinq heures.

Aidé de M. Mendoza, j'ai élaboré un questionnaire d'entrevue en langue anglaise que nous avons traduit par la suite en langue tagalog. L'énoncé des questions n'a fait référence à aucun modèle préétabli et s'est construit à partir d'un savoir empirique que M. Mendoza et moi partageons du terrain d'étude. Les objectifs de l'enquête par entrevue semi structurée tenaient en trois points :

1. Interroger à partir d'un échantillon, des membres de population dans les trois municipalités, afin de connaître leurs conditions de vie et dresser un portrait significatif du statut socio-économique moyen des ménages.
2. Recueillir les perceptions de la population locale des services gouvernementaux, des changements environnementaux, de la mondialisation ainsi qu'au sujet des plans de développement local.
3. Recueillir, auprès des acteurs clés de la communauté, toute information pertinente se rapportant à la tragédie de 2004 et aux efforts déployés pour diminuer la vulnérabilité de la population face aux changements climatiques.

C'est donc avec de telles intentions que nous avons testé le questionnaire auprès de quelques individus afin d'y apporter les ajustements nécessaires. Il est important de préciser que le questionnaire n'était destiné qu'aux entrevues dans les ménages. J'ai fait ce choix instinctivement, ne voulant pas soumettre les acteurs clés à des interrogations trop rigides et préférant employer un style libre et ouvert, presque journalistique.

### **1.1 Échantillonnage**

Pour le volet entrevue/questionnaire, nous avons procédé à un échantillonnage aléatoire à partir d'une base de données affichant la liste des *barangay* pour chacune des trois municipalités. Celle de Real en compte 17 et

nous y avons rencontré un ménage, parfois deux mais jamais plus, dans dix d'entre eux. La municipalité d'Infanta en compte 36; nous y avons administré 20 questionnaires dans 20 *barangay*. La municipalité de General Nakar en compte 14 et nous y avons administré 10 questionnaires dans autant de *barangay*. Enfin, nous avons rencontré quatre ménages issus de la minorité ethnique des Dumagats, soit deux de la communauté Lagmak située à General Nakar et deux d'une petite communauté côtière localisée dans le *barangay* Sablang dans la même municipalité.

### 1.1.1 Profil des répondants

- Nombre total = 49
- Nombre de membres par ménage: moyenne = 5; maximum = 12; minimum = 1
- Âge des répondants: moyenne = 45 ans; maximum = 76 ans; minimum = 25 ans
- Revenus : 60 000 PHP et - = 78%; 60 000 à 100 000 PHP = 14% et; 100 000 et + PHP = 8%
- Sexe: femme = 51%; homme = 49%

### 1.1.2 Les entrevues non structurées

Pour ce qui est du volet entrevue/acteur-clé, nous avons rencontré une quinzaine d'individus relevant de groupes ou d'institutions directement ou indirectement au service de la population locale – les maires des trois municipalités et quelques conseillers municipaux, les principaux cadres municipaux et régionaux des différents ministères (i.e. DAR (*Department of Agrarian Reform*), DENR (*Department of Environmental and Natural Resources*)), les dirigeants ecclésiastiques (i.e. l'évêque du diocèse d'Infanta), les responsables d'ONG, les leaders indigènes des deux factions minoritaires. J'ai suivi des filons qui nous ont amenés d'une personne à l'autre par référence croisée. Je voulais des témoignages susceptibles de raffiner notre échelle d'analyse, mais surtout de ceux qui permettraient de colliger les faits rapportés.

## 2. Traitement de l'information

La méthode de cueillette d'information par des entrevues semi structurées suppose qu'une portion du questionnaire est systématisée et donc que les données qu'on en soustrait peuvent être analysées quantitativement par une transposition nominale des réponses. En contrepartie, cela suppose aussi qu'une autre portion du questionnaire soit plus ou moins aléatoire et donc que les données ne puissent qu'être analysées sur des bases qualitatives. Dans les chapitres qui suivent, j'expose une série de faits et de témoignages que j'ai recueillis des différents acteurs tout au long de mon séjour dans la région de REINA. J'y présente une brève description de chacun des acteurs clés soulignant leurs rôles et fonctions au sein de la communauté et plus particulièrement dans le contexte des événements catastrophiques de 2004. L'accent de l'analyse est mis sur les points de vue et les perceptions des hommes et des femmes qui composent la structure sociale du milieu. Il en ressort un ensemble d'enjeux et de tensions à la fois politiques, économiques et culturels. La synthèse se veut un diagnostic rigoureux et transparent de ce qui a le plus probablement été à la source des drames sociaux et du désastre naturel vécus à REINA en 2004.

À préciser que toutes les données exposées dans les chapitres qui suivent n'ayant pas de références bibliographiques (sources) ont été extraites de l'échantillon des 49 répondants dont il est question dans le présent chapitre et ont fait l'objet d'une analyse par l'auteur.

---

## CHAPITRE II

### L'habitude des désastres naturels

---

«L'empire du climat est le premier de tous les empires.»

- Montesquieu dans la Défense de l'esprit des lois

#### 1. Le passé climatique<sup>4</sup>

Entre 1566 et 1900, on rapporte qu'au moins 652 CT dont 533 typhons auraient touché terre aux Philippines. C'est par les archives de l'Observatoire de Manille, fondé par des jésuites en 1865 et premier organisme à encoder les données météorologiques des Philippines, en particulier celles concernant ce que les *negritos* appelaient *baguio*, que l'histoire du climat peut être, actuellement, en partie retracée (Garcia-Herrera et al., 2004). Les détails ayant trait à la climatologie régionale de l'Est de Luçon ne sont toutefois devenus disponibles qu'après la Deuxième Guerre mondiale. C'est durant l'occupation japonaise que l'observatoire a été détruit et plus tard remplacé par le *Philippine Weather Bureau*, créé pour assurer le suivi national du climat (Garcia-Herrera et al., 2004).

Bien qu'Infanta n'occupe pas une place importante dans l'histoire nationale, des sources historiques retracent quelques événements climatiques marquants, à l'échelle de la région au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Entre 1920 et 1922, Infanta a souffert des ravages causés par le passage d'un typhon, ce qui aura valu à la petite municipalité une première visite de la part des politiciens provinciaux et nationaux (Municipalité d'Infanta, 1999). Entre 1929 et 1931 un autre typhon est rapporté alors que la municipalité aurait été submergée pendant deux jours, ce qui lui aura valu une deuxième visite officielle, cette fois-ci du Président Manuel L. Quezon. C'est aussi à ce moment que la Croix Rouge des Philippines vient

---

<sup>4</sup> Très peu de documents portent sur l'évolution du climat à REINA à l'heure actuelle. Depuis 1948, la PAGASA recueille des données climatologiques par l'entremise de la station météorologique établie au cœur de la municipalité d'Infanta. Les données disponibles entre 1948 et aujourd'hui portent sur la pluviométrie, la température ainsi que la force et la direction du vent.

pour la première fois en aide à la population locale. En 1937, on rapporte un événement similaire qui aurait de nouveau valu une visite du Président Quezon. Ce qui amènera certains à penser avec ironie, qu'à REINA : point de typhons, point de Président!

De nos jours, l'évocation du passage d'un typhon, sans que ne soient mentionnés les glissements de terrain et les inondations que celui-ci laisse derrière lui, est inconcevable. En ce sens, il est intéressant de noter que dans les documents historiques on ne trouve pas mention des glissements de terrain en relation avec les événements typhoniques de la première tranche du XX<sup>e</sup> siècle. Il est possible que ceux-ci ne survenaient pas encore de façon notable ou encore qu'ils n'étaient pas observables étant donné le faible peuplement des zones montagnardes. Néanmoins, on mentionne les débordements de la rivière Agos, principal cours d'eau à REINA, ayant donné lieu à ce qui devait être des inondations majeures dans les plaines.

### **1.1 La climatologie des cyclones**

REINA est dans la trajectoire où la fréquence de passage des CT se révèle parmi les plus élevée aux Philippines. Vingt CT y sont passés dans un rayon de 50 km et moins, 77 dans un rayon de 100 km et 177 dans un rayon de 200 km, sur une période de 55 ans, entre 1948 et 2002 (PAGASA, 2004). Cette fréquence correspond à un événement cyclonique majeur tous les trois ans. Les mois d'octobre et de novembre ont été les plus actifs, suivis des mois de juillet et août. Les mois de mai-juin, septembre et décembre-janvier sont comparativement plus calmes alors que durant le trimestre de février à avril absolument aucun cyclone n'est survenu (PAGASA, 2004). De plus, parmi ces 20 CT enregistrés, six n'ont pas dépassé le niveau d'intensité de dépression tropicale, six autres ont atteint le niveau d'une tempête et huit celui d'un typhon; en 2004 seulement, ce sont trois CT subséquents, dont un typhon, qui sont passés



à l'intérieur d'un rayon de 50 km! Depuis 1948, les 177 CT passés à l'intérieur d'un rayon de 200 km d'Infanta ont amené au total, sur des périodes de trois à six jours, en moyenne 157,9 mm de pluie. La journée du 20 novembre 1966, la tempête tropicale Uding amenait un maximum de 314,6 mm de pluie; record qui a été battu le 29 novembre 2004 avec 370,0 mm.

## 2. La tragédie de 2004

La venue de trois dépressions tropicales successives, d'intensité inégale<sup>5</sup>, sur une période de moins de vingt jours, a laissé des sols gorgés d'eau et des bassins hydrographiques incapables de se drainer normalement; les plus grands étant, dans l'ordre, ceux des rivières Agos, Tignoan et Dingalan. Des accumulations de débris ligneux ont congestionné les rivières de la région jusqu'à ce que les accumulations d'eau en amont soient suffisamment importantes pour créer des brèches et inonder les *barangay* situés en aval, et ce en quelques minutes seulement. Les dépêches en provenance des Philippines ont alors été diffusées dans les bulletins de nouvelles du monde entier. Au total, près d'un millier d'individus sont décédés et les pertes matérielles ont été estimées à plusieurs centaines de millions de pesos philippins (PHP<sup>6</sup>). À Infanta seulement, 176 victimes ont été rapportées mortes, 9 256 ménages directement affectés et 4 266 maisons détruites ou partiellement endommagées (MDCC, 2005). Les glissements de terrain sont principalement survenus dans les *barangay* montagnards où la pente est forte, le substrat est altéré et le sol instable. Les inondations ont quant à elles été localisées dans les *barangay* riverains et côtiers. Les berges et les plaines inondables ont été envahies de billots de bois coupés à la tronçonneuse et d'arbres déracinés par le torrent. Outre ces deux zones à haut risque, le reste du territoire a été comparativement moins affecté (MDCC, 2005).

---

<sup>5</sup> Selon les critères de classifications de la PAGASA, Violeta et Winnie étaient des dépressions tropicales non cycloniques alors que Yoyong, beaucoup plus intense à tout point de vue, était un typhon.

<sup>6</sup> Le peso philippin équivalait en 2005, à environ 0,023 \$CAN ou 0,019 \$US.

Les populations ont été traumatisées et depuis les questions et les inquiétudes quant à l'avenir fusent de toutes parts. L'effort de déblayage et de reconstruction s'échelonna sur plusieurs années encore.

- Figure 5 -  
**Illustration des désastres causés par un typhon, REINA, 2005**



## 2.1 Conséquences directes au sein de la communauté

*«We were on the roof from 9 pm to 12 pm. We lost one harvest. We received relief goods such as sardines, rice, noodles and water. We also received vegetables seeds improper to our soil».*

Elmer Revellame, *barangay* Silangan, Infanta

Un milieu de vie aussi fortement ébranlé met du temps à retrouver la quiétude d'esprit et la sécurité alimentaire de base. En premier lieu, la plupart des gens ont

été affectés par la perte de leur source alimentaire principale qui, dans plusieurs cas, constitue aussi la première source de revenu. Les champs agricoles ont été inondés et envahis par les sédiments et les troncs d'arbre. Les rizières ont particulièrement été touchées, ce qui privait une bonne partie de la population de leur denrée alimentaire de base pendant près d'un an, soit deux récoltes en temps normaux. Des agriculteurs se sont réfugiés dans la semence de cultures plus faciles à gérer telles que les légumes et les fèves, mais songeaient, un an après, à revenir au riz dont les surplus se vendent plus aisément sur le marché local. Par exemple, un agriculteur qui possédait quatre buffles d'eau (*carabao*) et trois Kubota<sup>7</sup> a tout perdu. Sans assurances, comme presque tous les autres, il n'a rien récupéré et vit dans une pauvreté quasi-totale depuis 2004. Par ailleurs, certains de ces agriculteurs qui ont subi de lourdes pertes, disent s'être sentis humiliés et gênés devant l'ampleur de leur vulnérabilité et devant celle des autres membres de leur communauté. En outre, plusieurs personnes qui avaient un emploi plus ou moins stable à titre de charpentier, débardeur, opérateur de scie à bois, et autres, ont perdu leur travail parce que la reconstruction est longue et des entreprises n'existent carrément plus. Tout n'est pas perdu cependant, un groupe de pêcheurs de General Nakar, parmi d'autres, a su faire preuve d'initiative; ayant perdu leurs *bangka* (bateaux de pêche) ceux-ci se sont recyclés dans la sculpture de bois échoué. Ils ont commencé à vendre leurs œuvres sur le marché artisanal de Manille.

*«When it rains now we fear that what happened in 2004 might happen again. I think the logging caused the floods and landslides because when I was younger, logging was not rampant and the rain would not cause landslides».*

Nemerio Cuballer, *barangay* Catablingan, General Nakar

*«The 2004 tragedy was an eye opener concerning the effects of logging on our lives and properties».*

Francisco Castro, *barangay* Gumian, Infanta

---

<sup>7</sup> Machinerie utilisée pour la récolte du riz.

«In 2004, the calamity washed out part of the Agta domain and 103 died in Reina and Dingalan (Aurora)».

Father Pete, *Tribal Center for Development*, Infanta

## **2.2 Réactions post-catastrophiques**

Les événements de novembre et de décembre 2004 ont engendré des commissions d'études financées en grande partie par le gouvernement des Philippines via son ministère des Ressources naturelles et de l'environnement (DENR). Ce genre d'études est généralement délégué à un groupe d'experts de l'université des Philippines (UP), institution de référence à l'échelle nationale. Dans les cas qui concernent directement des problèmes environnementaux, c'est le département de foresterie, UP campus Los Banos, qui est généralement sur la première ligne pour produire des études externes au Ministère.

### **2.2.1 UPLB *Forestry* et DENR-PENRO**

Une première équipe de chercheurs dirigés par le Dr Rex Victor O. Cruz, s'est penchée sur les causes et les conséquences de la catastrophe. Les conclusions préliminaires n'ont pas été officiellement publiées, mais un rapport détaillé a été remis aux autorités locales afin de stimuler la réflexion. Une deuxième équipe de recherche, cette fois-ci formée de professionnels à l'emploi du *Department of Environment and Natural Resources* (DENR), a concentré ses efforts sur l'étude du bassin hydrographique de la rivière Agos à Infanta.

Dans un premier temps, les rapports soulignent la quantité exceptionnelle d'eau qui s'est abattue sur REINA entre le 26 novembre et le 3 décembre 2004. À la station météorologique d'Infanta, il est tombé un peu plus de 400 mm d'eau entre le 26 et le 29 novembre après quoi les données ne sont pas disponibles pour les semaines suivantes, étant donné l'arrêt des enregistrements causé par les inondations. Durant les deux semaines précédant le passage du typhon Yoyong, Infanta avait déjà reçu quelque 200 mm de pluie, ce qui implique que les sols

n'ont pas eu le temps de se dégorger avant que ne surviennent les précipitations plus abondantes de la fin novembre. Pour la seule journée du 29 novembre, les précipitations enregistrées à Infanta équivalaient à 25 fois la valeur moyenne journalière mesurée pour cette même journée entre 1971 et 2000.

Dans un deuxième temps, les deux études mettent en évidence l'importance de la topographie dans le déroulement des événements désastreux de 2004. En effet, la pente moyenne du bassin de la rivière Agos, qui a une superficie totale de 72 à 91 mille hectares (selon l'une ou l'autre étude) est de 57%, comparativement à 25% et 28% pour les bassins des rivières Tignoan et Dingalan, respectivement. Les observations faites à partir d'un hélicoptère ont permis d'établir une relation plus ou moins fondée entre l'occurrence de glissements de terrain et la pente forte. Ce constat a amené la conclusion suivante : les glissements de terrain tiennent davantage de l'angle de la pente que de l'état du couvert forestier.

#### **2.2.1.1 La classification du sol dans le bassin de la rivière Agos**

Par ailleurs, les deux analyses présentent des données diachroniques de l'occupation du sol entre 1988 et 2003. Parmi les trois ensembles de données qui ont été présentés (deux dans le rapport de UPLB et un dans celui du DENR), les trois divergent (Tableau 2). En rassemblant les ensembles, on peut compter dix-sept classes différentes d'occupation du sol, dont quelques-unes laissent néanmoins transparaître des ensembles dont la cohérence est floue. Étonnamment, les deux études ne présentent pas les mêmes chiffres concernant la superficie totale du bassin versant. Cela peut s'expliquer par une application méthodologique différente sur le plan des critères permettant d'établir la ligne de partage des eaux. Avec une telle divergence d'interprétation, il est extrêmement difficile de discerner ce qui est valable de ce qu'il ne l'est pas. Dans le cas de l'équipe du Dr Cruz, le rapport présente des données différentes et contradictoires dans le document final et une annexe.

Ces divergences de points de vue statistiques ne sont pas banales. En constatant que les autorités, à la fois administratives et scientifiques, ne travaillent pas avec les mêmes chiffres en ce qui concerne des données aussi fondamentales que l'évolution des transformations de l'occupation du territoire, on est en droit de se demander où est le problème!

Hormis ces considérations scientifiques et comptables, il apparaît que des changements importants ont eu lieu sur le territoire du bassin de la rivière Agos durant les dernières quinze années. Il est possible qu'en raison de l'absence ou de la grossièreté des données cartographiques employées pour l'année de base (1988), certaines classes n'ont simplement pu être comparées d'une année à l'autre. Ainsi, pour l'année de référence (2003), une classe *Water* apparaît alors que la classe *Coconut plantations*, n'y est plus. Ce changement est étonnant puisque l'eau est une des classes parmi les plus évidentes sur une photo aérienne ou une image satellite alors que les plantations de cocotiers sont elles beaucoup plus difficiles à dissocier en raison de leurs similarités importantes (couleurs et texture) avec la classe *Forest* et ses classes connexes. En ce sens, il est probable que les données de 1988 soient erronées parce qu'il est inconséquent, considérant les progrès de la télédétection numérique depuis quinze ans, de prétendre qu'une classe attribuée aux plantations de cocotiers ait pu être établie en 1988 alors qu'elle serait devenue indétectable en 2003. De plus, il est probable que les classes *Forest* et *Coconut plantations* aient été fusionnées en 2003 à cause justement des problèmes de différenciation spectrométrique.

Cela dit, les experts de UPLB *Forestry* présentent d'autres données surprenantes, dont la baisse significative de la superficie agricole qui passe de 33,5% en 1988 à 6,5% en 2003 d'une part et les augmentations des superficies forestières de 33,8% à 40,3% et arbustive (*brushland*) de 25,7% à 41,77% d'autre part. Les conclusions tirées de ces chiffres sont aussi douteuses que les chiffres eux-mêmes, du moins en ce qui concerne ceux de l'année de base

(1988). En ce qui concerne les chiffres du DENR-PENRO, les calculs faits à partir d'images satellites datant de 1987-88 et 2003, indiquent que la classe dénommée *Closed forest* aurait gagné 8,58% (de 38,29 à 46,87%) en superficie totale. Suivant la logique, cela se traduirait par un gain net en termes de forêt mature dans la région. Toutes les autres classes auraient perdu du terrain, dont l'agriculture au profit de ce qu'on désigne par *Shrubland/brushland*, composé de formations végétales ouvertes et partiellement abandonnées.

À la lumière de ces données produites par les institutions scientifiques de référence aux Philippines, une question fondamentale demeure : Est-ce que la forêt et l'agriculture ont gagné ou perdu du terrain? La réponse est importante pour l'interprétation qui en découlera. En ce sens, toutes conclusions tirées d'informations aussi obscures ne peuvent être considérées comme des indicateurs de l'évolution des communautés et de leur environnement à petite échelle.

- Tableau II -  
Les changements dans l'occupation du sol du bassin de la rivière Agos, REINA

Type d'occupation du sol (17 classes)	DENR-PENRO				UPLB 1				UPLB 2			
	1988		2003		1988		2003		1988		2003	
	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%
<i>Closed forest</i>	35 039.41	38,29	42 881.41	46,87	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Forest</i>	-	-	-	-	24 491.00	33,80	29 193.00	40,30	44 514.00	61,72	29 084.00	40,33
<i>Open forest</i>	28 153.16	30,77	26 678.83	29,16	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Bare/open</i>	-	-	-	-	1 437.00	2,00	528.00	0,73	-	-	1 751.00	2,43
<i>Shrubland/brushland</i>	-	-	-	-	18 626.00	25,70	30 258.00	41,77	-	-	29 917.00	41,48
<i>Other wooded land, shrubs</i>	-	-	20 937.54	22,88	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Cultivated area mixed with shrubland/grassland</i>	24 463.04	26,74	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Grassland</i>	2 748.91	3,00	-	-	2 219.00	3,10	6 123.00	8,45	2 216.00	3,07	6 466.00	8,97
<i>Wooded grassland</i>	-	-	290.01	0,32	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Natural grassland</i>	-	-	49.74	0,05	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Coconut plantations</i>	570.38	0,63	-	-	1 431.00	2,00	-	-	1 410.00	1,95	-	-
<i>Arable land (cereals and sugar)</i>	523.78	0,57	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Other land, cultivated, annual crop</i>	-	-	523.46	0,57	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Agriculture</i>	-	-	-	-	24 242.00	33,50	4 708.00	6,50	23 918.00	33,16	4 534.00	6,29
<i>Settlement</i>	-	-	-	-	-	-	1 312.00	1,81	-	-	-	-
<i>Water</i>	-	-	137.69	0,15	-	-	324.00	0,45	-	-	305.00	0,01
<i>Unknown</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	62.00	0,01	62.00	0,01
<b>Total</b>	91 498.68	100	91 498.68	100	72 446.00	100	72 446.00	100	72 119.00	100	72 119.00	100

Sources : DENR-PENRO, 2005 (Interpreted from satellite data, CY 2003, NAMRIA & FMB) et UPLB Forestry, 2005



### 2.2.1.2 Les conclusions

Sans remettre entièrement en question la valeur scientifique des expertises post-catastrophe demandées et produites par et pour les différents paliers de gouvernements, certaines conclusions devraient être prises avec le bémol qui s'impose. David Kummer, expert international sur les questions de la forêt aux Philippines, a argumenté que l'histoire récente de la cartographie forestière aux Philippines est truffée de confusions et de doutes (Kummer, 1992 et 2004). Nous y reviendrons dans le prochain chapitre.

- Tableau III -  
Conclusions principales des expertises post-catastrophes

<b>UPLB Forestry</b>	<b>DENR-PENRO</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La coupe forestière, légale et illégale, n'est pas liée à l'épidémie de glissements de terrain et à la congestion des cours d'eau.</li> <li>➤ La quantité et la durée des précipitations additionnée à une topographie caractérisée par les pentes fortes, sont les principaux éléments responsables de la tragédie de 2004 à REINA.</li> <li>➤ Les conditions socioéconomiques des populations en ce qui concerne l'accès à la terre, l'inefficacité des plans locaux de développement et d'aménagement ainsi que le manque de préparation généralisée face aux typhons, sont en partie responsables des problèmes locaux.</li> <li>➤ Les communautés de REINA devraient revoir leurs habitudes d'exploitation de la forêt. La prolifération des tronçonneuses ainsi que l'octroi de <i>Timber License Agreement</i> (TLA) contribue à créer une demande qui risque de ravager, à moyen et long termes, les ressources forestières de la région.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Surexploitation des végétaux pour usages domestique et commercial</li> <li>➤ Déforestation</li> <li>➤ Activité agricole inappropriée</li> <li>➤ Transformations territoriales</li> <li>➤ Croissance de la population et migration vers les montagnes</li> <li>➤ <i>Land Tenure</i> - Titres de propriété</li> <li>➤ Pauvreté</li> <li>➤ Isolation des marchés et désuétude des infrastructures routières</li> <li>➤ Mauvaises techniques de restauration et de conservation de la forêt</li> <li>➤ Mandats institutionnels conflictuels</li> <li>➤ Vulnérabilité du bassin versant</li> </ul>

---

### CHAPITRE III

#### Les enjeux de la déforestation

---

#### 1. *The problem is illegal logging...?*

Suite aux événements catastrophiques de 2004, le constat général mettait la déforestation au centre de la vulnérabilité de REINA aux changements climatiques. La plupart des acteurs s'entendent pour dire que les responsables des glissements de terrain et des inondations sont ceux qui coupent les arbres dans les montagnes.

*«The landslides and floods in Real, Infanta and General Nakar in Quezon province and Dingalan in Aurora province last November and December 2004 brought about by three successive weather disturbances within a span of two weeks resulted in losses of lives and properties. Because of this, the blame was put on logging. Hence, after the disaster, President Arroyo ordered the logging ban in Quezon and Aurora. As a result, the DENR Secretary passed DENR Memorandum dated December 8, 2004 cancelling all logging permits in Quezon and suspending all logging/cutting permits in other provinces of the country.»*

UPLB Forestry, 2005

De fait, 93,9% des chefs de ménage sondés ont dit être absolument certains du lien de causalité entre la coupe illégale d'arbres en montagne et les glissements de terrain (l'étude de UPLB Forestry rapporte une proportion de 67%). Un seul répondant a suggéré que les causes principales des glissements de terrain sont les tremblements de terre et la pluie et non pas la coupe forestière. Un représentant des Dumagats, Ernesto Adornado<sup>8</sup>, a nuancé ce propos en soulignant avoir relevé des secteurs couverts d'arbres matures ayant été gravement endommagés par les événements météorologiques extrêmes de 2004. De plus, ce dernier aurait aussi remarqué qu'à certains endroits où le couvert forestier a été réduit, l'effet de compaction de la pluie sur le sol dénudé aurait eu, contrairement à la « croyance », l'effet d'empêcher les glissements de terrain.

---

<sup>8</sup> Chef de la communauté Lagmak à General Nakar entre 1987 et 1998.

## **1.2 L'état de la forêt**

La déforestation en ASE est répandue et touche tous les pays. On estime que le trafic de bois y représente un marché d'environ 2,5 milliards de dollars US par an (Lauras, 2006). La plupart des gouvernements mènent une lutte à ce fléau sans vraiment pouvoir en freiner la propagation. À l'heure actuelle le problème est critique en Indonésie, en Malaysia et au Vietnam où la coupe illégale alimente les marchés nord-américains et européens (EIA, 2005). Depuis un siècle, le rythme d'exploitation de la ressource ne présente pas de bons augures quant à la préservation et au développement de la biodiversité des écosystèmes terrestres de la forêt tropicale. Entre 1990 et 2005, on a calculé que l'Asie du Sud et du Sud-Est perdaient tout près d'un point de pourcentage de leur superficie forestière chaque année (FAO, 2005). Aux Philippines, on estime que vers la fin du 20<sup>e</sup> siècle, il ne restait pas plus de 20% de la superficie totale du pays en forêt (Kummer, 2004).

### **1.2.1 Le cas des Philippines**

À l'arrivée des Espagnols, la forêt primaire recouvrait environ 90% de l'archipel. À la fin de la période de colonisation qui s'en est suivie, en 1900, cette proportion avait diminué à 70% (Wernstedt et Spencer, 1967). Les causes principales de ce recul seraient d'une part liées à la pression démographique et d'autre part à la progression de la frontière agricole. Vers le milieu du 20<sup>e</sup> siècle, 50% de la superficie totale du pays étaient couverts de forêt, ce qui indique que la période coloniale américaine, 1901 à 1945, a été particulièrement dévastatrice en termes d'exploitation de la ressource (Kummer, 1992). En effet, le problème de la déforestation aux Philippines, jusque vers le milieu des années 1980, résultait de : 1) la coupe commerciale vouée à l'exportation et 2) l'expansion de l'agriculture. Sans oublier la pression démographique s'accroissant à des taux moyens de 2% et plus par année au cours du 20<sup>e</sup> siècle (De Koninck, 2005).

En 2005, selon les derniers inventaires, le couvert n'occuperait pas plus de 18,2%<sup>9</sup>, 18,3%<sup>10</sup>, 24,7%<sup>11</sup> ou 27,2%<sup>12</sup> (Kummer, 2004). David Kummer émet des réserves sérieuses en ce qui concerne la rigueur et l'exactitude des données forestières présentées par les autorités des différents organismes du gouvernement des Philippines (DENR, FMB, NAMRIA). Ceux-ci auraient tendance à manipuler les chiffres en modifiant arbitrairement la classification des types de couvert forestier. Le meilleur exemple de cela est celui des plantations de cocotiers. Abandonnées en masse depuis une quinzaine d'années à cause de la baisse de la valeur des produits de la noix de coco sur les marchés internationaux, celles-ci sont techniquement difficiles à distinguer d'un couvert forestier primaire ou secondaire fermé sur une image satellite. Kummer soupçonne que le travail de validation sur le terrain n'a pas été fait sérieusement depuis dix ans, de sorte que les constats du NAMRIA (*National Mapping Resource and Information Authority*), à l'effet que la forêt serait en train de gagner du terrain aux Philippines, seraient faux.

Vrai ou pas, il apparaît que la définition standardisée que l'on donne de la forêt, au sein des instances publiques, oblitère l'importance de la biodiversité et des équilibres naturels inhérents aux concepts de conservation et de services écologiques. Un manque de rigueur dans la définition de la chose peut revêtir une importance capitale en ce qui a trait aux enjeux de la vulnérabilité aux changements climatiques. Ainsi de quoi parle-t-on lorsque l'on parle de forêt aux Philippines ? Cette question se pose dans tous les pays pour lesquels la ressource forestière est une source de profits et donc de convoitise. La définition de la forêt, variable d'un pays à l'autre, a des conséquences importantes sur sa gestion. L'enjeu est national, mais ses répercussions se font sentir à toutes les échelles, en particulier dans les communautés. Actuellement, il est impossible de trouver une

---

<sup>9</sup> FMB, 1997.

<sup>10</sup> DENR, 2002.

<sup>11</sup> Kummer, 2004. Cette estimation ne contient pas les données pour Mindanao.

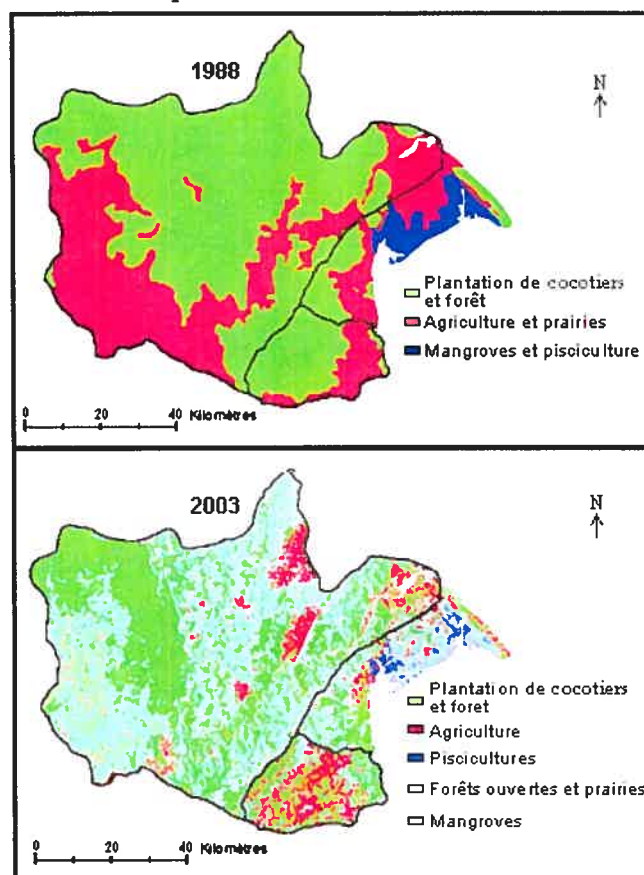
<sup>12</sup> *Japan Forest Technology Association (JAFTA)*, 2001.

définition de la forêt tropicale faisant figure de convention pour l'ensemble des juridictions nationales (FAO, 2005) ; de même il est impossible de trouver une définition faisant consensus aux Philippines.

### 1.2.2 Le cas de REINA

La figure 6 montre l'évolution de l'utilisation du sol dans le bassin de la rivière Agos entre 1988 et 2003. On y remarque une diminution de la forêt sur les versants du bassin de la rivière Agos. De plus, il apparaît que la catégorie « prairies » (*grasslands*, *brushlands* et *shrublands*) ou ce qui correspond à une forêt ouverte inoccupée ou, partiellement occupée, et inexploitée ou, sporadiquement exploitée, est en nette progression.

- Figure 6 -  
Classification de l'occupation du sol dans le bassin de la rivière Agos



Source: UPLB Forestry, 2005

De façon sommaire, on peut conclure que : 1) l'évolution récente de la forêt, dans le bassin le plus important de REINA, est synonyme de dégradation au profit des plantations de cocotiers, l'agriculture et les prairies; 2) il est difficile de statuer sur l'état de la biodiversité des écosystèmes de la classe « forêt » puisqu'une forêt fermée n'est pas un gage assuré de sa virginité; 3) l'expansion agricole s'est poursuivie quoique sur une superficie plus fragmentée et concentrée à l'aval et 4) la pisciculture est en progression aux dépens des mangroves.

### 1.2.3 Les processus en cause

Tel qu'évoqué précédemment, une proportion considérable des acteurs clés et des ménages interrogés dans le cadre de l'étude, ont évoqué, au premier chef, la coupe forestière pour expliquer les conséquences désastreuses survenues avec la catastrophe climatique de 2004. Le rapport préliminaire produit par l'équipe du Dr Cruz, du UPLB *Forestry*, est venu mettre un bémol à cette allégation. De même, une étude menée à l'échelle internationale par le FAO (*Food and Agriculture Organisation*) et le CIFOR (*Center for International Forestry Research*) en 2005 présente des conclusions allant à l'encontre de la perception généralisée qui soutient l'existence d'un lien de causalité direct entre déforestation et glissements de terrain. Le monde scientifique ne semble toutefois pas avoir réussi à convaincre ses interlocuteurs de la classe politique dans ce dossier. Ainsi, à la suite de la tempête politique provoquée par la tragédie de 2004, le secrétaire d'État à l'environnement de l'époque, M. Michael Defensor, misait sur la fermeture des scieries locales pour mettre fin à toute activité de coupe, légale et illégale, à REINA (Newsbreak, 2005). Cette mesure devait cibler directement les détenteurs de permis de coupe à grande échelle pouvant prélever quelques milliers de m<sup>3</sup> de bois par année en fonction du ou des TLA accordés.

Outre celles des compagnies privées, des opérations de coupe menées à plus petite échelle ont aussi été pointées du doigt. Des hommes pauvres et sans travail se rendent dans les montagnes pour y couper des arbres dans le but d'en vendre le bois en ville. Ils opèrent par groupes de quatre individus, demeurent dans la forêt de quinze jours à un mois pour y abattre quelque cinq arbres de taille moyenne, puis reviennent à la ville pour y récolter une somme d'argent tout juste suffisante pour subvenir aux besoins de leur famille et rembourser leurs dettes. On les surnomme *carabao loggers* parce qu'ils utilisent un taureau qui tirent les billots de bois de la montagne à la ville (Nicolas, 2005). Dans la même veine, la pratique de l'abattage de cocotiers datant du milieu des années 90 sera abordée plus en détail dans le chapitre III portant sur la question agraire.

### **1.3 Le point de vue du DENR**

Ce ministère gère l'équivalent des postes budgétaires combinés du ministère de l'agriculture (DA) et du ministère du développement social (DWSD), représentant en 2005 quelque 6,3 milliards de PHP sur un budget total de 441 milliards (DBM, 2005). Il regroupe à lui seul les organismes gouvernementaux suivants : NAMRIA, FMB et MGB. Il constitue, en ce moment, l'alpha et l'oméga de la gestion de l'environnement naturel et de ses ressources au pays.

#### **1.3.1 MENRO Jing Atejada**

Le cadre municipal chargé du suivi de l'état des ressources naturelles pour REINA est basé à l'hôtel de ville de General Nakar. Sa mission consiste à protéger la forêt indépendamment du travail fait par le CENRO (Real) et le PENRO (Lucena City). Ses superviseurs sont les maires des municipalités, mais il affirme travailler étroitement avec les officiers du DENR. Ses pouvoirs d'action sont limités puisque le PENRO et le CENRO sont les responsables

légaux de l'application des moratoires sur les coupes forestières et des droits de coupes accordés par les TLA, SPLTL, TLP, etc. dans le cadre des nombreuses législations sur la gestion de la forêt : *Industrial Forest Management Agreements* (IFMA), *Socialized Industrial Forest Management Agreements* (SIFMA), etc.

Selon ce cadre, la coupe forestière illégale faisait partie du paysage de REINA avant 2004 et en fera partie longtemps après cette date fatidique. Elle serait particulièrement intense dans les *barangay* Pansagahan en amont de la rivière Agos (TLA octroyé à un M. Wilson et soumis aux règlements de l'IFMA) et Umiray (SPLTL octroyé à Green Circle). Il précise que des bûcherons en provenance des provinces voisines de Rizal et Laguna sont aussi impliqués dans l'activité illicite.

L'*Industrial Forest Management Agreement* (IFMA) a été créé en 2003 afin de réglementer la coupe partielle et sélective du bois sur des superficies qui ne devraient désormais plus dépasser les quelques milliers d'hectares. Même si cette loi prévoit des règlements très sévères en matière de coupe, ceux-ci n'ont jamais été respectés. Le secrétaire du DENR en 2003, M. Hemerson Alvarez, aurait pactisé avec des compagnies forestières lors du « *midnight deal* » au cours duquel on a délimité arbitrairement les zones placées sous la juridiction de l'IFMA. Les TLA émis sont valables pour 25 ans et renouvelables à échéance pour 25 années additionnelles<sup>13</sup>. Ce geste a eu pour effet d'indigner les communautés locales dont les populations indigènes. Selon l'avis des intéressés, cette loi est susceptible d'être révoquée avant les échéances qu'elle prescrit, principalement en raison de l'instabilité du gouvernement national. En 2005, l'ancien secrétaire Defensor, successeur de M. Alvarez, remplacé par un nouveau secrétaire en 2006, M. Reyes, avait évoqué une révision imminente.

---

<sup>13</sup> Les TLA émis sur le territoire de Quezon et Aurora sont actuellement invalidés par le moratoire émis suite à la catastrophe de 2004.



### **1.3.2 DENR Forester III Mrs Miliarete B. Panaligan**

Mme Panaligan possède une connaissance approfondie des milieux forestiers de REINA. Avec son équipe, elle a produit l'étude citée précédemment pour le compte du DENR-PENRO. Elle est convaincue que la coupe illégale de cocotiers et d'essences de la forêt secondaire mature était déjà en marche dans les secteurs situés en amont de la rivière Agos, un an après la catastrophe de 2004. À son avis, les ventes de bois de coupe se faisaient directement à des acheteurs locaux. Elle évoque deux problèmes cruciaux en ce qui concerne la surveillance et le suivi de la forêt à l'échelle locale :

- 1) À partir des images satellites, il est impossible pour le moment de distinguer les signatures spectrales d'une forêt primaire de celles des plantations forestières composées d'arbres fruitiers tels que le cocotier;
- 2) À l'échelle locale, aucune image datant d'avant 1988 n'est accessible.

### **1.3.3 DENR Provincial officer (PENRO) Mr Emrich M. Borja**

D'entrée de jeu, à sa décharge, le cadre provincial a indiqué que les permis et les ententes concernant les droits de coupe sont l'objet de décisions prises dans les bureaux du DENR à Manille. Durant l'ère Marcos, le gouvernement a mis à jour et renouvelé les titres de propriété datant de la période coloniale espagnole, permettant ainsi la vente de ces titres conformément aux lois en vigueur à l'époque. Les grands propriétaires constituent une force politique encore puissante et les lois servent souvent leurs intérêts personnels. À son avis, parmi les problèmes majeurs qui sévissent dans la province de Quezon, celui du débordement des activités de coupe depuis les provinces voisines, en particulier celle d'Aurora, est en tête de liste. Ce constat soulève un problème institutionnalisé sur le plan de la concertation des efforts dans l'application des règlements du DENR. De plus, il mentionne que le contingent d'agents du

DENR chargé d'appliquer les lois sur le terrain (dix individus à General Nakar), est trop petit pour assurer un suivi efficace de la forêt. Les équipes de bûcherons se déplacent rapidement, réduisant les possibilités d'interventions surprises. Il souligne aussi que les règlements de l'IFMA sont beaucoup trop élaborés et complexes pour qu'un suivi sporadique en assure le respect intégral.

#### 1.4 La question demeure sans réponse

Après avoir vécu une catastrophe aussi violente que celle de 2004, les gens de Real, Infanta et General Nakar ont senti l'urgence de leur situation. De la Présidente de la république au paysan, tous ont mis la coupe forestière illégale au banc des accusés, la coupe forestière illégale. Ce constat émanait de deux observations très importantes : 1) les traces de glissements de terrain dominaient le paysage de REINA au lendemain du sinistre et 2) on a estimé un volume de bois échoué à plus de 30 000 m<sup>3</sup>, représentant plusieurs dizaines de milliers d'arbres. Les volumes de bois autorisés à la coupe et divulgués par le bureau provincial du DENR (rapportés dans l'étude du UPLB *Forestry*) sont nettement inférieurs à tout ce qui a été retrouvé dans les rizières, les canaux d'irrigation et sur les berges de REINA. Cela ne veut pas dire que tout a été coupé illégalement et abusivement, mais on est contraint d'admettre qu'il y a là une coïncidence surprenante. Malgré cela, les conclusions du rapport d'expert du UPLB *Forestry* réfutent, bien que timidement, la relation entre épidémie de glissements de terrain et déforestation. Le DENR-PENRO n'a pas abordé cette question de front alors que la plupart des acteurs qui reconnaissent l'importance de l'assaut sur la forêt dans la région, préfèrent s'attarder à des problèmes concrets pouvant être résolus à l'échelle locale, dans un délai court. L'argument principal de tous ceux qui ont renoncé à leur premier constat qui admettait la gravité du phénomène de *rampant illegal logging* est le suivant :

*«Evidences in the field also show that logging did not cause the landslides and floods. Affected residents said that aside from rocks and boulders, many whole trees with roots, leaves and branches flowed along the rivers. According to the key informants in the*

*affected municipalities, of the total number and volume of wood that went down with the landslides and floods 90-95 percent were uprooted trees. As observed, tops and branches and other debris outnumbered the washed-down timber/trees because friction created during the landslides and floods debarked and cut the branches and tops from the uprooted trees. Hence, what are found along rivers and coastlines are uprooted trees seldom with tops and branches. Rarely, pre-cut logs and flitches as a result of logging were observed. As estimated by the key informants, these were only 5-10 percent of the total timber volume that went down with the landslides and floods.»*

UPLB Forestry, 2005

Cet argument est contestable et contesté. Les observations faites au cours de l'enquête appuient plutôt l'argument contraire. Les berges des côtes situées directement au sud de l'embouchure de la rivière Agos (*barangay* Pinaglapatan, Boboin, Libjo, Abiawin et Binulasan) sont bondées de billes d'arbres matures coupés à la tronçonneuse. Ces arbres ont-ils été coupés avant ou après le passage des CT? Des engravures bien définies, mais érodées par le transport fluvial ont été observées sur les flancs de plusieurs arbres échoués. Cela constitue vraisemblablement les traces d'un système de code de référence utilisé pour transiger le bois à une date antérieure au transport par le torrent. Cela dit, il y a effectivement des arbres déracinés, mais en très petite quantité en comparaison du nombre d'arbres coupés mécaniquement. Il est en somme difficile de formuler des preuves irréfutables pour répondre aux doutes soulevés par les observations faites de part et d'autre. Néanmoins, une question fondamentale se pose : si les acteurs ne parviennent pas à s'accorder sur l'importance de mettre fin à la destruction, non pas de ce qu'on appelle communément la forêt, mais de ce que l'on devrait appeler les écosystèmes forestiers, qu'advient-il des interventions, peut-être précipitées, qui se font à l'heure actuelle?

## **2. ... and rampant corruption?**

Plusieurs acteurs soupçonnent les compagnies forestières basées à Manille d'être les coupables en associant celles-ci à des pratiques abusives et mercantiles. On accuse aussi la minorité ethnique des Dumagats qui seraient de connivence avec les compagnies forestières pour l'accès à la ressource et aux

droits de passage dans la forêt. De plus, on accuse les rebelles du NPA (*National People's Army*) qui profiteraient du commerce illégal du bois en taxant les compagnies et en intimidant les employés du DENR chargés d'appliquer la loi sur l'interdiction de coupe forestière dans la région. On accuse, par ailleurs, les politiciens et les bureaucrates véreux qui acceptent des pots-de-vin en échange de leur silence et de leur inaction dans des dossiers aussi cruciaux que la protection de l'environnement.

## **2.1 Des services sociaux insatisfaisants**

L'impression générale qui émane des témoignages post catastrophe est teintée d'une amertume et d'un désespoir profond à l'égard des autorités et des institutions. Le cynisme ambiant actuellement, est symptomatique de l'incapacité du système sociopolitique à répondre aux aspirations collectives locales. Le lien de confiance, entre la population interrogée et ses institutions, est fragile. Cette constatation se reflète directement dans l'insatisfaction exprimée par la plupart des répondants vis-à-vis des quatre paliers administratifs qui les gouvernent. Les chiffres laissent entrevoir une tendance lourde qui veut que plus le palier de gouvernement est loin et abstrait, plus l'insatisfaction est grande et vice versa. Par ailleurs, le taux élevé d'indécis démontre que la population se fait moins facilement critique vis-à-vis de l'administration de leur *barangay* qui est parfois composée d'un membre de la famille, d'un voisin ou d'une connaissance proche. La même tendance s'observe face aux élus municipaux. La proportion importante d'indécis marque aussi une confusion et même une ignorance de la population concernant la juridiction des divers paliers dans la gestion des affaires publiques. Par exemple, le DENR, qui fait l'objet de plusieurs critiques, possède une structure intrinsèque qui rend presque inapplicable la notion d'impunité. En effet, le DENR a à sa tête un Secrétaire d'état nommé par le Président de la République, qui nomme des sous-secrétaires régionaux, dans le cas de REINA, de la *Southern Tagalog Region*. Ce dernier nomme un PENRO, qui nomme un

CENRO qui se confond aux MENRO nommés à l'échelon municipal. Plusieurs acteurs ont émis des réserves sérieuses quant à l'efficacité de cette structure d'organisation. Cela dit, on peut se demander si celle-ci, soutenue par des systèmes judiciaire et policier fonctionnels, ne serait pas en mesure d'appliquer ses règlements avec plus de force? Top, dans un ouvrage intitulé *The Social Dynamics of Deforestation in the Philippines*, évoque les nombreux problèmes de corruption au sein des organismes qui sont chargés de gérer la ressource forestière nationale. Dans le nord du Sierra Madre, l'auteur a relevé une dynamique sociale et économique associée aux *salabadiok*, des fonctionnaires ou des employés de compagnies forestières qui opèrent un marché très lucratif et illicite du bois (Top, 2003).

- Tableau IV -  
Taux de satisfaction à l'égard des différents paliers  
de gouvernement, REINA, 2005

Paliers administratifs	Taux de satisfaction (%)			
	satisfait	insatisfait	indécis	Sans réponse
<i>barangay</i>	6,1	38,8	53,1	2,0
municipal	4,1	40,8	55,1	-
provincial	2,1	58,3	39,6	-
national	2,1	62,5	36,4	-

Cette opinion négative que la population se fait de ses divers représentants élus et des institutions auxquelles ceux-ci se rattachent, est liée au fait que 45% des gens interrogés disent n'avoir reçu aucune aide pendant et suite au désastre de 2004. Notons que parmi les quelque 35% qui disent avoir obtenu un soutien, seulement un faible pourcentage l'associe à une intervention gouvernementale. En général, la population reconnaît que se sont les ONG qui leur offrent le plus de soutien direct.

### 2.1.1 L'aide gouvernementale

À REINA, si on n'associe pas l'aide humanitaire aux gouvernements, on reconnaît toutefois que des actions sont prises par ces derniers pour stimuler un développement économique dans la région. Ainsi, la construction du tronçon inachevé du Marcos *Highway* entre Marikina et Infanta est très prometteuse pour la population locale. De plus, le Ministère de l'Agriculture (DA) est souvent mentionné en lien avec des dons de semences agricoles et de quelques bêtes d'élevage, des cochons et des buffles d'eau. Cela dit, tout comme le DENR, le DA est surtout critiqué pour son inaction et pour ses politiques d'octroi d'aide aux agriculteurs de la région que plusieurs jugent discriminatoires.

Interrogés, des chefs de ménage ont reconnu quelques actions gouvernementales qu'ils associent à une forme d'aide telles que le PA 1636<sup>14</sup> appliqué dans le *barangay* Magsaysay à Infanta où le groupe *Kanluan* est chargé de développer de façon durable 525 ha de forêt protégée. Le groupe, en collaboration avec l'ONG catholique ICDAI (*Infanta Integrated Community Development Assistance, Incorporated*), a entrepris un projet de reforestation centré sur la plantation des essences *Narra* (arbre national) servant principalement à la fabrication de meubles et *Nipas* servant à la construction de toits pour les *kubo* (habitation typiquement philippine fait d'un toit de feuilles tressées et de murs en bois de *rattan*). Aussi, certains ont fait référence au DWSD (*Department of Welfare and Social Development*) qui a octroyé des vivres tels que des sardines et du riz pendant la tragédie.

### 2.1.2 L'aide militaire

Depuis les années 70, un bataillon de l'armée philippine est déployé à REINA afin d'assurer le contrôle territorial et de contenir les activités des

---

<sup>14</sup> La *Proclamation Act 1636* est une loi du gouvernement national datant de 2002 qui instaure des projets de réserves forestières protégées et gérées par la communauté.

rebelles; la province de Quezon ayant été un de leurs terreaux fertiles depuis l'avènement de la République. La chaîne de montagne du Sierra Madre est un des maquis le plus proche de Manille et sert de refuge aux rebelles du NPA. Bien que plusieurs témoignent du ressentiment à l'endroit de la présence autoritaire de l'armée dans la région, on admet presque unanimement que cette présence a été bénéfique durant la catastrophe de 2004 à cause de la rapidité et de l'efficacité des interventions auprès des victimes. Quelques acteurs clés ont signalé que des militaires exercent une influence sur les communautés Dumagats rassemblées autour de la gouverneur Telma. Ainsi, des soldats de l'AFP assureraient la protection des communautés qui trafiquent avec les compagnies forestières, en échange d'une part du gain obtenu par le commerce illicite. La gouverneur Telma n'a pas voulu confirmer cela, mais, lors de l'entrevue un groupe de sept militaires, dont un colonel, sont venus signaler leur présence en nous réaffirmant poliment qu'ils étaient là pour protéger les minorités ethniques et assurer le respect de leur droits ancestraux.

*«The Bigkis at Lakas ng mga Katutubo sa Timog Katagalugan (Balatik<sup>15</sup>), a regional indigenous peoples alliance, says that tribal communities have known no peace since the time soldiers of the Armed Forces of the Philippines (AFP) were deployed in their areas. The soldiers accused them of being members or supporters of the NPA.»*

Espada, 2003

### 3. Le point de vue des acteurs clés locaux

Durant la décennie 1990, un virage technocratique vers le renforcement de la gestion des ressources naturelles par les communautés locales s'est amorcé aux Philippines et ailleurs en Asie du Sud-Est (Li, 2002). C'est dans ce contexte que le développement local a cessé d'être l'usufuit des États centralisateurs. Désormais, la stratégie CBNRM (*Community-Based Natural Resources Management*) dont les populations montagnardes ont été les premières cibles,

---

<sup>15</sup> Alliance régionale des groupes tribaux anciennement *Sakabinsa* (*Association of tribal minorities working for social change*) qui s'était allié au Parti Communiste Philippin (PCP) avant de faire partie des *rejectionists* après sa scission au début des années 90.

fait partie d'une logique gouvernementale cherchant à assurer un contrôle plus démocratisé du territoire (Li, 2002). À REINA, cette nouvelle réalité est au centre des défis du développement local actuel et futur. L'organigramme social y met en relation un nombre relativement bien défini d'acteurs ou de groupes d'acteurs clés dont nous analyserons les rôles et les rapports de force au sein d'un réseau vernaculaire débordant parfois – par le biais des ONG et des OFW principalement – hors des frontières locales et nationales.

### **3.1 Governor Telma**

Les Dumagats, le groupe indigène le plus important à REINA, occupent une position clé dans le paysage sociopolitique régional. Certaines de leurs communautés ont obtenu la reconnaissance de leurs droits ancestraux et le respect d'une portion de leurs revendications territoriales. Alors qu'il y a dix ans, ces populations étaient l'objet d'une stigmatisation sociale systémique, elles font dorénavant partie de l'arène politique par le statut que leur confère l'IPRA (*Indigenous People Rights Act*). Les Dumagats, dont une faction s'est détachée en adoptant la dénomination Agta, constituent une constellation de communautés enclavées par la forêt et les montagnes de la Sierra Madre. La gouverneur Telma P. Aumentado agit comme représentante politique de cette constellation depuis 1994. Le poste n'est pas rémunéré et Mme Aumentado dit s'appuyer sur ses convictions pour revendiquer une meilleure qualité de vie au sein des communautés qu'elle représente. Elle dit vouloir entretenir de bonnes relations avec les populations tagalogs locales et s'oppose à tout projet de développement qui se ferait sans l'aval des Dumagats. En 1997, le gouvernement Ramos leur a reconnu un territoire de 3011 ha à Lagmak, General Nakar, mais les Dumagats revendiquent en fait plus de 71 000 ha.

Selon Mme Aumentado, son peuple n'est pas responsable de la coupe forestière illégale. Celui-ci n'a aucun compte à rendre à qui que ce soit en matière



d'exploitation des ressources sur un territoire qui est traditionnellement le sien. Elle dit avoir l'appui du maire de General Nakar dans ses revendications territoriales. Elle admet que les droits des Dumagats ne sont pas assurés et que la lutte est perpétuelle. Certains Dumagats n'hésitent pas à aider les membres du NPA dans leur opposition aux grands propriétaires terriens tels que Romeo Roxas dans le *barangay* Umiray et M. Wilson<sup>16</sup> dans les *barangay* Pagsangahan et Lumuthan à General Nakar.

### 3.2 Le maire de Real

Bien que les pouvoirs subsidiaires des élus municipaux soient relativement restreints, ceux-ci jouent un rôle de premier plan quant à l'organisation et à la gestion du développement local. Selon le style et la psychologie de chacun, ils exercent de l'influence sur le conseil municipal, la ligue des capitaines de *barangay*, les ONG, les industries, et dans une moindre mesure sur les instances supérieures provinciales et nationales.

M. Ramallosa est en poste à Real depuis 2004. Selon lui le désastre le plus récent est dû essentiellement aux pluies intenses qui se sont abattues sur sa municipalité dans une courte période de temps. Selon ses informations, les vents n'ont pas dépassé 88 kilomètres à l'heure alors qu'il est tombé 316 mm de pluie à Real, la seule journée du 29 novembre 2004. Des sols saturés, des gros arbres et des grosses roches auraient causé les glissements de terrain. Le souvenir le plus marquant pour lui est celui de la perte de 111 de ses concitoyens dans le *barangay* Tignoan dont 84 sont morts sous les décombres et la boue alors qu'ils étaient réfugiés dans l'hôtel Repador, situé entre la mer et la route principale de la région qui longe le littoral. Selon ses estimations, le NDCC (*National Disaster Coordination Council*) a débloqué environ six millions de PHP en aide directe après la catastrophe. Cela a permis de lancer des développements

---

<sup>16</sup> Un dénommé M. Wilson est détenteur de TLA alors que M. Roxas est détenteur de SPLTL.

résidentiels afin de venir au secours de 1071 citoyens de Real devenus des sans-abri.

Le territoire est montagneux et accidenté, l'agriculture y est difficilement pratiquée et les coupes forestières importantes faites dans le passé ont laissé la municipalité sans ressources valables sur ce plan. Le DENR promet de procéder à un effort de reforestation, mais n'avait rien accompli en date du mois de décembre 2005. Cette réalité n'est pas étrangère au fait que les rebelles du NPA, omniprésents il y a une vingtaine d'années dans les forêts de Real en seraient aujourd'hui complètement absents. Sous-entendu que là où il y a de la coupe forestière, nécessairement illégale aux yeux de la loi à cause d'un moratoire généralisé en vigueur depuis 1978 à Quezon, il y a aussi des rebelles qui cherchent à s'autofinancer par la taxation des activités illicites. Ce phénomène est non vérifié et difficilement vérifiable.

### **3.3 La présence d'ONG : une voix à l'insatisfaction populaire**

Quand survient une catastrophe, un protocole d'urgence est généralement en place avec son lot de mécanismes qui offrent une réponse plus ou moins rapide aux besoins des populations affectées. À REINA, un tel protocole était de toute évidence inadaptée parce que selon des acteurs clés tels que Mgr Labayen, évêque d'Infanta, Père Francis Lucas, directeur de l'ONG ICDAI, et Mme Filipina Grace America, la mairesse d'Infanta, les secours ont été en fait improvisés par les ONG et le clergé catholique lui-même.

Ces dires sont reflétés par les témoignages des paysans des trois municipalités qui ont dit avoir eu de l'aide d'ONG telles que Oxfam, Christian Aid, la Croix Rouge, SAC, ICDAI et CBCP. Le SAC (*Social Action Center*), un centre financé par le clergé local a été parmi les plus proactifs durant les jours qui ont suivi la catastrophe de 2004. Son initiative *Food for Work* offrait de l'aide alimentaire et

financière aux rescapés en échange de temps de travail en nettoyage et en reconstruction. Certains répondants ont dit qu'il s'agissait d'une initiative injuste parce qu'ils auraient dû avoir une aide inconditionnelle. Par ailleurs, Christian Aid a lancé une campagne nommée *Operation Compassion* qui a amassé des fonds à travers ses réseaux internationaux pour venir en soutien direct aux victimes de REINA. Aussi, le clergé catholique a offert des subventions pour couvrir les frais funéraires des familles ayant subi des pertes humaines. En bref, sans les interventions des institutions et des organisations religieuses locales, nationales et internationales, il apparaît que la population de REINA se serait trouvée beaucoup plus dépourvue au lendemain de la catastrophe de 2004.

### **3.3.1 Le clergé catholique, ICDAI et le SAC**

ICDAI est l'ONG la plus importante à REINA. Les gens qui y oeuvrent exercent de l'influence tant sur les décideurs municipaux que sur les groupes communautaires. Fondée vers la fin des années 70 par l'évêque d'Infanta, Mgr Labayan, et un missionnaire franciscain, Père Francis Lucas, l'ONG catholique est devenue un acteur incontournable dans les réseaux communautaires locaux. Son importance actuelle ne fait que soulever la prééminence traditionnelle qu'exerce le clergé catholique sur l'ensemble de la région tagalog et particulièrement sur sa dimension rurale. Le diocèse d'Infanta représente l'autorité morale et par le système de valeurs et de croyances dont il se fait porte-parole, celui-ci a un impact significatif sur l'organisation sociale.

Suite à la catastrophe de 2004, l'église catholique s'est retrouvée sur le front de l'aide humanitaire et a joué un rôle qui, à d'autres endroits dans le monde, est du domaine de la compétence gouvernementale. L'offre de services directs à la population est faible partout aux Philippines et l'église cherche à combler le vide en mettant sur pied des ONG (ICDAI et TCD) ou des organisations communautaires sans but lucratif (SAC). À REINA, ces organisations

catholiques prônent une vision progressive fondée sur les concepts du développement durable et reconnaissent que plus que jamais auparavant dans l'histoire locale les changements climatiques constituent une menace. Outre cette menace, ils associent les forces du capitalisme mondial à la destruction de l'environnement naturel. Selon eux, la déforestation à l'échelle locale, s'opère depuis les années 1930 et n'a jamais cessé malgré les interdictions rééditées par des moratoires nationaux.

### 3.3.1.1 *Bishop Labayen*

L'évêque, retraité depuis 2003 après un siège de 42 ans, possède une connaissance approfondie de REINA, des Philippines et du monde. Les enjeux de la mondialisation et des changements climatiques globaux le préoccupent énormément. Mgr Labayen dit adhérer à une théologie de la libération adaptée à la réalité philippine. En trame de fond à ses idées politiques, l'évêque ne réprime pas un sentiment nationaliste fort qui lui fait dire en ces mots: «*The Philippines for the Filipinos !*».

Selon lui les activités de coupe forestière existent à REINA depuis la période coloniale américaine. Il ne fait aucun doute pour lui qu'à l'échelle globale, la déforestation et l'extraction minière ont des effets très néfastes sur les cycles de carbone et d'eau. Il s'oppose vertement au capitalisme mondial dans sa définition actuelle et conséquemment, il est convaincu du droit des populations indigènes de revendiquer leurs droits ancestraux. La coupe illégale est une réalité locale depuis longtemps et les Dumagats en sont en partie responsables. Ceux-ci sont pressés par les forces du marché qui leur demande une monnaie d'échange en retour des concessions liées à leurs domaines ancestraux. À cet égard, il mentionne que les territoires et leurs ressources naturelles sont l'objet d'une bataille rhétorique et parfois même physique, incessante.

### 3.3.1.2 *Father Blanco* (Francis Lucas)

Le président et chef de direction du *Catholic Media Network*, réseau radiophonique qui diffuse les nouvelles de l'église catholique à travers le pays et ailleurs en Asie, promulguent une vision progressiste du développement. L'ONG ICDAI, qu'il dirige, est pour lui un rempart communautaire contre le capital agressant. À son avis, les conséquences désastreuses du passage des CT dans la localité sont attribuables aux pluies intenses et à la dégradation des sols. La déforestation, principale responsable de l'érosion des versants, est une réalité qui date d'au moins 60 ans, soit d'avant l'occupation japonaise durant la Deuxième Guerre mondiale. Les enjeux des changements climatiques représentent actuellement le plus grand défi pour les décideurs de REINA.

### 3.3.1.3 *Ka Oca* (ICDAI)

Selon ce membre de longue date de l'ONG ICDAI, les causes des glissements de terrain sont multiples et la déforestation en est une, de même que l'exploitation de dépôts de sable utilisés pour la fabrication du ciment. Il mentionne aussi l'effet destructeur de migrations vers les montagnes de populations pratiquant l'essartage et participant au marchandage illégal du bois dont celui des cocotiers. Parmi ces populations il évoque les Dumagats, sous l'influence de la gouverneur Telma, qui migrent de Bicol et d'ailleurs pour aller revendiquer des terres ancestrales à General Nakar. À ces derniers s'ajoutent les rebelles communistes et leur taxe révolutionnaire sur les transports de marchandise qui font du NPA un groupe complice des coupes illégales. La présence de l'AFP dans les plaines ne fait que refouler ces groupes itinérants vers les montagnes. En somme, entre les officiers du DENR, chargés de contrôler l'exploitation des ressources naturelles et l'armée chargée de mater les insurgés, aucun n'est à l'abri de soupçons quant à l'intégrité de ses actions.

Le travail accompli depuis 2004 par les gouvernements locaux, Philvolcs (*Philippines Institute of Volcanology & Seismology*) et les ONG, fait de REINA une région beaucoup mieux préparée aux dangers climatiques. On a procédé à l'installation d'un système de surveillance du niveau de l'eau depuis l'amont de la rivière Agos jusqu'à l'aval. Une jauge a été construite à 12 km du centre d'Infanta, ce qui donne à peu près un délai d'une heure d'avance sur les événements. On procède aussi à des simulations de catastrophes lors desquelles tous les intervenants sont amenés à jouer leur rôle et se poser des questions afin d'améliorer la rapidité et l'efficacité des mesures d'urgence.

#### **3.3.1.4 *Father Pete***

Le Centre tribal pour le développement (TCD) a été fondé en 1987 par l'église catholique locale, à l'époque dirigée par l'évêque Labayen. Les deux objectifs principaux du centre sont : 1) aider les populations indigènes à assurer leurs moyens de subsistance (i.e. par l'agriculture scientifique) et 2) défendre et promouvoir leurs droits. Le centre compte un personnel composé de 55 individus dont la moitié est issue des communautés indigènes et dont la mission première est d'enseigner dans les villages. Ces personnes sont présentes dans une quarantaine de communautés, totalisant approximativement 10 000 individus, dans les provinces d'Aurora et de Quezon. Le TCD (*Tribal Center for Development*) est l'ONG la plus active auprès des minorités dans la région.

Les hommes et les femmes qui fréquentent le centre, disent appartenir à l'ethnie Agta. Vers la fin des années 90, une faction importante des Dumagats a décidé de changer la dénomination de son appartenance ethnique en raison de la stigmatisation dont celle-ci faisait l'objet. Selon une perception construite par la population des plaines (Tagalogs, Bicolanos, Ilocanos, etc.), le mot Dumagats aurait une connotation sociale négative qui réfère à des êtres paresseux, ignorants

et sales. Cela dit, il y aurait actuellement un mouvement croissant parmi les Agtas pour revenir à la dénomination Dumagats.

Selon le Père Pete, le niveau d'assimilation des Agtas est relativement faible. Ceux-ci n'ont presque pas vécu les périodes coloniales à cause de leur isolement dans les montagnes. Leurs valeurs culturelles seraient fondées sur l'holisme et l'autosuffisance. Ils pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis (*slash and burn*) et possèdent un talent particulier pour la pêche. Néanmoins, les populations sont de plus en plus en contact avec une culture véhiculée par les médias de masse, ce qui les entraîne dans la spirale de la consommation de biens monnayables. L'exemple de la popularisation des *videoke* parmi les communautés Agtas confirme la nécessité de protéger l'éducation traditionnelle et la valorisation de valeurs culturelles plusieurs fois centenaires.

Le Père Pete affirme que des membres des communautés s'identifiant à la dénomination ethnique Dumagats, associées à la gouverne de Mme Telma S. Aumentado, entretiennent des liens corrompus avec la mairie de General Nakar et représentent un maillon faible du front commun pour la défense des droits ancestraux. Une division interne existe entre les membres de communautés Agtas associées au TCD du Père Pete et les membres de communautés Dumagats associées à la gouverneur Telma, elle-même affiliée au groupe *Balatik*. En somme, le Père Pete juge que la situation actuelle prévalant à REINA constitue une violation de l'*Indigenous Peoples Rights Act* (IPRA) datant de 1997. Tout projet de développement local devrait faire l'objet d'audience auprès des peuples indigènes et respecter les droits ancestraux reconnus.

### **3.3.1.5 Deacon Mario**

Les centres d'action sociale ont été fondés suite aux recommandations du concile Vatican II à la fin des années 60. Sous l'épiscopat de Mgr Labayen, le

SAC avait pour mission d'effectuer un rapprochement entre l'église et les pauvres. Le diacre Mario, Néerlandais d'origine, est en service à Infanta depuis 1978 et, depuis 2004, il coordonne les projets du SAC. Il a établi une liste prioritaire pour l'organisme : lutte contre la pauvreté, paix et justice, relations homme/femme, environnement, éducation citoyenne, éducation religieuse catholique et formation en techniques agricoles. Avant 2004, le SAC était pratiquement inactif, mais durant les événements désastreux celui-ci est devenu un des premiers canaux par lequel les dons et l'aide monétaire ont été redirigés sur le terrain.

En décembre 2004, l'aide s'est concentrée sur la livraison de denrées alimentaires de base. Les aides en provenance de Manille ont rencontré plusieurs obstacles sur leur chemin et une bonne quantité de vivres ne s'est jamais rendue jusqu'aux paroisses, leur destination finale. En janvier, l'année suivante, le SAC, en collaboration avec les maires d'Infanta et de General Nakar, a lancé le programme *Food for Work* qui fonctionne selon la formule suivante : quiconque fournit trois heures de travail communautaire reçoit en échange le nécessaire pour combler ses besoins en nourriture pour deux jours. En février, a débuté la reconstruction d'habitations, plusieurs familles vivant depuis décembre dans des abris provisoires. En même temps les maladies telles que la dengue et la diarrhée représentaient un problème croissant. Les familles séparées lors des opérations de sauvetage, voulaient à tout prix se rassembler pour reprendre les activités normales. Christian Aid a dépêché trois experts dont la mission consistait à mettre sur pied un plan de réinstallation des familles, ce qu'ils ont accompli en 24 heures. Ont suivi quelque cinq millions de PHP et 250 000 paquets de vivres devant servir à subventionner les ménages à un taux de 10 000 PHP chacune. En tout, 4 182 familles ont été ciblées, parmi lesquelles ont été mises en priorité les plus démunis (familles monoparentales, personnes âgées, handicapées, etc.) afin d'éviter la jalousie et la gronde populaire. Avant de remettre l'aide, on exigeait que les bénéficiaires répondent à deux critères : 1) une autorisation écrite pour la



construction d'une habitation sur le lieu choisi et 2) une confirmation indiquant que la construction serait faite en utilisant du bois échoué et donc récupéré.

Cinq cents maisons ont été construites avec les fonds versés par Christian Aid, 450 avec les fonds du CBCP (*Catholic Bishops Conference of the Philippines*), 1000 avec ceux de la Croix-Rouge, 474 avec ceux d'OXFAM, 120 avec ceux de *Kumare* et 34 avec les fons du Rotary Club, En date de novembre 2005, 3200 habitations avaient été financées. Les familles qui avaient un membre OFW (*Over sea's Filipino Worker*) se sont débrouillées par elles-mêmes, d'autres ont migré. Un projet dans le *barangay* Agos-Agos d'Infanta, financé par le programme *Neighbourhood Associations for Shelter Assistance* (NASA) du DWSD, prévoit la construction de 400 duplex en béton, sur cinq hectares, au coût de 50 PHP/m<sup>2</sup> ou quatre millions de PHP.

Un autre projet a été élaboré pour venir en aide aux pêcheurs. On a rapporté la perte de 135 *bangkas* (bateau), principalement dans le *barangay* Dinahican d'Infanta. On a organisé des coopératives, composées de cinq ménages, qui se partagent le butin de pêche en sept parts égales dont deux vont à celui qui possède le bateau, une à la banque pour la construction d'une épargne, le reste allant aux autres membres. Le SAC assure la surveillance et des résultats indiquent qu'une coopérative de Real avait déjà accumulé 10 000 PHP en banque en date de novembre 2005. Au moment de l'entrevue, un projet de construction d'une ferme modèle vouée à l'agriculture durable, était en branle à General Nakar.

#### **4. Synthèse des enjeux**

À cause de l'ampleur des dégâts, les gouvernements se sont sentis interpellés et forcés d'agir et, sans les ONG, particulièrement celles qui sont catholiques, ceux-ci ne seraient pas en mesure de rejoindre la base sociale. Cela dit, il semble y avoir un consensus, plus ou moins solide, sur les problèmes qui

découlent d'une exploitation des ressources forestières inadaptées au contexte environnemental actuel. La ressource n'est pas renouvelable et ne peut plus constituer une source principale de genre de vie. En d'autres mots, le développement local ne peut plus s'appuyer sur l'exploitation abusive – ni même sélective, à court terme – de ressources non renouvelables pour assurer sa subsistance à long terme. La question que les acteurs clés se posent est la suivante : Comment réduire notre vulnérabilité sociale, économique et environnementale dans un contexte politique encore nébuleux, en tenant compte de la menace grandissante que constituent les CT?

---

## CHAPITRE IV

### La question agraire et les revendications territoriales

---

#### 1. Les enjeux de la réforme agraire

L'histoire récente évoque un passé colonial encore lourd au plan des inégalités socioéconomiques aux Philippines. La structure agraire et les institutions léguées principalement par les Espagnols, l'église catholique en tête, occupent une place prépondérante dans l'espace sociopolitique national. Les nombreuses revendications paysannes et citoyennes dans le discours commun soulignent les frustrations que suscite l'incapacité du gouvernement de la présidence actuelle à moderniser le pays sur des bases démocratiques.

#### 1.1 Les périodes précoloniale et coloniale espagnole

Les trois municipalités qui composent REINA aujourd'hui, étaient jadis réunies en une seule entité, celle d'Infanta. Le début de la présence espagnole date de la première mission catholique en 1578 (Municipalité d'Infanta, 1999). En 1696, les colonisateurs européens fondaient officiellement Infanta. Des immigrants malais avaient préalablement visité la région sans y laisser de traces, sauf un premier toponyme : Binangonan del Ampon ou « celui qu'on aide à se lever après un sommeil profond », qui réfère au lieu du premier repos que s'est permis le chef d'expédition, Nunong Karugtong, après un long voyage en provenance de la côte occidentale de Luçon (Municipalité d'Infanta, 1999). Des musulmans sont venus du sud de l'archipel par intermittence, soit dans le but d'y faire quelques échanges marchands ou pour y trouver refuge lors de tempêtes. En 1723, les Espagnols construisent Puerto Real dans le but de sécuriser la côte est de Luçon de la venue inopinée de bandits et de *moros*. Le « château-port » situé sur les rives de l'anse Balute, localisée au nord-est du territoire municipal dans sa délimitation actuelle, a servi de refuge aux marins lors des nombreuses tempêtes tropicales qui s'y sont abattues. Enfin, Puerto Real servait d'entrepôt et

de halte portuaire pour les galions espagnols qui y accostaient occasionnellement dans leurs expéditions vers la Chine. Comme la région n'a pas un potentiel agricole aussi élevé qu'ailleurs sur l'île de Luçon, comme au centre-ouest, le développement d'Infanta ne se fera que relativement tard.

### 1.2 La période coloniale américaine

C'est au début du 20<sup>e</sup> siècle sous la gouverne de Rufino Ortiz (1903-07) que l'ordre de planter quelque 200 cocotiers par *barangay* sera donné. Mais déjà en 1879, Alfred Marche, un naturaliste français en visite, avait estimé que l'huile de coco était le principal produit d'exportation de la petite entité administrative (Municipalité d'Infanta, 1999). Outre l'huile de coco, Marche écrit dans son journal que le riz, le cacao et le maïs y sont cultivés. Il y relève la présence de *negritos* habitant les montagnes ainsi que des Tagalogs et des Chinois *mestizos* peuplant les plaines. Il estime alors la population d'Infanta à environ 10 000 âmes. Il a, par ailleurs, noté que sur une base occasionnelle, des Chinois, très actifs dans les îles Polillo<sup>17</sup>, accostaient pour y acheter du riz et du cacao.

### 1.3 La République des Philippines

Le 21 juillet 1949, la portion Nord d'Infanta, de la rivière Umiray à la rivière Agos, devenait la nouvelle municipalité de General Nakar par l'adoption du décret présidentiel # 246. En 1960, un autre décret crée une entité administrative dans la portion sud d'Infanta à partir de la rivière Tigbi. Celle-ci, qu'on nomme Real, devient une municipalité à part entière en 1963 par le biais du *Republic Act # 3754*. Au moment de sa création, General Nakar était à toute fin pratique un vaste territoire vierge sans cultures et sans installations humaines, tandis que Real pour sa part, avait été le théâtre d'activités portuaires et militaires qui subsistent encore aujourd'hui.

---

<sup>17</sup> Traduction du chinois *Pulilu* désignant un endroit bucolique qui abonde de nourriture.

D'abord et avant tout une zone portuaire, le territoire de REINA, au moment d'être intégrée à la République des Philippines, ne constituait pas un pôle d'attraction pour le développement de l'agriculture. Celle-ci a longtemps été marginale alors que la pêche et le trafic maritime occupaient une proportion importante de la population. Jusque dans les années 1960, l'agriculture était l'objet d'un développement léger et ses produits étaient destinés pour l'essentiel à la demande locale. Elle était pratiquée pour l'essentiel dans les sols fertiles du delta de la rivière Agos et lorsque le rendement dépassait les besoins de subsistance des familles, les surplus étaient vendus au marché public. Le développement des *haciendas* n'a pas été répandu à l'échelle locale. D'importants droits de propriété ont été octroyés et cadastrés sans que cela ne mène à un développement agricole comparable à ce qui a pu se produire en d'autres lieux pas si lointains et à la même époque.

#### **1.4 Les transformations agraires récentes**

En 1988, le gouvernement Aquino s'est engagé à adopter une réforme agraire qui devait reléguer au passé les siècles de féodalisme aux Philippines. Le *Comprehensive Agrarian Reform Program* (CARP) avait pour objectif la redistribution de 15% du territoire national, ciblant directement les terres agricoles dont la superficie dépassaient cinq hectares (De Koninck, 2005). En 1999, on estimait que 4,84 millions des quelque 12 millions d'hectares (ha) de terres agricoles avaient changé de main sous l'impulsion du CARP (Borras, 2001).

##### **1.4.1 DAR Infanta and General Nakar's *municipal officer* Romeo U. Viado**

À Infanta, l'application du CARP, par le bureau local du DAR, s'est traduite depuis 1988 par la redistribution de 60 hectares dans 33 *barangay*; la transaction la plus importante s'est effectuée dans le *barangay* Agos-Agos,

impliquant une terre de 15 ha. Selon M. Viado, il s'agit d'un geste significatif dans le contexte d'Infanta, municipalité peu représentative du monde des *haciendas* ; la taille moyenne des propriétés y est estimée à 0,5 ha, les plus étendues ne dépassant pas 50 ha. À cet égard, M. Viado précise que de nos jours, les plus grandes propriétés sont les sites piscicoles (10 à 50 ha) qui se trouvent dans la zone littorale et hors de la portée des règlements du CARP. En date de novembre 2005, toutes les redistributions effectives à Infanta ont été faites par le mécanisme *Voluntary Land Transfer* (VLT) ; par exemple, dans le *barangay* Magsaysay, 10 ha ont ainsi été redistribués. Cela dit, la plupart des exploitations agricoles qui couvrent plus de cinq hectares sont redistribuées sous la forme des héritages familiaux. De plus, une portion importante du territoire municipal d'Infanta (environ 40%) situé dans le Sierra Madre a été classée réserve naturelle, refuge faunique et sanctuaire aviaire par le PA 1636.

À General Nakar, la structure foncière est plus complexe en raison de l'immensité du territoire. Lors de l'introduction du CARP à cet endroit, un propriétaire *mestizo* du nom de Robert Go Pasuoy de Macao a été contraint de renoncer à 1 800 ha en vertu du mécanisme *Compulsory Acquisition* (CA). Cela a été réalisé sur une période de huit ans, entre 1992 et 2004, et Go Pasuoy a reçu de l'institution bancaire *Land Bank of the Philippines* une compensation équivalente à l'évaluation foncière. Le riche *mestizo* s'est par ailleurs départi des autres 28 000 ha qui lui appartenaient en contractant une vente avec un riche avocat de Manille du nom de Romeo Roxas, propriétaire de la forestière Green Circle mentionnée précédemment. Cette transaction n'a pas été faite sous la supervision du DAR, mais le bureau provincial, basé à Lucena City, a autorisé l'échange des titres de propriété entre les deux parties. L'argument principal du DAR était que les terres en question ne pouvaient être soumises à la juridiction du CARP vu la pente moyenne dépassant 18%, ce qui, dans la pratique, en fait des terres impropres à l'agriculture. Cependant, les bureaux nationaux du DENR à Manille ont par la suite, octroyé des droits de coupe forestière (*Timber License*

*Permit*) à la compagnie Green Circle qui possède des scieries sur cette parcelle de terre qu'il est désormais commun d'appeler Roxas's *hacienda*. En outre, quelque 100 ha provenant de quelques propriétés d'une superficie de cinq à vingt hectares, ont été redistribués par VLT à Général Nakar depuis l'entrée en vigueur du CARP.

À titre de représentant local du DAR, M. Viado dit agir en premier lieu comme médiateur entre les propriétaires et les tenanciers afin de favoriser des échanges plus courtois. Il est important de souligner que les agents du DAR font souvent les frais d'une loi qui manque de muscles. Les journaux nationaux ont rapporté plusieurs cas d'intimidation et même de ce que certains Philippins désignent avec beaucoup d'ironie, de *physical removal* (Philippine Daily Inquirer, 2005).

#### 1.4.2 L'état de la coco-culture

La coco-culture est bien ancrée dans le paysage philippin. Son évocation suscite la controverse et la fierté de la nation. Pour certains, elle est un artéfact de l'ère Marcos alors que le monopole d'État du *Philippine Coconut Authority* (PCA) s'était retrouvé entre les mains du *coconut King* et ami personnel du Président, M. Cojuangco (Giri, 1997). Pour certains encore, elle s'inscrit dans la féodalité inexpiable du terroir national alors que pour d'autres, c'est le travail du paresseux : *the lazy man's job*.

Depuis plusieurs décennies, les Philippines occupent le rang de premier exportateur mondial de produits du coco. Les terres consacrées à la culture du cocotier (*coco nucifera*) totalisent presque le tiers de la superficie agricole du pays, soit environ trois millions d'hectares sur un total de dix. En comparaison, à l'échelle de la province de Quezon, celle-ci occupe une proportion de 65 % du terroir agricole (PSY, 2004). La plupart des superficies en monocultures sont concentrées dans le sud de la province, mais l'essence est répandue partout et se

dissimule dans les paysages tant forestiers qu'agricoles. En 2004, la production provinciale de noix de coco comptait parmi les plus élevées au pays avec 1,1 million de tonnes métriques, sur une production totale de 12,5 millions (PCA, 2004). Cette production commerciale et sa transformation en plusieurs sous-produits, occupent environ la moitié de la population active de la province (PSY, 2004). Cependant, depuis deux décennies, la commercialisation du produit souffre d'une valeur marchande très faible. En conséquence, 90 % des producteurs de noix de coco vivent actuellement sous le seuil de la pauvreté avec un revenu moyen de 240 \$US par an pour un ménage de cinq individus (NSCB, 2004).

En raison du manque de revenus chez ces agriculteurs dépendant de la culture du coco et d'une forte demande en matériaux de construction sur le marché domestique, une économie informelle s'est développée autour de l'abattage massif des cocotiers matures (PCA, 2003). Tel qu'évoqué précédemment, la forêt tropicale philippine a été réduite considérablement de sorte que son exploitation est de plus en plus réglementée. Dans ce contexte, les cocotiers représentent une source alternative de bois d'œuvre. En plus de contribuer à la perte de revenus agricoles, la coupe de cocotiers, qui se chiffrait à plus de six millions d'arbres depuis 1996, dont 1,5 millions dans la province de Quezon, génère des problèmes environnementaux tels que des glissements de terrain (PCA, 2003).

En réponse à ce phénomène, le PCA, en collaboration avec la municipalité de Real, a pris l'initiative de semer quelque 22 000 plants de cocotiers depuis 2005 alors que 35 000 plants supplémentaires devaient être semés au mois de décembre de la même année.



## 2. Tenure et mode d'accèsion à la terre

À REINA, la cohabitation entre les populations suscite parfois des conflits plus ou moins sérieux quant aux droits d'accès à la terre. Les Tagalogs, localisés dans les plaines, les populations indigènes de l'ethnie des Dumagats (Agtas), généralement localisées en montagne ou sur les côtes et les capitalistes de Manille et de l'étranger se mènent une chaude lutte pour exercer librement leur droit sur la terre. Par leurs interventions aux multiples facettes dans l'aménagement du territoire, les institutions étatiques et religieuses ainsi que la présence militaire jouent un rôle important dans l'organisation de l'espace social actuel. À cela se juxtaposent des influences culturelles profondes soutenues par la présence constamment renouvelée de l'ancien colonisateur américain, mais aussi d'autres pays asiatiques, principalement la Chine et le Japon.

En 2005, d'après les informations recueillies dans le cadre de l'étude, au total 29,2% des chefs de ménage interrogés ont dit accéder à la terre en payant une rente. En 1990, selon les chiffres publiés par la municipalité d'Infanta dans un document intitulé : *Ecological Profile of the Municipality of Infanta*, la proportion de tenanciers était de 33%. La plupart des contrats de location comportent des clauses de partage du produit de la terre.

*«I have taken care of this land since 1970 to the present day. I cultivate one hectare of palay. The owner is in Real. We share 50-50 of the production of rice. The initial investment (inputs) is provided 100% by the owner and then deduced from the total profits that is further divided half and half».*

Onofre Barral, *barangay* Cawayan, Real

*«We rent half of an hectare from a relative of my wife: One quarter of the production goes to the owner and one third to us. The rest is sold as hog feeds from which he gets a share of 1500 PHP/month for the delivery».*

Estelita Vangen, *poblacion*, General Nakar

*«We pay all the expenses and we keep two thirds of the income from farming, the remaining one third is remitted to the owner».*

Dolores Escareser, *barangay* Bacong, Infanta

Une autre proportion importante de 22,9% a hérité la terre de la parenté immédiate.

*«Landholdings in barangay Tudturan: 9 ha of Riceland and small residential lots inherited from our great grandfather were divided to the three daughters. 5 ha to the 1st daughter then divided among 9 children. 2 ha to the 2<sup>nd</sup> daughter then divided among 5 children. 2 ha to the third daughter then divided among 3 children».*

Maybel A. Potes, *poblacion* 1, Infanta

Un nombre considérable d'habitants (16,7%) ne possèdent ni ne louent la terre, mais y vivent et y cultivent avec le consentement d'un membre de la famille proche. Par ailleurs, 10,4% des gens interrogés ont acheté leur terre par un contrat de vente scellé ou par une option d'achat après location. Les répondants ne consentaient pas à préciser les détails des contrats, mais un d'entre eux donne une indication des prix pratiqués sur le marché foncier actuel :

*«My husband was in service with the Philippine National Police for 25 years with good conditions. Even so the cost of 1.5 to 2 million PHP we would need to buy 1.8 ha of the land we are renting from an owner living in Bulacan is too much money for us».*

Dolores Escareser, *barangay* Bacong, Infanta

Enfin, un maigre 2,1% vivent dans des squats, localisés directement sur la plage ou sur le rivage, c'est-à-dire les endroits les plus précaires en raison des réaménagements sédimentaires fréquents. Les squatters sont tolérés par la communauté, mais constituent des éléments marginaux éprouvant des problèmes d'intégration. Par exemple, une famille d'immigrants - en provenance de l'île de Leyte, elle-même située à plusieurs centaines de kilomètres au sud de REINA - et vivant maintenant dans le *barangay* Dinahican à Infanta, disait vivre sur la plage depuis son arrivée, deux ans auparavant. Une dépendance économique au

seul produit de la pêche additionnée à l'isolement social accompagnant le statut d'immigrants ne lui permet pas de s'installer sur une terre plus sécuritaire.

## **2.1 Le domaine ancestral**

Dans le grand ensemble géographique de la façade orientale de la chaîne de montagne du Sierra Madre, s'étalant le long de la côte est de l'île de Luçon, on compte environ 11 000 ménages composés en moyenne de six individus, dispersés au sein de 22 communautés montagnardes ou côtières. Les groupes qui composent les populations indigènes à REINA, les Dumagats et les Agtas, se sont implantés avant la venue des Espagnols. La majorité de ces communautés se retrouvent dans l'unique municipalité de General Nakar où se situe la seule parcelle de territoire reconnue officiellement à titre de domaine ancestral en 1997 par le *Republic Act # 8371* et promulgué par un *Certificate of Ancestral Domain Title* (CADT). Du nom de Lagmak ce domaine de 3 011 ha de terre a été attribué aux Dumagats sous la présidence de Fidel Ramos (1990-98).

### **2.1.1 Les Agtas et le TCD**

Selon le père Pete, directeur du TCD, les Agtas se sont dissociés des Dumagats pour préserver l'appellation de leurs ancêtres, ceux-là même qui auraient occupé les lieux longtemps avant la venue des Espagnols. Dans les faits, les Agtas seraient des Dumagats qui chercheraient à se moderniser avec l'appui de l'église catholique, les Dumagats de Lagmak étant davantage autonomistes et préférant rejeter l'éducation institutionnalisée. Le TCD travaille avec 18 communautés Agtas dispersés à Burdeos (île près de l'archipel de Polillo séparé de REINA par le détroit de Polillo), à Polillo même, à Real, à Mauban (une île située à quelques kilomètres de la côte de Real), à Infanta, puis à General Nakar. Les premiers objectifs de l'organisation communautaire sont de protéger l'environnement et de préserver les repères culturels des minorités.

### 2.1.2 Lagmak et les Dumagats

Les Dumagats vivent dans les montagnes à l'écart de la communauté des métis à dominance tagalog, assemblée dans les centres urbains (*poblacion*) de REINA. Néanmoins, les contacts se sont accentués avec l'expansion territoriale et avec l'intrusion des rebelles armés cherchant refuge dans les montagnes depuis les années 70. Dans la région, la plupart des communautés sont localisées à General Nakar, mais deux d'entre elles sont installées sur le territoire de Real, l'une dans le *barangay* Tanauan dont les terrains ont été achetés progressivement par contrats privés entre les Dumagats et les anciens occupants et l'autre dans le *barangay* Lubayan portant le titre officiel de domaine ancestral depuis 1997.

L'ancien chef de la communauté Lagmak (domaine ancestral reconnu par un CADT en 1997), Ernesta Adornado, affirme que sa communauté vit sans calculer ou déclarer de revenus à l'État. Les familles partagent le domaine ancestral et y pratiquent une agriculture collective et non-irriguée depuis 1998. La chasse est aussi une des occupations principales pour les hommes de la communauté. Selon Ernesta Adornado, les Dumagats ont toujours soutenu les Tagalogs contre les Espagnols et les Japonais. Ils ont eu des conflits avec des communautés Ilongots concentrées au nord dans la province d'Aurora. De plus, M. Adornado dit des rebelles de la NPA qu'ils nuisent désormais à son peuple. Le rapport accommodant qu'entretient depuis une dizaine d'années le pouvoir manillais avec les populations indigènes a insufflé un vent de « collaboration » plutôt que d'insurrection. Cela dit, les Dumagats du gouverneur Telma n'hésitent pas à jouer sur tous les fronts. On évoque de toute part l'efficacité du *National Council for Indigenous People* (NCIP) dans les négociations sur la définition de l'autonomie de gestion des domaines ancestraux. Les contentieux à cet égard sont nombreux. À l'échelle locale un conflit persiste entre les Dumagats et le propriétaire Romeo Roxas à General Nakar.

*«Sources told Bulatlat.com that Green Circle has "pulled off" with its alleged logging activities in the lush forests of Quezon and Aurora provinces. The sources said that*

*logging has devastated the environment and ancestral land, not to mention the displacement of tribal communities within the developing firm's areas of operation.»*

Espada, 2003

Il existe encore aux Philippines une classe de grands propriétaires terriens. Ceux-ci se sont prévalus, au cours des décennies récentes, de titres et de permissions légales pour exploiter les domaines ancestraux.

*«During the U.S. colonial occupation, for instance, the Mon-Sor family placed under its ownership more than 28,000-hectare ancestral land in Barangay Umiray in General Nakar including large tracts of land in Aurora province (which is at least 17,000 hectares). Later, in the 1960s, the Mon-Sors sold the entire property to Go Pasuoy, also from a rich landlord lineage.»*

Espada, 2003

En 1995, M. Go Pasuoy a vendu ses terres à Romeo Roxas, propriétaire de la compagnie forestière Green Circle. Peu après l'achat, le DENR octroie à l'avocat manillais un SPLTL (*Special Private Land Timber License*) valide jusqu'en 2005. S'en suivra, en 2000, l'émission d'un *Provisional Environmental Compliance Certificate*, libérant la voie à une exploitation forestière sans nécessité de vérification par le DENR, ce qui a pour effet de soulever l'indignation des populations Dumagats locales (Torres, 2001). Aux yeux de ces derniers, la lutte semble se renouveler chaque fois que le titre de propriété change de main.

*«At public meetings, Roxas shocks crowds of peasants, environment activists, community leaders and local government officials each time he sets fire to crisp cash, sometimes a P50 bill, other times bigger denominations. It's just to make a point, and the point is, according to those who've heard him say it, is this: "It's easy to make money, and easy to find funding for development projects. Money is not a problem."»*

Rimban, 2005

## **2.2 La ruée vers Nakar**

Sur le plan du développement économique, chaque municipalité a ses caractéristiques propres. Infanta, la plus urbaine des trois, possède déjà une

classe d'affaire liée à celle de Manille, capable de réinvestir localement dans des projets agricoles, piscicoles et touristiques. Real, avec ses centres de villégiature, ses piscicultures et une capacité d'étalement limitée à cause de l'étroitesse de son territoire ne semble pas tournée vers une vision agressive du développement. À l'opposée de ses consœurs, General Nakar se cherche une vocation pour développer son immense territoire qui fait l'objet d'une convoitise qui va en s'intensifiant. Si la région arrivait à connaître un développement conséquent dans le futur c'est sans doute General Nakar qui fournirait l'ancrage de grands projets. Les ressources y sont abondantes, le territoire immense, la densité de population faible, le potentiel hydroélectrique important, etc. Pour le moment, 53% du territoire détient le titre de réserve naturelle, cela ayant entre autres effets de freiner l'expansion agricole (Municipalité de General Nakar, 2003)

M. P.A. Chiongson Jr., conseiller principal du maire de General Nakar, a affirmé avoir un plan de développement d'une zone économique portuaire de 3 000 ha au cœur de la municipalité. Il prétend qu'avec le désastre de 2004, le goût de repartir à neuf avec des projets grandioses est plus que jamais à l'ordre du jour du conseil municipal. Il exclut d'emblée toute collaboration avec le clan Roxas ou avec la compagnie minière Jinchuan Corp. En 2005, la municipalité a abandonné un plan de développement devant être en vigueur de 1999 à 2029, pour le remplacer par un autre CLUP (*Comprehensive Land Use Plan*) plus ambitieux. M. Rodolfo Flora, cadre municipal, a confirmé que M. Chiongson et sa fondation *Salve Mater Dei Development Foundation* (SMDDF) ont déboursé 3,5 millions de pesos philippins pour refaire le CLUP. On envisage de développer des parcs industriels, technologiques, résidentiels et d'amusement afin d'attirer des capitaux étrangers et générer des revenus qui, selon les estimations du conseiller Chiongson, devraient revenir à 80% dans les coffres de la municipalité. Le nouveau port serait le lieu de transit pour exporter les produits forestiers et les minerais de fer, d'or, de manganèse et de charbon. M. Chiongson dit être le directeur de SMDDF, une fondation obscure basée à

Infanta dont il a été impossible de trouver les bureaux ou quelques informations pouvant témoigner de son existence.

Le territoire du *barangay* Umiray appartient presque entièrement à la compagnie Green Circle et il fait l'objet de plusieurs revendications et luttes. Le *Metropolitan Waterworks and Sewerage System* (MWSS), qui assure les services d'aqueduc, d'eau potable et d'égouts pour la grande région métropolitaine de Manille, possède un aqueduc qui va puiser de l'eau directement dans le *barangay* en question, situé au nord de la municipalité. M. Flora affirme que le trésor municipal n'a jamais reçu un *centavos* de redevance du MWSS. De plus, les Dumagats y réclament une portion de leur domaine ancestral, Roméo Roxas y opère des coupes forestières, la municipalité de General Nakar cherche à y exercer une autorité fiscale et les rebelles du NPA s'y réfugient et y exercent des tactiques d'intimidation.

General Nakar est la plus riche des trois municipalités à l'étude avec un revenu annuel brut de 36 902 277 PHP, Infanta arrive deuxième avec 28 492 522 PHP et Real, troisième avec 25 042 619 PHP (DENR-PENRO, 2005). En plus d'être la plus riche, General Nakar compte moins d'habitants que ses voisines. Son territoire est vaste et ses ressources abondantes, le revenu provenant des taxes foncières, dont le plus gros payeur est M. Romeo Roxas, propriétaire de la forestière Green Circle, est donc important.

### **2.2.1 Romy Roxas's *Master Plan***

Avocat de Manille et propriétaire de la compagnie forestière Green Circle Inc., Romeo Roxas est l'un des plus grands propriétaires terriens des Philippines. Il possède environ 28 000 ha de terre forestière uniquement dans la portion nord de la municipalité de General Nakar, ce à quoi s'ajoute une autre parcelle de terre en litige dans la municipalité de Dingalan dans la province adjacente

d'Aurora. Dans le but de rentabiliser son immense propriété autrement que par l'exploitation forestière, M. Roxas projette d'y construire une vaste cité portuaire, *Pacific Coast City*, qu'il a déjà lui-même dépeint comme la prochaine Singapour de l'Asie du Sud-Est. Une étude faite en 1999 pour le compte de la compagnie Green Circle, invoque la saturation démographique à venir de la grande région métropolitaine de Manille dont la population devrait atteindre les 20 millions d'habitants durant la décennie 2010-20. Sur ces bases, la firme chargée d'élaborer le projet de développement argue que la sursaturation de Manille et du Sud de Luçon va créer une spéculation foncière jamais vue dans ses régions périphériques. Si REINA s'y prend tôt, la région du nord de Quezon pourrait bénéficier de l'avantage des faibles coûts de construction et de développement foncier qui prévalent actuellement (Palafox Associates, 1999). Cependant, l'avocat manillais n'a toujours pas réuni les conditions nécessaires à la réalisation d'un tel projet. Si tous les acteurs s'accordent sur le fait que M. Roxas détient probablement le capital nécessaire, tous ne sont pas prêts à le soutenir dans ses projets.

#### **2.2.1.1 Possible...**

Malgré les attentes que cela aurait pu créer au sein des communautés locales, seulement 53,1% des gens interrogés disaient être au courant de l'existence du *Master Plan*. À noter qu'un pourcentage faible, mais considérable, confondait le projet de l'avocat Roxas avec d'autres projets mineurs tels que celui de l'agrandissement du port régional situé dans le *barangay* Dinahican à Infanta et celui de l'agrandissement du port de la municipalité de Real.

La plupart des chefs de ménage qui connaissaient les ambitions de M. Roxas s'avouaient en faveur d'une telle démarche avec l'espoir que leur milieu de vie s'enrichisse et que la pauvreté s'y amenuise. La construction hypothétique d'une cité portuaire est bien perçue par une majorité de citoyens parce que cela



correspond, dans leurs perceptions, à la création de nouveaux emplois, à la venue d'immigrants, et plus généralement à une modernisation de leur communauté.

### 2.2.1.2 ... mais peu probable

Le changement est toujours accompagné d'une résistance et un répondant a confié que certains membres du clergé catholique s'opposent ouvertement au projet de M. Roxas. Ces derniers invoquent en premier lieu les problèmes environnementaux que générerait le *Master plan*, une fois matérialisé. Cette préoccupation environnementale est invoquée par d'autres citoyens qui s'inquiètent des impacts que pourrait avoir le projet sur la faune aquatique. À leur avis, les écosystèmes marins seraient affectés par les rejets chimiques et l'augmentation du trafic maritime.

Par ailleurs, une proportion significative de la population est préoccupée par les problèmes sociaux associés aux grandes villes et qui accompagnent, selon eux, les projets de modernisation. Pour le moment, la drogue, la prostitution, les kidnappings et le vol ne constituent pas des enjeux criants à REINA.

En bref, quelques répondants ont dit redouter l'expropriation foncière tandis que d'autres ont peur que le projet ne bénéficie qu'aux gens des plaines ou de la côte. Voici quelques témoignages exprimés lors de l'enquête:

*«I will not be affected because I will be dead already!».*

Elmer Revellame, *barangay* Silangan, Infanta

*«I saw the plan and we are opposing the project because it will not make things better».*

Napoleon Bindicho, chef Agta, General Nakar

*«The project will be good for exports but we are not involved. The Dumagats from Lagmak are peace-loving and don't understand those issues. We wish to avoid conflict».*

Ernesta Adornado, Dumagat, Infanta

*«Roxas offered 125 million PHP to have free access to our lands in Umiray. Four people from Green Circle approached me to sign a paper. They also tried to buy 500 ha in Lagmak to build an airport».*

Gouverneur Telma P. Aumentado, *barangay* bantilan, Infanta

La mairesse d'Infanta croit que M. Roxas et le maire de General Nakar partagent la même conception du développement futur de REINA, mais elle prétend que le sentiment général face aux grands projets en est un de résistance, particulièrement de la part des Dumagats. Elle évoque la possibilité que le *Master Plan* soit en réalité une tactique de diversion pour opérer des activités illégales d'exploitation forestière et minière à General Nakar. Cette interprétation est aussi partagée par *Father Pete*, du TCD.

En 2000, le secrétaire d'état du DENR, M. Alvarez, a accordé un *Timber Licence Permit* (TLP) à M. Roxas. Par la suite, son successeur, M. Defensor, a tenté de révoquer ce permis sur des bases d'accusation de bris de contrat de la part de la compagnie Green Circle. En somme, Mme America juge qu'un plan visant faire de REINA la prochaine Singapour ou Hong Kong d'Asie du Sud-Est est irréaliste. À noter que le maire de Real a dit ne pas être au courant du *Master Plan*, mais confirme que des témoignages ont été rapportés à l'effet que des opérations de coupes forestières illégales aient été relevées dans le « Roxas *Hacienda* » à General Nakar.

À cet effet, l'évêque Labayen a indiqué qu'outre la classe politique corrompue de Manille et quelques « politiciens de village », la plupart des acteurs clés dans le dossier s'opposent aux visions grandiloquentes d'un M. Roxas ou autre. Par exemple, le membre du congrès philippin, représentant le Nord de la province de Quezon, M. Raphael Nantes, natif des *Pollilo islands*, s'oppose au *Master Plan*.

Quoiqu'il en soit, l'évêque Labayen a encensé la perception de la mairesse F. G. America en ce qui concerne la joute politique derrière le développement futur de REINA. Le gouvernement de la Présidente Gloria Macapagal Arroyo appuierait

la compagnie Green Circle, et Romeo Roxas, dans ses ambitions de faire de REINA une zone de développement économique agressif. Par ailleurs, M. Roxas entretiendrait actuellement de bonnes relations avec le maire de General Nakar, M. Avelleneda Sr. Cela ne serait pas étranger à la construction d'une villa luxueuse que ce dernier s'est offert récemment, au cœur de sa municipalité.

Finalement, un amendement destiné à renforcer le CARP a été adopté en 2002; celui-ci stipule que tous les projets de transformation foncière devront être approuvés par le représentant municipal du DAR. M. Viado a affirmé ne jamais avoir été interpellé par M. Roxas ou son entourage.

---

## CHAPITRE V

### L'état du développement local

---

#### 1. Le profil socioéconomique de la paysannerie

À REINA, 78% des ménages disent vivre sous le seuil de la pauvreté, soit avec moins de 60 000 PHP par année, 14% avec un revenu entre 60 000 et 100 000 PHP et 8% avec un revenu supérieur 100 000 PHP (1820 \$US). Le tableau 5 montre un taux de pauvreté relativement moins élevé pour l'ensemble de la province de Quezon. Les disparités régionales s'expliquent en partie par les rapports entre les centres et leurs périphéries. Ainsi, le sud de la province, où se situe la capitale Lucena City, est plus peuplé et bénéficie d'une plus grande concentration des pouvoirs et des richesses. De plus, l'éloignement ou la proximité par rapport au marché principal de Manille ainsi que la qualité des infrastructures qui en régulent l'accessibilité sont au centre des différences inter scalaires. Le tableau 5 évoque aussi la liaison entre les taux de pauvreté et d'emploi agricole. Si le Sud de Quezon, les provinces de Rizal, Cavite, Laguna et Batangas sont en phase d'industrialisation rapide, REINA échappe pour le moment au développement économique moderne.

- Tableau V -  
Comparaison entre pauvreté et emploi agricole

	REINA	Quezon	Philippines
<b>Taux de pauvreté</b>	78%	33%	40%
<b>Taux d'emploi agricole</b>	54%*	40%	35%

\* Agricultures et pêches combinées.  
Source : PSY, 2004; NSCB, 2004.

Même si certains auteurs évoquent la tendance actuelle à la décentralisation des pouvoirs (Pasicolan et al., 2001), il apparaît inexact de conclure à une plus grande autonomie à l'échelle locale. REINA est représentative du fonctionnement de la société aux Philippines dont certaines caractéristiques remontent à l'époque coloniale espagnole. Le meilleur exemple, outre la

question agraire, est celui de la structure administrative hyper-hiérarchisée, faisant d'une municipalité moyenne une émule de Quezon City, le centre administratif du gouvernement national. L'obligation des instances régionales, provinciales et locales de se plier aux dictats des politiques nationales, souvent inadaptées, ne fait que freiner les efforts communautaires orientés vers une gestion durable des ressources naturelles et du territoire et ce, malgré l'adoption du *Local Government Unit Code* en 1992 (Li, 2002 et Top, 2003).

### 1.1 Les activités principales

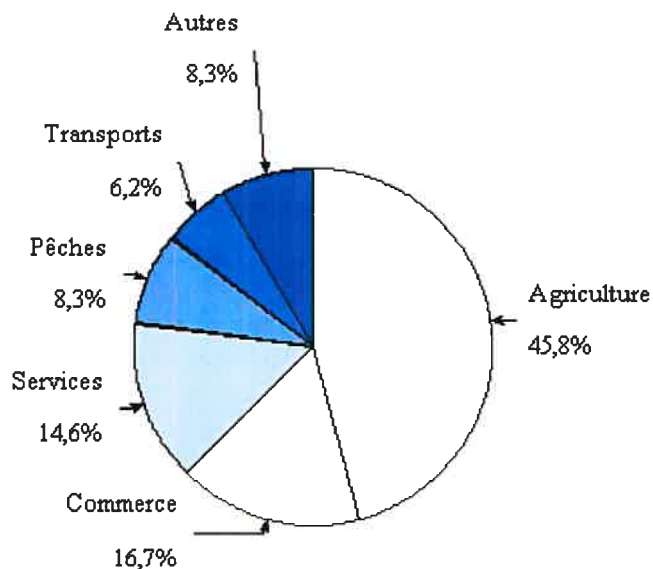
Une majorité de la population active travaille dans le secteur primaire, une autre portion importante travaille dans le secteur tertiaire alors que la main-d'œuvre d'un secteur secondaire industriel et manufacturier est pratiquement inexistante.

*«According to the livelihood report of the 1995 Census, 45% of the working population was engaged in agriculture and fishery while another 41% was engaged in trade and services. Others (14%) were engaged in quarrying , manufacturing, construction and utilities. However, there is a need to update data for livelihood since there is an expected change in the livelihood composition because of the recent catastrophe.»*

MDCC, 2005

- Figure 7 -

#### Répartition des sources principales de revenu, REINA, 2005



### 1.1.1 La production agricole et les pêches

L'agriculture est actuellement la principale source d'emploi des gens actifs à l'échelle de REINA. Quotidiennement, 45,8% des gens interrogés disent s'adonner au travail de la terre. De ceux-là, une majorité (55,6%) cultive le riz (*palay*) en culture principale. Il s'agit, comme ailleurs en Asie, de la denrée alimentaire de base. En 1998, la riziculture et la coco-culture se partageaient à elles seules, la quasi totalité des terres agricoles d'Infanta (Municipalité d'Infanta, 1999). La récolte du riz se fait deux fois par année et elle offre généralement un meilleur rendement durant la saison sèche avec une production d'approximativement 2 500 kilos de paddy à l'hectare, comparativement à environ 1 500 kilos à l'hectare durant la saison humide. Certains riziculteurs arrivent à produire un léger surplus qui est par la suite écoulé sur le marché local à un prix moyen de dix pesos philippins par kilo. Une fois les besoins du ménage assumés, les surplus ne sont en général pas très grands; quelques-uns ont parlé de 50 à 100 kilos par récolte tout au plus. La semence se fait une fois en décembre puis une autre fois en juin. Pour un hectare de culture, on sème quatre contenants standards de graines auquel on ajoute quatre sacs d'engrais achetés au prix moyen de 900 PHP l'unité. La première récolte se fait aux mois de février et mars, puis la deuxième en octobre et novembre. Dans le but d'accélérer le travail de la récolte, les producteurs qui ne possèdent pas de tracteur à main (kubota) doivent en louer un au prix moyen de 150 PHP/heure.

La deuxième culture principale en importance est celle de la noix de coco qui occupe 22,2% des agriculteurs; 27,0% en culture secondaire. La récolte se fait trois ou quatre fois par année. Certains disent pouvoir tirer des revenus d'un minimum de 4000 pouvant aller jusqu'à 10 000 PHP par récolte. On obtient entre 20 et 30 noix de coco par cocotier par récolte et on compte environ 100 cocotiers par hectare de culture. La noix de coco non transformée se vendait en 2005 à un prix moyen de cinq pesos philippins l'unité sur les marchés locaux. En vendant la totalité d'une production d'environ 2000 noix, on obtient un revenu

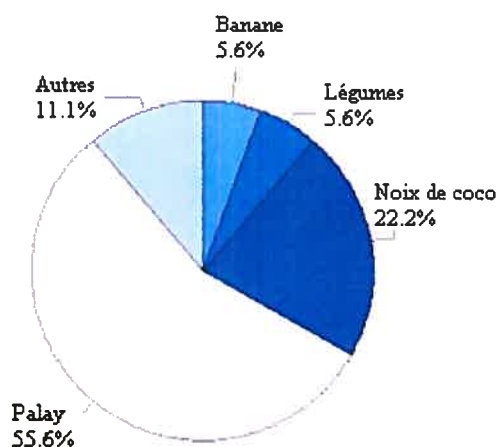
approximatif de 10 000 PHP, trois ou quatre fois par année. Pour la plupart des producteurs de coco, c'est la vente du copra qui est la plus profitable. En effet, le copra est la partie charnue de la noix de coco, celle dont on peut extraire l'huile et une gamme de sous-produits alimentaires. Une fois que l'on a retiré le péricarpe de 2000 noix on obtient environ 400 à 600 kilos de copra.

*«Part of the production of copra is regulated in Lucena were the totality of production is sold. In Lucena, copra is transformed in sub-products such as oil. Copra prices fluctuate a lot; only in 2005 it went down to 11.50 PHP/kilo to a high of 21.00 PHP/kilo».*

Francesca Boneo, *barangay* Pesa, General Nakar

Outre le riz et la noix de coco, les agriculteurs de REINA produisent une panoplie de légumes et de fruits. Les bananiers (5,6% en culture principale et 40,0% en culture secondaire) et les broméliacées (variété ananas) se retrouvent régulièrement parmi les cocotiers dans les plantations. Les racines de *casaba*, les *lanzones* et les mangues poussent sans entretien et sont récoltées la plupart du temps sans formalité quant à la propriété. Il y a néanmoins un marché pour ces produits qui sont écoulés dans quelques points de vente centraux tel que le marché public d'Infanta.

- Figure 8 -  
Principales productions agricoles, REINA, 2005

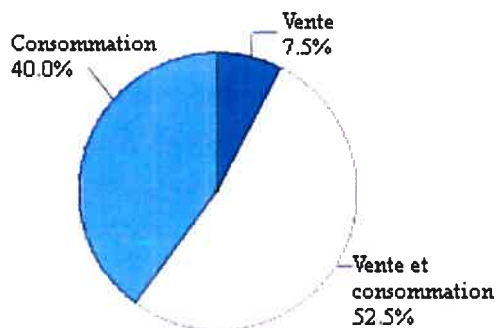


La pêche, l'autre activité principale du secteur primaire, occupe 8,3% de la population. Un pêcheur peut gagner entre 200 et 300 PHP par jour si la pêche est bonne. Comme le salaire est à commission, une journée sans prise ne rapporte rien. Les pêcheurs qui ne possèdent pas leur propre bateau (*bangka*), reçoivent leur salaire sous la forme d'une quantité de poisson, la plupart du temps environ dix kilos. À cela peut s'ajouter, occasionnellement, un salaire de 100 PHP par jour de travail. Deux types de pêche sont pratiqués à REINA. Dans un premier temps, il y a la pêche dans les bas-fonds côtiers dont on obtient des poissons (thon, *bagnus*, tilapia, dorade, etc.) ainsi que des fruits de mer (crabe, homard, crevette, pieuvre, etc.). Dans un deuxième temps, il y a la pisciculture et la crevetticulture dans les écosystèmes littoraux: les forêts de palétuviers ou mangroves. À Infanta, ce type de pêche occupait 76 ha en 1985, en 1999 la superficie avait été multipliée par 15, à 1177 ha (Municipalité d'Infanta, 1999). De cela, 56% étaient en propriété privée et 44% avec un bail gouvernemental valable pour 25 ans (*Fishpond Lease Agreement*). En 1997, la production totale était de 225 tonnes métriques dont 170 de *bagnus* (*milkfish*). Par jour de travail, un pêcheur de crevette peut rapporter de deux à cinq kilos qu'il revendra à un prix variant de 50 à 180 PHP/kilo, selon la grosseur des prises et l'offre sur les marchés local et extérieur. Dans les mangroves côtières de Real, on a récemment ajouté huit hectares à la zone piscicole. On y élève principalement des quantités exportables de *bagnus*, le poisson national.

La plupart des agriculteurs et des pêcheurs (52,5%) produisent à la fois pour des fins de consommation personnelle et pour de la vente. Celle-ci se fait sur le marché local principalement, mais aussi sur celui de la capitale provinciale, Lucena City, et même sur celui de Manille. Une proportion presque aussi importante de producteurs (40%) consomme la totalité de sa récolte. Enfin, une petite proportion (7,5%) vend tout ce qu'elle produit ou récolte.



- Figure 9 -  
**Répartition des principaux usages des produits de  
 l'agriculture et des pêches, REINA, 2005**



### 1.1.2 Le commerce et les services

Le commerce au détail, la restauration, les services publics et les transports composent le deuxième secteur d'activité principale en importance à REINA. Une proportion de 37,5% des gens s'adonne au commerce des produits agricoles, forestiers ou halieutiques. Ce secteur est associé à un revenu plus élevé pour ceux qui y déploient leur force productive. Par exemple, un chauffeur de tricycle qui possède son véhicule gagne en moyenne 300 PHP par jour comparativement à un producteur de coco qui gagne en moyenne 100 PHP par jour.

Les autres activités sont fragmentaires (8,3%). Un très faible pourcentage des gens interrogés, dit vivre des rentes provenant d'un revenu foncier. Les rentiers sont très réticents et difficiles d'accès dans le cadre d'un sondage sur les revenus. En contrepartie, les gens ayant des sources de revenus plus instables sont plus accessibles, mais tendent à dramatiser leur situation.

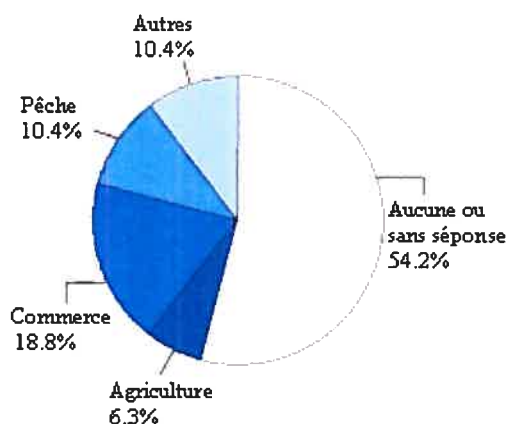
En lien direct avec la catastrophe de 2004, un marché légal s'est ouvert pour la population locale suite à une autorisation spéciale du DENR qui a permis, pour une période d'un an, la production d'*uling* (charbon de bois). Afin d'aider le

déblayage et par le fait même l'accroissement des revenus des ménages, toutes les branches ou racines de moins de 10 cm pouvaient être amassées pour produire du charbon. Ce revenu supplémentaire a représenté une manne pour les plus démunis qui ont pu récolter en moyenne 50 PHP par sac, à une cadence de production de dix sacs par semaine.

## 1.2 Les activités secondaires

Parmi la population interrogée, 45,8% des gens pratiquent aussi une activité secondaire sur une base quotidienne. Il faut noter que la plupart des gens qui ont comme activité principale l'agriculture pratiquent aussi, dans une proportion de presque 100%, une activité secondaire. La plupart (18,8%) font le commerce de leur production agricole, 10,4% pratiquent la pêche et 6,3% l'agriculture. Ceux qui pratiquent la culture du cocotier doivent généralement dépendre d'une deuxième source de revenu puisque les produits du cocotier sont très faiblement rémunérés (De Koninck, 2005). La culture du cocotier exige beaucoup moins de travail que celle du riz et les bénéfices ne peuvent devenir intéressants que si cette culture est pratiquée sur de grandes superficies. À REINA, les exploitations sont généralement de petite taille.

- Figure 10 -  
Répartition des principales activités secondaires, REINA, 2005



## 2. Les projets publics de développement (CLUP)

Selon les structures administratives en place, celles-ci poursuivent des objectifs de développement qui tendent généralement, du moins au niveau des intentions, à l'amélioration du bien-être de la communauté. Chaque municipalité élabore périodiquement (tous les cinq ans environ ou lorsque c'est nécessaire) un CLUP (*Comprehensive Land Use Plan*). Ce plan d'aménagement répond à la stratégie de développement élaborée par l'administration.

La municipalité d'Infanta n'a pas de CLUP à jour et, pour le moment la mairesse America se contente d'émettre des idées générales. Il faut savoir que la production d'un CLUP représente une dépense onéreuse pour les petites municipalités. Mme America connaît bien les dossiers locaux et régionaux et son ambition profonde est de faire de REINA le bassin vivrier (*food basket*) du nord de la province de Quezon. Le développement de l'agro-business (agriculture, pisciculture, agroforesterie) doit se faire dans une perspective durable et c'est pourquoi elle avance des projets de restauration des mangroves qui, selon elle, constituent des écosystèmes riches et prometteurs. Elle aimerait aussi, durant son mandat, développer des programmes universitaires dans la région. Son approche globale est fondée sur l'équilibre écologique, la promotion du tourisme par le développement de stations balnéaires de luxe, l'amélioration des infrastructures urbaines, et la lutte contre la pêche illégale et la consommation de drogue chez les jeunes.

À Real, même son de cloche, le CLUP est à refaire au complet. Le maire mise sur des projets en agroforesterie qui sont présentement au stade de la conception. On voudrait y développer des cultures de bananes ou d'*abaca* (chanvre de Manille) et de *ilang-ilang*, une plante dont on extrait une fragrance de la fleur.

À General Nakar, tel qu'évoqué précédemment, le CLUP est en redéfinition et il est difficile de connaître les patrons du développement futur de cette

municipalité. Dans le plan qui devait être valable pour 30 ans, on a donné des indications inspirées des principes du développement durable et sur les bases desquelles on disait vouloir développer l'écotourisme (Municipalité de General Nakar, 2003).

### **3. Les chantiers de la croissance économique**

Des efforts sont déployés, aux échelles locale et nationale, pour diversifier l'économie et sortir la région de sa dépendance à l'endroit de l'agriculture et par le fait même d'un état de pauvreté chronique.

#### **3.1 Les versements des OFW**

Depuis quelques décennies, les travailleurs philippins sont devenus des appréciés partout dans le monde. En 2005, pas moins de 10% de la population totale du pays travaillaient temporairement ou en permanence à l'extérieur du pays (PSY, 2004). En 2000, les sommes d'argent expédiées par les travailleurs d'outre-mer à leur famille demeurant aux Philippines représentaient en moyenne 11,1 % des sources de revenu des foyers philippins (PSY, 2004); REINA n'échappe pas à cette tendance lourde à l'échelle nationale. Environ 16% des ménages interrogés avaient un lien direct ou indirect avec ce phénomène grandissant. Dans la plupart des cas, il s'agit d'un, parfois deux enfants, ayant réussi à dénicher un contrat ou une permanence à l'étranger à titre d'ouvrier dans une manufacture d'ordinateurs à Taiwan, de marin à Miami, d'ouvrier de chantier pétrolier à Djedda ou Abou Dhabi, de ménagère à Séoul, etc. Quelques-uns sont des ex-travailleurs d'outre-mer revenus à la maison après la fin d'un contrat ou parce qu'ils n'arrivaient plus à vivre éloignés de la famille.

*«My husband is an NGO worker and I manage the store. All of our children have gone or are going to college. We have one daughter in Florida USA that remits money every year providing for the education of her brothers and sisters».*

Yolanda Umali, *poblacion 1*, Infanta

Dans les faits, ce phénomène contribue à modifier le paysage de REINA de façon particulièrement apparente en ce qui concerne la construction de nouvelles habitations aux architectures luxueuses offrant un contraste vif avec l'environnement rural. De plus, les revenus supplémentaires générés par les versements contribuent dans plusieurs cas à défrayer les coûts de l'éducation des jeunes membres de la famille. Ces derniers visent à devenir infirmiers ou informaticiens pour à leur tour dénicher un emploi à l'étranger et espérer sortir définitivement la famille de la pauvreté.

- Figure 11 -  
**Contrastes architecturaux entre le paysage traditionnel et le nouveau paysage des maisons de famille d'OFW**



### 3.2 Le tourisme

L'industrie touristique aux Philippines souffre de la très mauvaise réputation du pays à l'échelle internationale en matière de sécurité intérieure. Cette conjoncture ne décourage pas pour autant les acteurs économiques ayant flairé les nombreux avantages que peut procurer une mise en valeur des paysages paradisiaques qui caractérisent certaines îles du pays. En cela, REINA, plus

particulièrement la municipalité de Real, constitue un pôle d'attraction mineur pour les touristes nationaux et internationaux. En 2005, celle-ci comptait 30 restaurants et hôtels de gamme moyenne (Municipalité de Real, 2004). Les plages y sont d'apparence médiocre puisque constituées d'un sable à granulométrie relativement grossière. De plus, l'arrière-plan qu'offre les reliefs du Sierra Madre est triste à observer en raison de la multiplication des marques laissées par les glissements de terrain, sans compter le chaos généralisé que dépeint une quantité phénoménale de billes de bois et d'arbres déposés par les eaux torrentielles de 2004.

Hormis ces considérations, il n'en demeure pas moins que REINA possède un potentiel d'attrait touristique indéniable, caractérisé, entre autres, par la qualité et la richesse, bien que menacées, de ses écosystèmes côtiers. Le foisonnement et la variété d'espèces aquatiques, poissons et fruits de mer, dont la fraîcheur et le goût font la fierté des restaurateurs locaux, constituent probablement l'atout principal de la région lorsque vient le temps de se vendre aux touristes du Sud de la province et des provinces avoisinantes dont fait partie la grande Manille.

C'est à la fin des années 1930 que fut terminée la construction de la route reliant les municipalités de Famy, localisée au nord-est de la province de Laguna, et d'Infanta (Municipalité d'Infanta, 1999).

*«Access through land from the municipality of Real and neighboring province Laguna may be cut off should a landslide occur along the Famy-Real-Infanta Road. The only other land access to Infanta is through the municipality of General Nakar. However, such access is very limited because the latter town is also prone to landslides and flashfloods, as it is also located along the Agos River and Sierra Madre Mountain. Furthermore, the only land access to it is through Infanta. As such, the only other access to Infanta is through sea and air.»*

MDCC, 2005

En 1989, débutaient les travaux du chantier de la route qui doit relier l'est de la métropole philippine à REINA. L'achèvement des travaux de construction de la Marcos Highway, une route quasi rectiligne, est au cœur des préoccupations de

la mairesse d'Infanta. Elle est persuadée qu'un boom régional incroyable résultera de cette nouvelle liaison routière. C'est pourquoi elle encourage très fortement ses concitoyens à ne pas céder à la spéculation foncière qui prend de l'ampleur. Elle veut que le milieu de vie conserve ses racines.

*«The President(GMA) said the road project would enable Quezon to catch up with other provinces in the CALABARZON (Cavite-Laguna-Batangas-Rizal-Quezon) economic zone in development.»*

Manila Bulletin, April 18<sup>th</sup> 2004

Le gouvernement central poursuit ses efforts d'intégration du sud de Luçon, dans ce cas-ci plus particulièrement le nord de la province de Quezon, à l'entité urbaine qu'on appelle désormais Mega Manila. Ce terme fait référence au plus gros centre d'achat des Philippines du nom de *Mega Mall*, situé sur la très célèbre avenue manillaise, EDSA (*Epiphanio Delos Santos Avenue*).

### 3.4 Les mines

En 1995, le gouvernement des Philippines dirigés par F. Ramos a cherché à relancer un secteur minier devenu anémique depuis le début des années 1980.

*«Benjamin Philip Romualdez, president of the country's Chamber of Mines, says these resources rank the Philippines as potentially the world's fourth- or fifth-largest nickel miner. At a current world price of about \$14,850 a ton, the country holds between \$297 billion and \$371 billion worth of nickel — enough to pay the \$70-billion national debt more than four times over.»*

Manila Bulletin, August 26<sup>th</sup> 2005

Dans un premier temps, le *Philippine Mining Act – Republic Act # 7942* permet aux compagnies étrangères voulant investir au pays de posséder jusqu'à 100% des nouvelles concessions minières. Dans le contexte économique mondial actuel, il s'agit d'un avantage comparatif alléchant pour les grands producteurs de minerais tels que les compagnies chinoises et les multinationales occidentales. Selon les clauses de la loi de 1995, celles-ci peuvent rapatrier tous les profits,

investissements et équipements compris. De plus, elles ont une garantie légale qui les prémunissent contre toute tentative d'expropriation par l'État, à laquelle s'ajoute une promesse d'expropriation d'installations agricoles ou autres faisant obstacle au développement de la concession minière. La loi sur les mines comporte aussi des clauses garantissant un accès prioritaire aux sources d'eau sur le territoire des concessions (PNJP, 2006).

Au cours du premier trimestre de l'année 2006, des investissements directs étrangers, dans différents projets miniers aux Philippines, devant totaliser 3,1 milliards de \$US, ont été annoncés par des dirigeants de compagnies étrangères lors d'une conférence devant le *Philippine Chamber of Mines* (*Philippine Daily Inquirer*, February the 3<sup>rd</sup>). Parmi ces projets, celui de la compagnie chinoise Jinchuan non ferrous Corporation prévoyait investir un milliard de dollars US dans la région de General Nakar et de Dingalan, dans la province d'Aurora (*Philippine Daily Inquirer*, October the 2<sup>nd</sup> 2005), ce qui correspond précisément, sans toutefois être évoqué dans l'annonce, à l'emplacement de la Roxas's *hacienda*.

Présentement, aucune compagnie étrangère ne s'est implantée à General Nakar, mais le cadre provincial du DENR, M. Emrich M. Borja, a dit que les activités minières dans la région étaient en progression et qu'il s'agissait d'un véritable fief pour la corruption. L'évêque Labayen est allé plus loin dans son témoignage en évoquant directement les contradictions entre la loi sur les mines de 1995 et celles sur les populations indigènes de 1997 (IPRA). Tel que mentionné précédemment, le *Philippine Mining Act* autorise l'État à enlever tout obstacle pouvant constituer un frein au développement minier par les compagnies étrangères alors que certains titres de propriété accordés aux domaines ancestraux par l'IPRA se trouvent directement sur des gisements qui font l'objet de leur convoitise. Ce problème est répandu aux Philippines et la bataille entre les acteurs est féroce. Les pressions sur les ressources non renouvelables telles



que le bois et les minerais n'ont jamais été aussi fortes. Pour dénouer l'impasse, la Présidente Arroyo a décrété un nouveau règlement en date de 2005 classifiant toute terre ancestrale non certifiée par un CADT (*Certificate of Ancestral Domain Title*) comme étant *A & D (Alienable and Disposable)*, ouvrant ainsi la voie à une exploitation étrangère des ressources minières des Philippines sans restrictions légales. Cela se traduit aussi par la fin d'une ère de collaboration entre Manille et les populations locales du pays - les indigènes, les rebelles communistes et clergé catholique - qui avait jusque là trouvés des terrains d'entente ayant relégué à de l'histoire ancienne des siècles de colonialisme cassant.

*«Communist guerrillas<sup>18</sup> have warned that foreign mining activities in rebel-influenced areas faced potential armed attacks, but Chinese businessmen seeking to invest in a nickel project in the country are unfazed.»*

Asian Journal, February 8<sup>th</sup>, 2005

*«[...] persuading the world's top miners to spend the cash to unlock vast reserves in a politically volatile country, where ore grades are low and investors face opposition from indigenous groups and the powerful Catholic church, will not be easy.»*

Manila Bulletin, August 26<sup>th</sup> 2005

---

<sup>18</sup> «The CPP leads the 8,000-member New People's Army (NPA), which has been waging a 36-year Maoist-style campaign in wide areas of the archipelago. The government suspended peace talks with the communists last year. The Moro Islamic Liberation Front (MILF), fighting for over three decades for an independent state in areas it considers Moro homeland, on the other hand, is demanding that the local community get a share» (Asian Journal, February 8<sup>th</sup>, 2005).

---

## CHAPITRE VI

### Les stratégies d'adaptation

---

#### 1. L'arène des perceptions

Deux processus majeurs ont des impacts divers sur la vie des gens du monde entier en ce début de 21<sup>e</sup> siècle. À REINA, le réchauffement climatique global et la mondialisation capitaliste sont connus d'une majorité de gens. En effet, 55,1% ont répondu être au courant que le climat global se réchauffe alors que 51,0% ont conscience de vivre dans une économie capitaliste aux ramifications ubiquistes. Cela dit, les connaissances sont limitées et la plupart des gens interrogés avaient beaucoup de peine à formuler ce que ces processus représentent dans leur quotidien.

##### 1.1 Le réchauffement climatique global (pag-init ng mundo)

De ceux qui se disent au fait du phénomène de réchauffement climatique, très peu sont en mesure de l'expliquer et d'identifier ses enjeux principaux. Une fraction minoritaire de ceux qui se disent conscients, mentionne que le réchauffement climatique a pour cause la destruction de l'environnement naturel et comme conséquence un déséquilibre écologique, responsable des sécheresses et des inondations. Hormis cela, une certaine confusion se dégage des propos relevés. Par exemple, un répondant a dit que la catastrophe climatique de 2004 était liée au réchauffement global alors qu'un autre a évoqué un lien avec l'expropriation des familles de leur terre entraînant des effets psychologiques.

Plusieurs réponses se rapportent à l'agriculture et à la pêche. Certains disant que le réchauffement affecte directement à la baisse le rendement de leur riziculture et la quantité de poissons dans l'océan. Un agriculteur a mentionné que les saisons de semence ont changé; un autre qu'il est devenu difficile de travailler

dans les champs à cause du soleil ardent et de la diminution de l'épaisseur de la couche d'ozone. Dans le même ordre d'idées, un pêcheur a dit qu'il ne pouvait plus pêcher aux mêmes heures que dans le passé à cause des chaleurs extrêmes.

Par ailleurs, quelques-uns ont établi des liens erronés en confondant le phénomène de la hausse des températures à l'échelle globale et leur milieu de vie tropical caractérisé par des températures chaudes. D'autres ont fait des commentaires plus ou moins fondés en disant se souvenir d'une époque à laquelle les températures étaient moins chaudes. Enfin, seulement deux répondants, sur un total de 49, ont dit ne pas encore être affectés par le réchauffement climatique global.

### **1.1.1 Les Dumagats et les Agtas**

Les minorités ethniques ont un rapport à la terre qui est beaucoup plus viscéral que celui qu'entretiennent les Tagalogs ou autres ethnies dominantes. Leurs modes de vie plus traditionnels sont directement liés à leur niveau de scolarité. Néanmoins, ceux-ci sont très sensibles aux changements climatiques en raison de leur genre de vie agricole hyper-dépendant du climat. Au sujet du réchauffement climatique, une femme, membre de la communauté Agta, a évoqué les problèmes de santé liés à la qualité de l'eau. Selon elle, les pluies trop abondantes sont cause de maladie.

#### **1.1.1.1 Les sources de la perception**

La télévision et les médias de masse sont omniprésents dans le monde rural aux Philippines et agissent à plusieurs égards comme principale source d'information ou d'influence culturelle (Kelly, 1999). Néanmoins, le travail de sensibilisation des ONG et de certains organes administratifs, généralement plus rigoureux, réussit dans une moindre mesure à atteindre la population.

- Tableau VI -  
**Véhicules des perceptions relatives au réchauffement climatique,  
 REINA, 2005**

<b>Moyens de transmission de l'information</b>	<b>%</b>
Médias de masse	58,3
ONG locales	16,7
Voisinage	12,5
Organes administratifs	12,5

### 1.2 La mondialisation

Depuis déjà longtemps, les conséquences de la mondialisation sont apparentes dans le quotidien de chacun. Les habitants de REINA entrent en contact quotidien avec le reste du monde, d'abord à travers les produits de consommation importés, par les médias de masse, les uns et les autres véhiculant les influences culturelles et politiques de l'Espagne, des États-Unis et de la Chine principalement, et ensuite grâce à leur lien avec le nombre croissant de jeunes travailleurs locaux séjournant à l'étranger. Les répondants ont évoqué des mots tels que compétition, ressources, production, milieu de vie, culture, capitalisme, marché, pouvoir d'achat, marchandises, affaires, fertilisants, importations et autres en association avec le thème de la mondialisation. Bien que les liens entre toutes ces notions ne soient pas expliqués avec détail et nuance, il apparaît que plusieurs individus, affirmant être au courant de ce qu'est la mondialisation, ont conscience des principaux mécanismes qui régissent celle-ci.

*«It affects livelihoods because of competition for resources/production. As consumers we are suffering from high cost prices of products».*

Carmencita M. Suaverdez, *barangay* Anoling, General Nakar

*«Cultural gap between peoples and affects the Filipino products. Capitalism».*

Rizalito T. Astrero, *barangay* Magsikap, General Nakar

*«For ordinary coconut producers it's the world market fluctuations. For example the soy bean production affects the copra demand and translates in low income and low purchase power».*

Alfredo N. Darag Jr., *poblacion 1*, Real

La plupart des commentaires sont péjoratifs et dénonciateurs des iniquités et des injustices que causent les politiques de libre-échange économique. La population reconnaît que l'économie des Philippines n'arrive pas à être concurrentielle face à celles des pays développés. Quelques-uns associent la mondialisation à la corruption de leurs élus et à la pollution de leurs écosystèmes côtiers à cause, par exemple, de l'augmentation du trafic portuaire. Un agriculteur mentionne qu'il importe des fertilisants à bas prix sans même savoir s'ils seront adaptés au type de sol qu'il cultive. En contrepartie, un répondant a dit ne pas être affecté puisque cela ne concerne que les pays en guerre alors qu'une répondante qui fait le commerce de produits alimentaires secs, a prétendu à son tour que la mondialisation lui est généralement profitable puisqu'elle fait du profit en vendant de telles importations.

### **1.2.1 Les Dumagats et les Agtas**

Pour les minorités ethniques, les enjeux de la mondialisation se résument à une question de survie. Les pressions vers la modernisation des modes de vie se font plus fortes sur eux que sur quiconque. Leur défi principal est celui d'associer leurs traditions culturelles ancestrales à une valorisation de leurs modes de vie. À défaut de demeurer sous une cloche de verre, elles doivent se tailler une place dans un monde qui n'a pas toujours respecté le principe de l'intégrité territoriale et encore moins celui de l'intégrité physique et psychologique de ses habitants.

Malgré cela, un membre de la communauté Agta, Yolanda Moneta, dit ne pas avoir connaissance de la mondialisation puisqu'elle vit la plupart du temps dans

la montagne ou ce qu'elle appelle le domaine ancestral. Cependant, Napoleon Bindicho, chef des dissidents Agta entretenant des relations étroites avec le TCD du père Pete Montallona, dit être préoccupé par les effets de la mondialisation en ce qui concerne la sécurité alimentaire. Selon lui, le succès de la culture des légumes et des plantes, nécessaire à leur survie et au maintien de leur régime alimentaire traditionnel, dépend largement du recours aux engrais et pesticides. À cet égard, les maigres revenus obtenus de la vente d'une portion de leur production agricole ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins.

### 1.2.1.1 Les sources de la perception

Plus que pour le réchauffement climatique, les répondants ont dit avoir pris conscience de la notion de mondialisation à travers les médias de masse et les ONG locales. En outre, les questions économiques seraient davantage institutionnalisées que celles environnementales. En effet, lorsqu'il est question de réchauffement climatique, le dernier quart des répondants disent avoir connu le concept par le voisinage et les organes administratifs, alors que lorsqu'il est question de mondialisation, la majorité de ce dernier quart, soit environ 17%, disent avoir connu le concept par l'école et les institutions religieuses.

- Tableau VII -  
Véhicules des perceptions relatives à la mondialisation, REINA, 2005

Moyens de transmission de l'information	%
Médias de masse	66,7
ONG locales	16,7
École	8,3
Institutions religieuses	8,3

### 1.3 Les typhons (ng bagyo)

La population de REINA a été traumatisée par les événements désastreux de novembre et décembre 2004. Un typhon représente pour elle une menace

réelle rappelant périodiquement l'état de sa vulnérabilité. En fait, 79,5% des individus interrogés répondaient que les typhons sont pour eux très menaçants ou menaçants. Par ailleurs, environ 49,0% de ces mêmes répondants disaient ne pas avoir perçu une diminution de leur vulnérabilité à cet égard par rapport à la génération de leurs parents ou de leurs grands-parents. En contrepartie, des 51,0% qui ont dit avoir dénoté une amélioration, seulement 16,1% affirmaient être beaucoup mieux adaptés que leurs aïeuls.

La mémoire du climat est une faculté bien ancrée chez la plupart des agriculteurs. Au-delà de la menace, le climat est un allié indispensable à la bonne croissance des cultures. À REINA, la population a l'habitude d'un climat tumultueux. Si certains croient être mieux préparés aujourd'hui à cause des systèmes de prévention élaborés par la PAGASA, d'autres affirment que les CT sont plus puissants qu'auparavant et que, ligüés aux glissements de terrain et aux inondations, ils n'en sont que plus destructeurs.

### **1.3.1 Les Dumagats et les Agtas**

Selon Ernesta Adornado, 95 Dumagats sont décédés suite au passage des trois CT en 2004. De mémoire, il estime que plus d'un CT affectent la communauté chaque année, mais il a noté une intensification de leur puissance avec le temps. Pour différencier un typhon d'une tempête, le répondant dit se baser sur son sommeil : un typhon l'empêche de dormir! Plutôt pessimiste, ce dernier dit croire que les événements de 2004 se reproduiront.

## **2. La réponse concertée à la menace climatique**

En réaction à l'absence totale de stratégies de planification concertée par les autorités locales des trois municipalités de REINA, le gouvernement des Philippines a lancé en 2005, par l'entremise de plusieurs de ses organes en collaboration avec le PNUD le projet REINA. Ce consortium, dont faisait partie

Philvolcs, NDCC, MGB-DENR, les municipalités de REINA et ICDAI, a mis de l'avant des initiatives visant à faire de la région un modèle national en matière de gestion concertée des risques par la communauté ou *Community Based Disaster Risk Management (CBDRM)*. Les trois objectifs précis du projet consistaient à : 1) doter les municipalités de cartes géotechniques leur indiquant les endroits les plus vulnérables aux aléas naturels; 2) développer un système d'avertissement communautaire et 3) conscientiser et éduquer la population en ce qui concerne les enjeux de leur vulnérabilité au climat.

De plus, un an après la catastrophe, la mairesse d'Infanta prenait de front les défis de la gestion du risque. Dans un document produit par le MDCC (*Municipal Disaster Coordination Council*) intitulé, *2006 Rain-Induced Landslide/Flashfloods Disaster Preparedness Plan*, un premier appel à la concertation régionale était lancé. L'objectif premier étant de doter les unités gouvernementales locales d'un outil guide visant à organiser les communautés de sorte qu'elles soient mieux préparées lorsque surviendront des problèmes comparables à ceux vécus en 2004. Le plan comporte trois volets distincts. Le premier est axé sur le développement d'infrastructures et de réseaux de communication d'urgence. Le deuxième vise l'élaboration de stratégies d'intervention qui seront mis en oeuvre pendant la catastrophe. Le troisième porte sur des mesures de résilience visant à aider la communauté à se relever rapidement après la catastrophe.

## **2.1 La re-localisation des individus à haut risque**

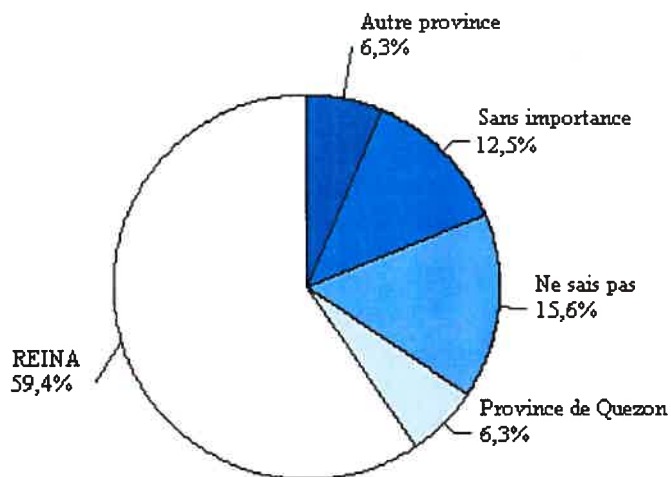
Plusieurs expertises, dont celle récente de Philvolcs qui a produit une cartographie des zones à risque dans la région, en viennent à la conclusion que la seule solution durable pour certains citoyens est de déménager. Bien que plusieurs s'opposent avec virulence à ce genre de solution à cause de son caractère drastique, 59,2% des chefs de ménage interrogés disent être ouverts à



une re-localisation (64% dans l'étude UPLB *Forestry*), la proportion augmente à 66,3% lorsque celle-ci est conditionnelle à une compensation financière. La plupart de ceux qui accepteraient de déménager souhaitent tout de même demeurer à REINA; à cet égard, le projet de logements à prix modique dans le *barangay* Agos-Agos à Infanta a été évoqué par quelques répondants. De plus, un membre de la communauté Agta a évoqué un projet d'habitations dans le *barangay* Minuan à General Nakar, proposé par la gouverneur Telma.

En ce qui concerne une migration vers la « grande ville », certains affirment que Manille est trop grande et que, sans éducation, la vie peut y être plus difficile qu'en campagne. Pour d'autres, une ville de taille moyenne, telle que Lucena City, offre des opportunités commerciales comportant moins de facteurs de risque.

- Figure 12 -  
Préférences de milieu de vie en cas de relocalisation, REINA, 2005



Le déménagement devient une solution dans la mesure où celui-ci laisse présager une amélioration du niveau de vie. Plusieurs des citoyens ayant eu à se réinstaller ailleurs après 2004 louent temporairement un logement dans les *poblacion*

(*barangay* urbains). D'autres, mieux pourvus, ont eu l'opportunité de construire une nouvelle habitation sur la propriété d'un parent.

*«We are renting since 2004 disaster. We relocated from neighbouring barangay Bantilan».*

Yolanda Umali, *poblacion*1, Infanta

*«We use to live close to Puerto Resort in Cawayan but our house was damaged by typhoon Yoyong and so we constructed a new house on my cousin's land last May».*

Amado Penamente, *barangay* Cawayan, Real

Les répondants qui sont les plus sensibles au sujet de la re-localisation sont ceux qui s'y opposent. Pour eux l'enracinement communautaire est tel que l'idée d'avoir à tout recommencer ailleurs est irrecevable.

*«For me its not the solution, the government must be responsible for implementing the solution in the area. Because if there is no logging, I'm sure there is no flooding and that the area will be less vulnerable. Why should I start over in another area, start a business, build a new house, find new schools, etc».*

Susan P. Plantilla, *barangay* Tudturan, Infanta

Un répondant raisonne ainsi:

*«From my knowledge of the Philippines in general, when relocation occurs, people complain of lack of livelihood and people wish to return where they came from».*

Alfredo N. Darag Jr., *poblacion* 1, Real

Un couple raconte qu'en migrant de la région de Bicol, située un peu plus au sud dans la même zone climatique, à Infanta, il recherchait un paysage lui rappelant celui de leur lieu d'origine.

*«We moved from Bicol in 2000 for better livelihood. Bicol and Quezon are close and similar!».*

Robert Banzuela, *barangay* Dinahican, Infanta

### **3. Les stratégies en vigueur ailleurs dans le monde**

Suite à l'étude des propositions de développement pour REINA, on est en droit de se questionner sur la crédibilité de tout projet qui sublimerait l'existence d'un phénomène récurrent dans le paysage local : soit le passage de CT. Est-il sérieux d'entrevoir un développement fulgurant alors qu'un scénario du type de celui vécu en Nouvelle-Orléans en 2005, bien que basé sur des facteurs particuliers à la ville reine du delta du Mississippi, est susceptible de se reproduire partout où l'hyper urbanisation est menacée par un climat dont la prévisibilité échappe toujours à la science?

Rappelons que la plupart des gens qui habitent la région n'ont aucun filet de sécurité privé et pratiquement pas de filet de sécurité sociale en dehors du monde paroissial. La plupart des pays en développement comptent des populations non-assurées face aux désastres naturels. Entre 1980 et 2004, près de 80 % des morts sont survenus dans des pays non assurés, mais près de 60 % des pertes économiques ont été enregistrées dans des pays industrialisés (Munich Re, 2004). Dans un futur rapproché on ne voit pas la situation changer dans le sens d'une plus grande équité entre les nations à cet égard.

Tel qu'évoqué antérieurement, trois grandes régions du monde sont particulièrement stressées par le passage de CT. Pour des raisons d'ordre culturel, politique et économique, certains pays vivent ces événements catastrophiques très différemment des Philippines.

#### **3.1 Le cas du Bangladesh**

Certaines régions du Bangladesh se comparent à des régions des Philippines, telle REINA. En 1988, ce pays a subi des inondations hors du commun, comparable à l'épisode de 2004 à REINA. Les scientifiques ont imputé les causes du désastre à des précipitations excessives, à une convergence des pics

du débit des trois rivières (Brahmapoutre-Jamuna et la Meghna), à un puissant remous marin qui a retardé le drainage du bassin et à un rehaussement du lit des rivières et des canaux d'écoulement causé par la sédimentation (eaux brunes) (Ahmad et Amhed, 2003). Les populations touchées ont souffert de la perte de leurs récoltes, de la destruction de leurs habitats et certains sont devenues des *flood-refugees*. La mesure d'adaptation la plus importante en réponse à ces problèmes a été la construction de berges (*embankments*) protégeant ainsi le milieu de vie des populations riveraines des rivières elles-mêmes. De telles installations ont l'avantage d'être peu coûteuses en termes d'argent sonnante; elles sont cependant peu efficaces devant des débits très élevés et ne durent qu'une vingtaine d'années lorsque bien entretenues. D'autres solutions mineures axées sur le développement de canaux d'irrigation devant aussi servir à hausser la production de riz ont montré des résultats mitigés. Plusieurs acteurs concernés concluent que les initiatives d'adaptations structurelles du gouvernement du Bangladesh depuis les années 80 se sont montrées plutôt inefficaces (Ahmad et Amhed, 2003). En contrepartie, l'installation de 66 stations hydrologiques (61 au Bangladesh et 5 en Inde), dont on utilise les données pour appliquer des modèles topographiques d'inondation à partir de systèmes d'information géographique (SIG), s'est avérée extrêmement efficace en termes de prévention des pertes. Cette efficacité dépend du délai (*lead time*) que les autorités ont pour sonner l'alarme en aval. Celui-ci est actuellement de 24 à 30 heures et bénéficierait grandement d'être augmenté à 48 et même 72 heures par l'achat d'équipements informatiques de pointe (Ahmad et Amhed, 2003). Le principe derrière la prévention est d'obtenir le plus rapidement possible les informations nécessaires à une meilleure préparation en vue de la tempête ou du déluge, ce qui n'exclut pas des mesures structurelles visant à renforcer la résistance des installations. Au Bangladesh, cela signifie coopérer avec l'Inde, le Népal et le Bhoutan pour le partage des informations météorologiques concernant les moussons. Pour les Philippines, il s'agirait davantage d'une coopération entre les États de la région Asie-Pacifique afin de développer un système de surveillance en mer.

---

## CONCLUSION

---

*«Inertia is manifest when institutions avoid decision-making, but are constrained by slowly evolving worldviews.»*

- Adger, 2000

L'actualité mondiale peut être résumée à quelques grands thèmes névralgiques dont celui de la pression démographique croissante, du métissage culturel, de la libéralisation des économies, de l'épuisement des ressources naturelles et de la dégradation généralisée de l'écologie terrestre. De ce contexte global, deux grands enjeux, intimement liés l'un à l'autre, émergent, soit le réchauffement climatique et la mondialisation économique. L'Accord de Kyoto est le résultat d'une conscientisation de la part de certains acteurs internationaux face à un défi historique sans précédent dont les causes se trouvent en grande partie dans les processus de la mondialisation. Celle-ci a, en partie, tracé la voie à la transformation des modes de production agricole et industrielle dont l'optimisation, depuis le 18<sup>e</sup> siècle, s'est traduite, entre autres, par une destruction progressive de l'environnement naturel par les sociétés. Ce constat met en perspective deux dynamiques saillantes de l'actualité : 1) le réchauffement du climat affecte d'abord et avant tout les populations les plus pauvres de la planète alors que celles-ci n'en portent à peu près pas la responsabilité historique et, 2) la libéralisation des économies, culminant actuellement avec l'industrialisation rapide de l'Asie et ayant pour effet de sortir notamment, des masses d'individus de la pauvreté absolue, ne fait qu'accentuer le problème du réchauffement climatique par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique.

### *La revanche du climat sur le système capitaliste moderne*

L'agriculture constitue l'activité humaine la plus répandue et parmi les plus anciennes. Elle nous rappelle les efforts persistants dévolus par les humains à la domestication de la nature. Bien que celle-ci occupe encore une place fondamentale dans les sociétés modernes, elle représente un secteur de

l'économie dont l'importance relative va en s'amointrissant. Cependant, en Asie et plus précisément aux Philippines, l'activité agricole demeure importante parce qu'elle occupe encore un grand nombre de ses habitants. Dans ce contexte agraire, les changements climatiques sont d'autant plus déterminants en ce qui concerne la vitalité économique du pays. L'étude a démontré que REINA est très vulnérable au passage de cyclones tropicaux; non seulement en raison de sa dépendance à l'agriculture et aux pêches, mais aussi en raison des effets des transformations territoriales et environnementales par la surexploitation commerciale de la ressource forestière. Tout cela est apparu de façon particulièrement saisissante en 2004 alors que les bassins hydrographiques locaux ont été incapables de contenir et absorber les précipitations intenses amenées par les cyclones tropicaux; pas plus que les plaines agricoles et les infrastructures n'ont été en mesure de résister aux torrents et les institutions en mesure de prémunir la population contre le drame social.

Dans un premier temps, le couvert forestier de Real, Infanta et General Nakar n'assure plus ses services écologiques de base qui, vraisemblablement, ont déjà joué un rôle déterminant dans la capacité des écosystèmes côtiers de la région, à se résilier suite au passage saisonnier des typhons. Dans un deuxième temps, il est nécessaire de remettre cette dégradation du couvert forestier dans le contexte de la transition agraire aux Philippines et plus largement de l'émergence de l'Asie dans l'économie mondiale. Actuellement, la dépendance des populations locales à l'endroit de l'agriculture et des activités primaires ne permet ni d'améliorer concrètement la gestion des ressources ni de moderniser les modes d'occupation du territoire.

#### *Le talon d'Achille de REINA*

Les informations recueillies dans le cadre de l'étude ont mis en évidence une distorsion entre les politiques et règlements promulgués par l'État et la réalité socio-économique des acteurs et citoyens locaux. À l'échelle de REINA,

cette distorsion se traduit concrètement par un système de gestion et d'exploitation des ressources naturelles se caractérisant principalement par le maintien de réseaux informels, d'activités illicites et de la corruption institutionnalisée. À l'opposé, un tel système, adapté à la réalité environnementale contemporaine de REINA dont la catastrophe de 2004 est un signal alarmant, serait orienté vers une réhabilitation effective des milieux naturels, elle-même soutenue par un développement économique régional durable.

Cinquante ans après leur division, les trois municipalités de REINA demeurent intégrées l'une à l'autre. Infanta constitue, par son poids démographique et historique, le centre économique et politique du nord de la province de Quezon. Le diocèse catholique de la ville reine y joue un rôle prépondérant dans l'organisation sociale. Par le truchement d'ONG telles que ICDAI, le SAC et le TCD, sa zone d'influence s'étend à la fois auprès des autorités administratives des différents paliers de gouvernement et auprès de la paysannerie et des minorités ethniques. Le clergé local a pris des positions fermes en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable. Cela devrait se faire par un progrès social s'élevant sur des valeurs chrétiennes telles que la famille, le partage et la compassion. À l'opposé, les politiciens et les bureaucrates semblent en perdition puisque ceux-ci se trouvent souvent au centre de toutes les controverses, peinant à instaurer une saine gestion des affaires de l'État. Le DENR et le DAR sont mis sur le banc des accusés parce que ceux-ci semblent incapables de mettre en application les lois et les règlements (IFMA, CARP et IPRA) dictés par le gouvernement national. Il n'est pas évident de réduire à des termes simples cette inertie gouvernementale. La culture de la mauvaise gestion prend ses racines dans l'histoire et dans le statut économique des populations concernées (Top, 2003). S'il est vrai d'affirmer que dans plusieurs sociétés développées le système judiciaire arrive généralement à soutenir adéquatement les règles de droit, il est tout aussi vrai de dire que le vieux dicton « *money*

*talks* » y a encore souvent le dernier mot. Cela n'est pas moins vrai pour une société telle que les Philippines où les règles de droit sont difficilement implantées, d'abord au cœur de sa bureaucratie et ensuite dans le discours citoyen. Les rapports sociaux informels et illicites apparaissent d'autant plus « normaux » dans un contexte où les travailleurs et les paysans se partagent des miettes. En ce sens, à l'échelle de REINA, les efforts de démocratisation de l'accès aux ressources du territoire par le biais de politiques préconisant la gestion communautaire ne semblent pas encore avoir portés de fruits.

D'autres pays, où les réglementations sont également si non plus sévères qu'aux Philippines, connaissent pareillement des problèmes dans la gestion de la forêt et, plus largement celle du territoire. Ce n'est donc pas nécessairement la réglementation qui fait défaut aux Philippines, autant que son application.

#### *Les enfants prodiges de REINA*

Sans prendre partie dans les débats politiques que suscitent les enjeux de la vulnérabilité aux changements climatiques à REINA, nous sommes forcés de constater que les institutions aliénantes, principalement celles qui freinent la transition agraire, sont lourdes et obsolètes. Outre l'incapacité apparente des réformes gouvernementales à transformer ces institutions, il faut noter l'absence d'infrastructures qui permettraient, même dans des circonstances plus favorables, de recentrer les mesures d'adaptation non pas sur l'économie, mais sur la culture, la société et l'environnement. Avec l'achèvement de la construction de l'autoroute reliant directement le cœur de REINA à celui du pays, la donne économique locale changera inéluctablement et sans doute assez rapidement. C'est pourquoi dans l'immédiat, les règlements concernant la gestion du territoire et de ses ressources, doivent être renforcés par le tissage d'un filet social qui saura mieux résister aux tentations du développement sauvage et irrespectueux de l'équilibre des écosystèmes. Actuellement, l'Église catholique se charge de cette mission à REINA, mais est-ce le meilleur acteur pour jouer ce



rôle? Avec le contrôle militaire des forces rebelles communistes et des populations indigènes, il ne reste que les bureaucrates et/ou les ONG non catholiques pour prendre le relais. Malheureusement, le régime politique, principal concerné, est vicié et seule une réforme en profondeur viendra à bout de plusieurs décennies d'instabilité caractérisée par l'élitisme et l'absence de moralité servant les intérêts supérieurs de la nation. Les germes d'une telle transformation passent vraisemblablement par la construction d'une idéologie nationaliste forte ne s'appuyant pas obligatoirement sur les doctrines du maoïsme, du marxisme-léninisme ou de la théologie libératrice.

Aujourd'hui, la politique d'exportation de la main-d'œuvre philippine est en partie symptomatique de cette incapacité persistante de l'État à se forger un espace national cohésif. Les *Over sea's Filipino Workers* (OFW) constituent un contre-pouvoir gagnant en puissance face aux forces de l'impérialisme économique. En allant puiser un salaire à l'étranger dont ils versent, par la suite, une part à leurs familles demeurant au pays, les jeunes philippins rétablissent un certain équilibre économique entre leur nation et le reste du monde<sup>19</sup>. Pour le moment, les sommes d'argent versées aux familles se dirigent principalement vers des investissements passifs tels que le foncier et le bâti, mais éventuellement celles-ci pourraient prendre d'autres formes telles que des petites et moyennes entreprises manufacturières ou des investissements dans la mécanisation agricole. L'entrepreneurship local se substituerait ainsi aux organismes sans but lucratif pullulant actuellement sous la forme d'ONG, de confession catholique dans le cas de REINA. Que les entreprises locales soient à but lucratif ou non lucratif constitue une distinction capitale puisque l'avènement

---

<sup>19</sup> En 2006, plus de dix milliards de dollars américains étaient versés par les huit millions d'OFW dans l'économie intérieure; les versements représentaient en moyenne 11,1 % des sources de revenu des foyers philippins et plus de 12% du PIB (PSY, 2004 et Philippine Daily Inquirer, 24 octobre 2005). Il s'agit du secteur d'exportation qui croît le plus rapidement au pays à un rythme de 5% à 10% annuellement. Certaines familles dépendent presque entièrement des revenus d'outre-mer pour assurer leur subsistance.

d'un discours plus formalisé entre les acteurs dépend, partiellement, de la sécularisation des rapports sociaux et économiques.

L'effet générateur de l'accumulation de capitaux à l'échelle locale par l'exportation de main-d'œuvre à l'échelle internationale demeure un scénario plausible jusqu'à ce qu'une organisation ou institution internationale n'intervienne pour réglementer la mise en marché et la capitalisation des ressources humaines nationales par des États du Tiers-Monde. Actuellement, la demande en main-d'œuvre est telle, dans les pays du Nord, que la libre circulation des revenus des travailleurs immigrants devrait perdurer encore longtemps (Chang, 2004). Peut-être assez longtemps pour que la société philippine soit entièrement rénovée et réformée! En ce sens, l'État philippin reflète une volonté indéniable de progrès, fondée sur une forme contemporaine et actualisée de l'idéologie nationaliste ou trans-nationaliste (Yeoh et Willis, 2004). Il n'en demeure pas moins que l'État paternaliste et, peut-être même avant-gardiste à certains égards, est encore à la merci de l'instabilité politique que ses gouvernements successifs cherchent à surmonter.

#### *La recherche scientifique à REINA*

Les informations ayant servi de matière première à cette étude proviennent à parts égales d'une recherche littéraire et cartographique, d'une série d'entrevues semi structurées et de 49 interviews par questionnaire. Une étude longitudinale aurait permis ou permettrait d'étendre les perspectives analytiques au-delà de ce qui a été évoqué dans l'étude. Pour ce faire, le cadre conceptuel du projet ChATSEA offre une plate-forme adéquate qui lui méritera sans doute d'être fertile jusqu'à ce que l'ère agraire, en ASE, soit révolue. Une recherche plus exhaustive des processus liés à la dynamique sociale, sous-jacente à la dégradation généralisée de l'environnement naturel, pourrait être menée à l'exemple des travaux de Top s'étant étalés de la fin des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990 dans la région de la vallée de Cagayan. Dans le cadre de ses

études doctorales, ce dernier s'est inspiré, en partie, des travaux de Kummer, qui publiait, en 1992, *Deforestation in the Post-War Philippines*, une synthèse statistique mettant l'accent sur les conditions socioéconomiques de l'épuisement des ressources forestières philippines au cours de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Les travaux récents de Top étayent les conclusions de Kummer à l'effet que la déforestation est un problème complexe qui témoigne, entre autres, de la fragilité persistante du tissu social et des réseaux économiques aux Philippines.

Durant mon séjour à REINA, j'ai observé qu'outre le stress imposé par le passage de typhons, il y a, à tous les égards exposés précédemment, des individus et des groupes qui posent des actions sociales parfois très cohérentes, mais aussi parfois très contradictoires. La prise de conscience des effets néfastes sur l'environnement de certaines pratiques locales ne fait que commencer à dynamiser les genres de vie de ce que l'on pourrait appeler des espaces sociaux proto-typiques – ONG et autres groupes communautaires. Hormis les inégalités de nature économique qui existent entre REINA et le reste du monde, le déterminisme environnemental lié au passage de typhons confère à la région une position « éco-tactique » comparativement peu enviable. Il n'en demeure pas moins que depuis plusieurs générations, des hommes et des femmes y restent, bravant les tempêtes.

## BIBLIOGRAPHIE

- ADGER W. Neil (2000), *Institutional Adaptation to Environmental Risk under the Transition in Vietnam*, Annals of the Association of American Geographers, Vol. 90, No. 4, pp. 738-758.
- AHMAD, G.K. et A.U. AMHED (2003), *Regional Cooperation in Flood Management in the Ganges-Brahmaputra-Meghna Region : Bangladesh Perspective*, Natural Hazards 28: 181-198.
- ASIAN JOURNAL, Chinese mining investors dismiss NPA threats, February 8<sup>th</sup> 2005, [http://www.asianjournal.com/cgi-bin/view\\_info.cgi?code=00009369&category=NW](http://www.asianjournal.com/cgi-bin/view_info.cgi?code=00009369&category=NW)
- BELLO, W. et al. (dir.) (2004), *The Anti-development State. The Political Economy of Permanent Crisis in the Philippines*, Diliman, University of the Philippines.
- BORRAS, S. M. (2001), *The Philippine Agrarian Reform, in Morales, H. R. et al. Power in the Village. Agrarian Reform, Rural Politics, Institutional Change and Globalization*, Manila, University of the Philippines Press, p. 245-322.
- CASE, William (1999), *The Philippine Election in 1998: A question of quality*, *Asian Survey*, Vol. 39, No. 3, 468-485.
- CHANG Grace (2004), *From the Third World to the "Third World Within": Asian Women Fighting Globalization*, in *Labor versus Empire: Race, Gender, and Migration*, Routledge, 272 p.
- DBM (2005), *Republic of the Philippines, Republic Act No. 9336, General Appropriations Act*, January 1 to December 31 2005, [http://www.dbm.gov.ph/dbm\\_publications/NEP\\_2007/general\\_intro.htm#nep\\_2005\\_table2-](http://www.dbm.gov.ph/dbm_publications/NEP_2007/general_intro.htm#nep_2005_table2-)
- DE KONINCK, R. (2005), *L'Asie du Sud-Est*, Armand Collin, 367 p.
- DENR-PENRO (2005), PANALIGAN, Miliarete B. et al., *Agos River Watershed Characterization*, DENR-PENRO Quezon & FMB, 27 p.
- DHONNEUR, G. (1978) *Traité de météorologie tropicale*, Direction de la météorologie nationale, France, 151 p.
- EIA (2005), *Illegal logging – General Overview*, <http://www.eia-international.org/cgi/background/background.cgi?t=template&a=23>

- ESPADA, Dennis (2003), *Dumagats: A People's Struggle to Be Free*, Bulatlat.com, vol. 3 # 34, <http://www.bulatlat.com/news/3-34/3-34-dumagat.html>
- FAO et CIFOR (2005), *Forest and floods; Drowning in fiction or thriving on facts?*, RAP Publication, Forest Perspectives 2, 30 p.
- GENERAL NAKAR, Municipalité de (2003), *Land-use Plan (1999-2029)*, Division des travaux techniques avec la collaboration de la firme indépendante Development Catalyst inc. 43 p.
- GARCIA-HERRERA, R., P. RIBERA, E. HERNANDEZ, L. GIMENO (2004), *Typhoons in the Philippine Islands, 1566-1900*, 42 p., <http://www.typhoon2000.ph/stats/PhilippineTyphoons1566-1900.pdf>
- GIEC (2001) Bilan 2001 des changements climatiques: les éléments scientifiques, Rapport du Groupe de travail I du GIEC, PNUE & OMM, 97 p., <http://www.ipcc.ch/pub/un/giecg1.pdf>
- GIEC (2001) Bilan 2001 des changements climatiques: conséquences, adaptation et vulnérabilité, Rapport du groupe de travail II, OMM & PNUE, 101 p.
- GIRI, Jacques (1997), Les Philippines un dragon assoupi?, Karthala, 207 p.
- INFANTA, Municipalité de (1999), *Ecological Profile*, avec la collaboration de la firme indépendante Development Catalyst inc. 80 p.
- KANG, D.C. (2003), *Crony Capitalism : Corruption and Development in South Korea and the Philippines*, Cambridge University Press, 204 p.
- KELLY Philip F., *Rethinking the "Local" in Labour Markets: The Consequences of Cultural Embeddedness in a Philippine Growth Zone*, Singapore Journal of Tropical Geography, 20, 1, pp. 56-76, 1999.
- KUMMER (2004), David M., *Deforestation in the Philippines, 1950-2000*, under press, 16 p.
- KUMMER, David M. (1992), *Deforestation in the Postwar Philippines*, Ateneo de Manila University Press, 177 p.
- LA PRESSE (2005), Rima Elkouri, De vieux démons à la surface, rubrique La vie en ville, samedi le 3 septembre 2005, p. A5.

- LAURAS, Didier (2006), Après avoir épuisé les réserves du Vietnam, la filière bois cherche ailleurs, Agence France Presse, Hanoi, le 02 février 2006.
- LI, Tania M. (2002), Engaging Simplifications: Community-Based Resource Management, Market Processes and State Agendas in Upland Southeast Asia, *World Development*, Vol. 30, No. 2, pp. 265-283.
- MANILA BULLETIN, Can nickel be the oil of the Philippines?, August 26<sup>th</sup> 2005, <http://www.mb.com.ph/BSNS2005082742911.html#>
- MANILA BULLETIN, Marikina-Infanta Road Construction to Start Next Week, April 18th 2004, <http://www.mb.com.ph/issues/2004/04/18/PROV200404187536.html>
- MDCC (2005), 2006 Rain-Induced Landslide/Flashflood Disaster Preparedness Plan, Municipalité d'Infanta, 59 p.
- MCKAY, Andrew et David LAWSON (2003), Assessing the Extent and Nature of Chronic Poverty in Low Income Countries : Issues and Evidence, *World Development*, Vol. 31, No. 3, pp. 425-439.
- MUNICH RE (2004) Topics Geo Annual Review: Natural Catastrophes 2003, Allemagne, 51 p.
- NAMRIA (2002), Forest cover in the province of Quezon, Remote Sensing & Resource Data Analysis Department.
- NEWSBREAK (2005), Hot Seat : Secretary Mike Defensor, February 9<sup>th</sup>, 2005, [http://partners.ing7.net/newsbreak/cover/index.php?story\\_id=24430](http://partners.ing7.net/newsbreak/cover/index.php?story_id=24430)
- NICOLAS, Julian (2005), Correspondence: News from working-class communists in the Philippines, *Communist Voice* # 35, March 15th 2005, <http://home.flash.net/~comvoice/35cPhil.html>
- NOAA (2005), What may happen with tropical cyclone activity due to global warming?, Hurricane Research Division, <http://www.aoml.noaa.gov/hrd/tcfaq/G3.html>
- NSCB (2004), Quezon fact sheet, October, FS-200410-R04-006.
- OURANOS (2004) S'adapter aux changements climatiques, Bibliothèque nationale du Québec, 91 p.
- PAGASA (2004), Information on Tropical Cyclones, Infanta, Quezon (1948-2002), Climate Data Section, Climatology and Agrometeorology Branch.

- PALAFIX Associates (1999), *Pacific Coast City: Aurora Province, Quezon Province, Nueva Ecija, Bulacan, Tarlac and Pampanga, A Development Planning Study*, pour le compte de Green Circle Properties Corp.,
- PASICOLAN Paulo N., SAGUIGUIT Jr. Gil C. et VASQUEZ Leilani S. (2001), *Devolution: Creation of Spaces for Grassroots Empowerment in NRM*, College, Los Baños, Laguna, Philippines: SEAMEO Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture, 28 p.
- PNUD (2004), *La réduction des risques de catastrophes: un défi pour le développement*, Bureau pour la prévention des crises et du relèvement, 159 p.
- PCA (Philippine Coconut Authority) (2003), *Cutting-Replacement Data: R.A. 8048 Enforcement*, internal report.
- PCA (Philippine Coconut Authority) (2004), *Coconut, Industry Situationer*, internal report.
- PHILIPPINE DAILY INQUIRER, Doris C. Dumlao, *OFW remittances seen up 20%*, Business Section, Monday October 24<sup>th</sup> 2005, p. B1.
- PHILIPPINE DAILY INQUIRER, Blanche S. Rivera, *Goons blocking land reform, says farmers*, Second FrontPage, Monday October 17<sup>th</sup> 2005, p. A2.
- PHILIPPINE DAILY INQUIRER, *Mines seen attracting \$3B in investments*, Inquirer News Service, February 3<sup>rd</sup>, 2005,  
<http://www.geocities.com/svm7thmil/proudpinoy.htm>
- PNJP (Philippine Network For Justice And Peace) (2006), *Canadian Mining Practices in the Philippines*, A brief prepared for the Toronto Roundtable on Corporate Social Responsibility and the Canadian Extractive Sector Hosted by the Department of Foreign Affairs and International Trade, September 12<sup>th</sup> 2006,  
[geo.international.gc.ca/cip-pic/library/CSR\\_Toronto\\_Submission\\_PNJP.doc](http://geo.international.gc.ca/cip-pic/library/CSR_Toronto_Submission_PNJP.doc)
- PSY (2004), Philippine Statistical Yearbook, National Statistical Coordination Board.
- QUENEY, Paul (1974), *Éléments de météorologie*, Masson et Cie, 300 p.
- REAL, Municipalité de (2004), *Socioeconomic and Physical Profile*, Municipal Planning and Development Coordinator's Office, 58 p.

- RAGHAVAN, S. et S. RAJESH (2003), Trends in Tropical Cyclone Impact, American Meteorological Society, May 2003, 636 – 644.
- RIGGS, Fred W. (1961), International System as Prismatic System, *World Politics*, The Johns Hopkins university Press, Vol. 14, No. 1, pp. 144-181.
- RIMBAN, Luz (2005), Illegal logging activities in Quezon and Aurora, Philippine Center for Investigative Journalism, January-February 2005.
- TRAN, D. et N. NGUYEN (2001), Declining Productivity Gains and the Yield Gap in Rice, FAOSTAT, 55 p.  
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/003/y1860e/y1860e08.pdf>
- TOP, Gerhard van den (2003), The Social dynamics of Deforestation in the Philippines: Actions, Options and Motivations, NIAS Press, 389 p.
- TORRES Jr, Alfredo C. (2001), Investigation Report on Logging Operations of Green Circle Properties and Resources inc. in Dingalan, Aurora and General Nakar, Quezon, 20 p.
- UPLB Forestry (2005), CRUZ, Rex V.O. et al., Evaluation of the Typhoon Damages in Real, Infanta, General Nakar and Dingalan, Aurora, Forestry Development Center, University of the Philippines Los Banos, 38 p.
- WERNSTEDT, Frederick et J. SPENCER (1967), The Philippine island world. Berkeley, University of California Press.
- YEOH Brenda S. et Katie WILLIS (2004), State/Nation/Transnation, Perspectives on Transnationalism in the Asia-Pacific, Routledge, 272 p.



## ANNEXE A

**Version anglaise du questionnaire de terrain**

Name and number of respondent:

Date:

Income

1. How much money do you make every year? (less than 60 000 PHP- 60 000 to 100 000 PHP- more than 100 000 PHP)
  - a. What is your prime source of income?

Land

1. What is the land area of your property?
2. Since when do you possess this land?
3. What is your main product of culture?
  - a. Is it affected by tropical cyclones?
4. Does the Filipino government help you in any way?
5. What is your level of satisfaction towards government? (satisfied-neutral-unsatisfied)
  - a. *Barangay*?
  - b. Municipal?
  - c. Provincial?
  - d. National?

Global warming and globalization

1. Have you ever heard of global warming?
  - a. If yes, through which medium?
    - i. How do you think it affects your livelihood?
2. Have you ever heard of globalization?

a. If yes, through which medium?

i. How do you think it affects your livelihood?

Tropical cyclones (typhoon)

1. During the past 30 years, how many typhoons have affected your daily activities?
2. Do you feel threatened by typhoons? (very much-much-little-not at all)
3. Do you think you are more adapted to typhoon events than were the generations living in REINA before you? If yes (a lot better-better-almost the same)
4. Do you think logging is related to landslides and floods?
5. If the government proposed to relocate you and your family elsewhere so you are not threatened by typhoons anymore, how would you react?
  - a. Would you be open to such a measure if it was accompanied by a financial support?
  - b. Where would you want to move?

Master Plan Project

1. Do you have any idea about a Master Plan Project in the area?
  - a. If yes, what do you think of the project to develop the REINA zone into becoming the biggest Seaport in the east cost of the country?

Notes

## ANNEXE B

### Version tagalog du questionnaire de terrain

Pangalan ng :

Kinakaapanayam :

Petsa :

Kita

1. Magkano ang iyong kinikita sa loob ng isang taon?
  - a. \_\_\_\_\_ mababa sa P 60 000.00
  - b. \_\_\_\_\_ P 60 000.00 to 100 000.00
  - c. \_\_\_\_\_ mahigit sa P 100 000.00

Lupain

1. Ano ang kabuuang sukat ng iyong lupain?
2. Kailan mo naging pag-aain ang iyong lupain?
3. Ano ang mga pangunahing producto ng iyong taniman?
  - a. Ito ba ay naapektuhan ng mga bagyo? Oo\_\_\_ Hindi\_\_\_
4. Ano sa pagtingin mo ang mga serbisyong ibinibigay ng gobyerno sa inyo? a.Tama b. Katantaman k. Wala
  - a. *Barangay* \_\_\_\_\_
  - b. *Munisipyo* \_\_\_\_\_
  - c. *Probinsyal* \_\_\_\_\_
  - d. *Nasyonal* \_\_\_\_\_

Pagbabago ng klima at globalisasyon

1. Pamilyar po ba kayo sa salitang “pagbabago ng klima” Oo\_\_\_ Hindi\_\_\_
  - a. Kung oo? Kanino o paano ninyo po ito nalaman?
2. Sa inyong palagay, paano po ito nakakaaspecto sa inyong kabuhayan?
3. Pamilyar po ba kayo sa salitang “globalisasyon” Oo\_\_\_ Hindi\_\_\_
  - a. Kung oo? Kanino o paano ninyo po ito nalaman?

4. Sa inyong palagay, paano po ito nakakaaspecto sa inyong kabuhayan?

Bagyo

1. Sa nakalipas na tatlung (30) taon, ilang baggyo na po ang inyong naranasan na nakaapekto sa pang-araw-araw ninyong gawain/hanapbuhay? \_\_\_\_\_
2. Kayo po ba ay nangangamba o natatakot sa mga darating na bagyo dito sa inyong lugar?
  - a. Sobra \_\_\_\_\_
  - b. Katamtaman \_\_\_\_\_
  - c. Hindi \_\_\_\_\_
3. Sa inyong palagay, kayo po ba ay madaling makaangkop sa mga dumarating na bagyo sa ngayon kumpara nuong unang panahon? Oo \_\_\_\_\_ Hindi \_\_\_\_\_
  - a. Kung oo?
    - i. Mas nakakaangkop \_\_\_\_\_
    - ii. Katamtaman \_\_\_\_\_
    - iii. Tulad din ng dati \_\_\_\_\_
4. Sa inyong palagay, ang pagtotroso po ba ay may kaugnayan o dahilan ng pagbaha at pagguhu ng lupa? Oo \_\_\_\_\_ Hindi \_\_\_\_\_
5. Kung ang gobyerno po ay magpanukala o magmungkahi ng relokasyon upang kayo at ang inyong pamilya ay ilipat sa lugar na hindi mapipinsala ng bagyo, papayag po ba kayo? Oo \_\_\_\_\_ Hindi \_\_\_\_\_
  - a. Payag po ba kayo sa ganung panukala kung may kasama itong tulong na pinansyal o pera? Oo \_\_\_\_\_ Hindi \_\_\_\_\_
    - i. Kung oo, saan mo nais lumipat?

Planong pagtatayo ng daungan o port

1. Meron po ba kayong kaalaman sa planong pagtatayo ng daungan/port sa inyong lugar? Oo \_\_\_\_\_ Hindi \_\_\_\_\_
  - a. Kung oo, ano ang pagtingin mo sa nabangit na proyekto?

Iba pang detalye